



MERCREDI 11 MARS 2020

« 17 septembre 2019 : début du plus grand crash économique de l'histoire de l'humanité. »

- ▶ **Comme prévu** (Antonio Turiel) p.1
- ▶ **Parce que l'économie, idiot !** (Tim Watkins) p.5
- ▶ **Le dernier clou dans le cercueil néolibéral** (Tim Watkins) p.11
- ▶ **La panique ! Quelle panique ?** (Tim Watkins) p.16
- ▶ **Le coronavirus nous rappelle que nous sommes des organismes dans un environnement** (Kurt Cobb) p.19
- ▶ **Sauver la civilisation ou endiguer la destruction du monde ?** (Nicolas Casaux) p.19
- ▶ **GLENN ALBRECHT, UN ÉCOCHARLATAN PARMIS D'AUTRES** (Nicolas Casaux) p.22
- ▶ **Florence frappée par le Coronavirus : La malédiction de l'hyperspécialisation** (Ugo Bardi) p.23
- ▶ **Crash du prix du pétrole : 50 % des schistes américains pourraient faire faillite** (N. Cunningham) p.27
- ▶ **Les schistes américains peuvent-ils survivre à la guerre des prix du pétrole ?** p.29
- ▶ **2019, l'année de la stagnation des émissions mondiales ?** p.32
- ▶ **La sortie du charbon amorcée (presque) partout dans le monde** p.35
- ▶ **Acte 6, sauver le climat avec 150 citoyens ?** (Michel Sourrouille) p.40
- ▶ **PROJET DE LIVRE...** (Patrick Reymond) p.40
- ▶ **Cette épidémie de coronavirus provoquera-t-elle une nouvelle crise financière et un effondrement économique effroyable ?** (Michael Snyder) p.41

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ **Le Dow Jones est en chute de 8% ! La plus importante baisse depuis 1987... C'est historique !!** p.49
- ▶ **Peter Schiff: "Nous sommes au bord d'une crise financière bien plus grave que celle de 2008 !"** p.52
- ▶ **Aucune banque ne rendra leur argent aux déposants en cas de très grave crise financière !!** p.53
- ▶ **Remplir le réservoir de l'économie avec des bouts de papier sans valeur ne créera jamais un système financier sain** p.54
- ▶ **Les banques centrales ont imprimé 4 \$ pour obtenir une augmentation de 1\$ du PIB** p.55
- ▶ **Attention ! Les systèmes de Ponzi finissent toujours par manquer d'argent !!** p.55
- ▶ **« Enfin le krach est là ! Bonne nouvelle »** (Charles Sannat) p.56
- ▶ **Pétrole, les idiots ont encore frappé, les responsables ne sont pas là ou on le croit** (Bruno Bertez) p.60
- ▶ **Et les autorités voudraient que vous confiiez tout votre argent aux banques** (Bruno Bertez) p.61
- ▶ **Beau rebond sous la conduite (normale) du pétrole.** (Bruno Bertez) p.61
- ▶ **Trump, facteur de chaos.** (Bruno Bertez) p.62
- ▶ **Voici 18 faits à couper le souffle sur le krach boursier de 2020, et les experts avertissent que c'est loin d'être terminé** (Michael Snyder) p.64
- ▶ **Les crises se suivent et ne se ressemblent pas** (François Leclerc) p.66
- ▶ **La Fed a-t-elle renfloué le marché aujourd'hui ?** (Brian Maher) p.70
- ▶ **Vers des taux d'intérêt négatifs (réels)** (Jim Rickards) p.72
- ▶ **Banquier central, le pouvoir ultime ? (2/2)** p.75
- ▶ **« Inquiet, moi ? Jamais ! »** (Bill Bonner) p.77

Comme prévu

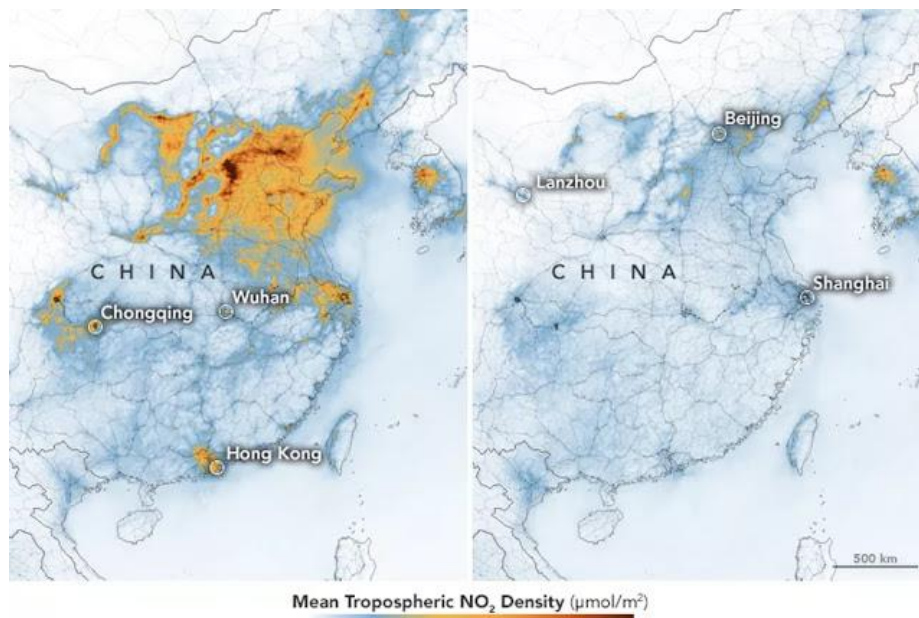
Antonio Turiel Vendredi 6 mars 2020

Traduction de l'espagnol : <https://www.deepl.com/translator>



Chers lecteurs :

De nos jours, l'économie de la planète subit l'un des plus forts ralentissements de mémoire, surtout à cause de la soudaineté. En quelques semaines, l'activité industrielle de l'usine du monde, la Chine, a chuté de façon spectaculaire. Une telle baisse se reflète dans une multitude d'indicateurs, comme le commerce des matières premières et aussi la diminution de la pollution. Une image en particulier a très bien illustré ce qui se passe dans le géant asiatique : il s'agit des images composites du satellite européen Sentinel 5P, qui nous montrent la concentration atmosphérique d'oxydes d'azote au-dessus de la Chine, début janvier et il y a quelques jours.



La raison d'un tel ralentissement économique sauvage est le coronavirus béni.

Avant de passer à l'analyse économique proprement dite, je voudrais préciser un certain nombre de choses sur mon opinion concernant l'épidémie de CoVid-19 qui se propage sur la planète.

Comme je l'ai commenté dans le post précédent, ce coronavirus représente sans aucun doute un grave problème de santé publique. C'est un germe qui s'avère très infectieux, ce qui favorise sa rapide propagation géographique dans un monde aussi globalisé que le nôtre.

La CoVid-19 est-elle une menace majeure ? Enfin, pas au niveau de l'espèce humaine, mais au niveau des systèmes de santé.

Cette maladie est loin d'être une menace pour la continuité de l'espèce humaine. Comme le montrent les données compilées par l'OMS, les taux de mortalité dans la plupart des groupes d'âge (moins de 50 ans) sont relativement faibles, autour de 0,3%, soit 3 sur mille, et dans un grand nombre de cas (on dit souvent que 80%), il s'agit de personnes ayant des pathologies antérieures. De plus, ce taux de mortalité est calculé sur le nombre de cas déclarés (mortalité apparente), mais dans de nombreux cas, la maladie est si bénigne que de nombreuses personnes peuvent en avoir souffert sans le savoir. En l'absence d'une étude épidémiologique pour le corroborer, on estime que jusqu'à 80% des cas d'infection par le CoVid-19 ne sont pas signalés, ce qui signifierait que les taux apparents devraient être divisés par 5 au maximum. Par conséquent, la mortalité que ce virus induira sera bien inférieure à la croissance végétative de la population humaine et, en soi, le CoVid-19 ne compromet pas l'existence de l'Humanité. Toutefois, lorsqu'on parle de faits statistiques froids, il convient de se rappeler que nous parlons d'êtres humains, de chair et de sang, qui sont morts et mourront de cette maladie, et toute perte est toujours regrettable. De plus, comme pour la grippe et les autres infections causées par les virus de cette famille, elle tue également des personnes en parfaite santé et sans pathologie préalable ; très peu, mais cela arrive aussi.

Cependant, le CoVid-19 pose un problème majeur pour les systèmes de santé. D'une part, parce que le taux de mortalité (apparente) augmente dans les tranches d'âge supérieures à 50 ans, atteignant 20 % dans celles de plus de 70 ans. D'autre part, parce qu'elle génère une morbidité élevée dans tous les groupes d'âge : le temps typique pour se remettre complètement de la maladie (et ne pas être infectieux pour les autres) est d'environ deux semaines, et jusqu'à 10 % du total des personnes infectées (déclarées) nécessitent une hospitalisation, qui est en outre de longue durée (plus de 10 jours). Par conséquent, si une infection à CoVid-19 se propageait largement sur un territoire, la capacité du système de santé à fournir une réponse adéquate s'effondrerait en un rien de temps, ce qui entraînerait également des taux de mortalité plus élevés. Pour toutes ces raisons, le CoVid-19 ne peut pas non plus être pris à la légère.

Compte tenu de notre expérience avec d'autres infections respiratoires similaires, il est probable que dans les semaines à venir, nous assisterons à un confinement, puis à une diminution du nombre de nouvelles infections, car des températures plus élevées et des rayons UV plus intenses stérilisent les surfaces où se trouve le virus, ce qui le rend plus difficile à propager. Malgré le fait que toutes les précautions doivent toujours être prises face à une nouvelle maladie, dont les caractéristiques épidémiologiques ne sont pas encore connues, il semble probable qu'en avril l'épidémie sera plus que contenue et qu'en mai elle sera quelque peu résiduelle. Nous devons donc être patients et continuer à travailler pour contenir la propagation du virus.

Étant donné qu'il s'agit également d'un rétrovirus, qui a un grand potentiel de mutation, il est très probable que l'année prochaine, les souches CoVid-19 feront partie du réservoir habituel de virus qui infectent saisonnièrement toute l'humanité, comme cela s'est produit avec la grippe A. En bref, ce sera un facteur de plus à prendre en compte dans nos plans de santé, et tout reviendra plus ou moins à la "normale" (une normalité qui est extrêmement complexe pour les gestionnaires de la santé, bien que beaucoup de gens ne s'en rendent pas compte).

Aussi important que soit le CoVid-19, il ne semble pas plus important que de nombreux autres problèmes qui compromettent l'avenir immédiat et à plus long terme de l'humanité. Plusieurs auteurs se plaignent que jusqu'à présent, il n'y a pas eu de réponse adéquate à la crise climatique, qui met en danger toute l'humanité, mais avec le coronavirus, il a été possible de réduire radicalement les émissions de CO2 en quelques jours. Il est également indiqué que le CoVid-19 ne devrait pas tuer plus de quelques milliers de personnes, alors que la pollution de l'air tue 8 millions de personnes par an. Évidemment, la différence entre l'un et l'autre est que dans le cas du CoVid-19, les mesures prises se veulent temporaires (tout le monde s'attend à pouvoir reprendre progressivement l'activité à partir de mai), alors que pour lutter véritablement contre les causes de nos problèmes climatiques et environnementaux, il faudrait modifier en permanence notre système économique. En outre, dans le cas des problèmes environnementaux, la population la plus touchée se trouve dans les pays "en développement" et, par conséquent, étant cynique, elle a "peu d'importance" dans les pays plus développés.

Il y a toutefois un aspect de la crise du coronavirus que je voudrais souligner. Ces jours-ci, nous avons appris que la demande de pétrole en Chine a fortement chuté, jusqu'à 20 % de sa consommation : 3 millions de barils par jour de moins, donc. C'est une baisse très importante, et ce n'est qu'en Chine. À l'aube de la récession économique mondiale qui semble se dessiner à la suite de cet arrêt brutal de l'activité, il faut espérer que d'autres pays réduiront également leur consommation.

Cette chute soudaine de la consommation a eu des conséquences immédiates pour le secteur pétrolier qui, comme nous le savons, est confronté depuis des années au problème de la faiblesse des prix et de l'augmentation des coûts. Pour l'instant, l'OPEP a décidé de réduire sa production de pétrole de 1,5 million de barils par jour pour faire face à la situation, ce qui semble indiquer qu'elle est prête à assumer la moitié de la réduction, mais que l'autre moitié devrait être assumée par les autres pays producteurs.

La baisse de la production de l'OPEP, qui sera reprise principalement par l'Arabie Saoudite, sera un grand soulagement pour ce même pays. Comme vous vous en souvenez, en septembre dernier, les attaques ont sérieusement compromis la capacité de production saoudienne, et il ne fallait pas s'attendre à ce que la production puisse être entièrement rétablie avant 6 à 9 mois. Pour compenser le déficit de production, l'Arabie saoudite a retiré le pétrole qu'elle avait stocké dans ses dépôts pour respecter ses engagements internationaux, mais cette stratégie ne pouvait durer que quelques mois. L'arrivée de la crise des coronavirus sera donc plus que bienvenue en Arabie Saoudite, car elle lui permettra en même temps d'avancer avec moins de pression dans la reconstruction de ses installations, et d'autre part elle pourra profiter de ce temps pour recharger ses gisements. Si la crise du coronavirus se poursuit pendant encore deux ou trois mois, cela suffira certainement pour que l'industrie pétrolière saoudienne se rétablisse complètement.

En décembre dernier, lorsque j'ai présenté les prévisions pour cette année, nous avons fait remarquer que le début de cette année 2020 était très probablement marqué par une tentative des principaux agents économiques d'apprivoiser la crise économique qui couvait ces dernières années. La crise du coronavirus a fourni l'occasion parfaite de piloter cet atterrissage, peut-être plus brutal que souhaité mais probablement plus doux que ce qui se serait passé sans aucun contrôle. Cela signifie que tout se passe comme prévu, nous suivons la feuille de route qui a été établie pour cette année. Cela signifie également que le prix du pétrole va rester bas, prolongeant ainsi les dommages causés aux compagnies pétrolières et en particulier au secteur très meurtri du fracturage américain. Il est donc plus probable que la crise pétrolière que nous avons également anticipée éclate au cours du second semestre 2020.

En d'autres termes, tout se déroule comme prévu.

Parce que l'économie, idiot !

Tim Watkins 5 mars 2020

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP

The storm is coming - will you be ready?

<https://www.deepl.com/translator>



Dans un article publié aujourd'hui dans le Guardian, le chroniqueur et activiste Owen Jones demande naïvement : "Pourquoi ne pas traiter la crise climatique avec la même urgence que les coronavirus ? Ce n'est même pas une pensée originale. Il y a des mêmes dans tous les médias sociaux qui comparent le taux de mortalité actuel de CORVID-19 (environ 3 000 dans le monde au moment de la rédaction) avec tout ce qui va de la faim dans le tiers monde aux accidents de la route. Jones n'est pas non plus particulièrement original lorsqu'il souligne la gravité de la crise climatique croissante :

"C'est une urgence mondiale qui a déjà tué à grande échelle et qui menace d'envoyer des millions d'autres personnes dans les premières tombes. À mesure que ses effets se propagent, elle pourrait déstabiliser des économies entières et submerger les pays pauvres qui manquent de ressources et d'infrastructures. Mais c'est la crise climatique, pas le coronavirus. Les gouvernements ne mettent pas en place de plans d'urgence nationaux et vous ne recevez pas de notifications en urgence sur votre téléphone vous alertant des événements dramatiques qui se produisent en Corée du Sud et en Italie.

"Plus de 3 000 personnes ont succombé au coronavirus et pourtant, selon l'Organisation mondiale de la santé, la pollution atmosphérique - un seul aspect de notre crise planétaire centrale - tue sept millions de personnes chaque année. Il n'y a eu aucune réunion du Cobra pour la crise climatique, aucune sombre déclaration du Premier ministre détaillant les mesures d'urgence prises pour rassurer le public..."

Mais la proposition centrale est ici totalement erronée. Les gouvernements du monde entier ne réagissent PAS différemment à la menace du changement climatique qu'à celle du virus de la couronne. Pour comprendre cela, nous devons examiner l'hypothèse tacite qui se cache derrière la question de Jones, à savoir que les gouvernements du monde entier sont principalement concernés par la menace qui pèse sur la vie humaine. Le document de planification du gouvernement rendu public mardi dernier ment à ce sujet :

"L'objectif principal [de l'intervention d'urgence] sera de fournir des services essentiels..."

Si le public peut être préoccupé par le risque personnel lié au développement de COVID-19, les gouvernements ont une préoccupation beaucoup plus large. **Le biologiste Chris Martenson** résume parfaitement le triple équilibre auquel les gouvernements sont confrontés dans leur réponse à la propagation du virus :

1. Contenir ou retarder la propagation du virus
2. Maintenir le fonctionnement de l'économie
3. Éviter que les services publics - en particulier les soins de santé - ne soient débordés.

Le fait que beaucoup de gens meurent est probablement le moins préoccupant du point de vue d'un planificateur d'urgence - la planification d'urgence, rappelons-le, trouve son origine dans la planification de la reconstruction au lendemain d'une guerre nucléaire entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie. En effet, l'État serait plus détendu à propos de COVID-19 si les personnes qui meurent s'effondraient simplement dans leur propre maison. C'est le fait que la plupart des décès suivent une période relativement longue (en termes de ressources) de soins médicaux intensifs pour laquelle nos services de santé publique "juste à temps" sont mal équipés pour faire face. Par exemple, John Johnston, du Politics Home, avertit le gouvernement britannique que le :

"Le NHS a 43 000 infirmières de moins qu'il n'en a besoin... la demande croissante de services du NHS, conjuguée à l'incapacité de lever les obstacles aux nouvelles recrues, a entraîné des taux de vacance importants dans de nombreux secteurs du service de santé.

"Malgré une augmentation globale de 5 % du nombre d'infirmières employées entre 2010 et 2017, un nouveau rapport de l'organisme de surveillance a averti que certaines spécialités et régions sont toujours confrontées à des défis majeurs en matière de personnel".

Ceci fait suite à une enquête du Guardian qui suggère que la promesse du gouvernement de faire venir du personnel médical à la retraite pour compléter les effectifs nécessitera de nouvelles lois sur la conscription. Comme le rapporte Matthew Weaver :

"Des dizaines de médecins et d'infirmières du NHS à la retraite ont déclaré au Guardian qu'ils étaient contre le retour au travail pour aider à lutter contre le coronavirus, beaucoup affirmant que cela menacerait leur santé physique et mentale...

"Après la façon dont j'ai été traité, je préfère me planter un clou rouillé de 15 cm dans le dos que de retourner à mon ancien travail", a déclaré une ancienne infirmière de 67 ans de Manchester.

Anthony O'Neill, 58 ans, de Glasgow, a dit : *"Non, nein, non, nej ! J'ai été médecin à l'hôpital pendant 32 ans : je n'y suis jamais retourné".* Et un médecin généraliste londonien de 60 ans a déclaré : *"J'ai quitté la médecine générale pour cause d'épuisement professionnel. Je n'y retournerais en aucun cas".*

Un ancien médecin généraliste du Northamptonshire, âgé de 58 ans, a déclaré qu'il avait "quitté le navire plus tôt que prévu" après avoir été "escroqué à plusieurs reprises par les administrations successives". Il a demandé : "Pourquoi y retournerais-je ?

"Une ancienne sœur aînée de Wigan a déclaré qu'elle faisait encore des cauchemars depuis 12 ans sur les conditions de travail extraordinaires. Une autre a déclaré : "J'ai quitté le métier d'infirmière en raison du dégoût que m'inspirait le traitement réservé au personnel infirmier et auxiliaire par une culture de gestion

toxique et intimidante". Et une infirmière du Cheshire a déclaré : "Je suis encore très en colère de n'avoir pas eu d'autre choix que de prendre ma retraite à 55 ans".

Le NHS dispose de moins de 170 000 lits - seulement 140 000 en Angleterre - pour gérer toutes les maladies aiguës de routine ainsi que pour répondre à une condition qui, selon les ministres, infectera 50 à 80 % de la population et pourrait entraîner la maladie de 20 % de la main-d'œuvre en même temps. Cela signifie qu'entre 4.987.500 et 7.980.000 personnes devront être hospitalisées au cours de l'épidémie. En d'autres termes, nous sommes confrontés à un degré de triage qui serait totalement inacceptable en temps normal ; des personnes qui auraient normalement droit à un traitement urgent devant se retrouver en queue de peloton, et des personnes qui auraient normalement besoin de soins sociaux continus étant simplement renvoyées chez elles et laissées à elles-mêmes.

L'économie est également en danger. Malheureusement, la plupart des gens - y compris les commentateurs du Guardian - ont été conditionnés à croire que ce qu'on appelle "l'économie" existe indépendamment de leur/notre vie quotidienne. Nous supposons que l'économie est liée aux banques centrales et aux marchés boursiers, aux taux d'intérêt et aux dépenses publiques. En réalité, il ne s'agit là que de la matière première trop complexe qui flotte au sommet d'une économie mondiale qui concerne en réalité les réseaux mondiaux complexes et auto-organisés d'extraction, d'approvisionnement, de fabrication et de transport de tout ce que nous consommons, de l'eau propre qui sort du robinet et de la nourriture qui arrive miraculeusement sur les rayons des supermarchés au gaz qui alimente notre réseau électrique et au pétrole qui alimente nos transports.

Au cours des deux dernières décennies, la Chine a délibérément entrepris de brûler les dernières réserves de charbon de la Terre pour transformer son économie en centre de production primaire du monde. En conséquence, si le Parti communiste chinois peut survivre à un verrouillage prolongé de ses régions manufacturières, il est douteux que le reste de l'économie mondiale y échappe aussi facilement.

La désormais célèbre image satellite de la NASA montrant la chute spectaculaire de la pollution par l'oxyde nitreux au-dessus de la Chine depuis le verrouillage donne une indication de l'ampleur de l'arrêt de l'activité industrielle :

La chute spectaculaire de la consommation mondiale de pétrole indique également une perte massive de la production manufacturière. Comme l'explique Robert Rapier, de Forbes :

"Les marchés pétroliers ont anticipé un impact important sur la demande de pétrole en raison de l'épidémie de coronavirus. C'est pourquoi nous avons constaté une baisse de près de 30 % du prix du pétrole brut depuis le début du mois de janvier.

"Mais en attendant la réunion de l'OPEP de cette semaine pour voir quelles mesures ils pourraient prendre, nous avons maintenant une indication de l'ampleur de l'impact sur la demande de pétrole : C'est la plus forte baisse trimestrielle de la demande que nous ayons jamais vue. (c'est moi qui souligne)

L'une des raisons pour lesquelles cette question n'est pas encore au premier plan de la conscience médiatique occidentale est qu'il faut entre 35 et 40 jours pour qu'un porte-conteneurs navigue de la Chine vers la Grande-Bretagne et l'Europe du Nord. Les marchandises que nous achetons dans les magasins et les composants que nos fabricants assemblent aujourd'hui ont été expédiés avant le début du verrouillage. Mais à partir de cette semaine, les porte-conteneurs qui devraient normalement livrer une grande partie des marchandises que nous considérons comme acquises n'arriveront pas. Ils sont toujours ancrés sur un quai chinois en attendant d'être chargés de marchandises qui n'ont pas été produites depuis plus d'un mois.

La perte de la production chinoise n'est pas non plus la seule menace. Hier, le gouvernement indien a annoncé une interdiction :

"l'exportation de 26 ingrédients pharmaceutiques avancés (API) ou produits chimiques de base, dont le paracétamol, les antibiotiques tels que le métronidazole et la néomycine, certaines vitamines et hormones en raison de la propagation du coronavirus et de la perturbation des approvisionnements en provenance de Chine".

Bien que l'Inde soit un important fournisseur de médicaments génériques au Royaume-Uni, elle dépend de l'approvisionnement en précurseurs chimiques de la Chine, qui ne parviennent pas à arriver en raison du verrouillage.

Comme d'autres États dans le monde - comme, actuellement, l'Italie et l'Iran - sont obligés de verrouiller les principales régions économiques, le choc économique va se multiplier et s'amplifier. Dans la plupart des cas, il n'y a pas de moyen facile de développer une production alternative dans une région de la planète qui n'est pas touchée ou qui l'est moins, dans un laps de temps comparable à celui qui serait nécessaire pour éviter que l'onde de choc économique à venir n'entraîne une perte d'activité économique.

La plupart des importateurs ne découvriront que leurs chaînes d'approvisionnement incluent la Chine que lorsque les composants clés n'arriveront pas. Combien d'entre nous savent où un produit a été fabriqué lorsqu'ils le commandent chez Amazon ? Les importateurs ne sont pas différents. Ils connaissent l'emplacement de l'agent avec lequel ils traitent, mais pas celui des différentes personnes qui approvisionnent l'agent d'exportation. Et, bien sûr, la loi du minimum de Liebig s'applique - peu importe qu'une usine d'assemblage de voitures possède tous les composants qui ne sont pas fabriqués en Chine si la seule puce électronique qui fait fonctionner le système électrique se trouve encore sur les quais de Shanghai.

Le comportement des consommateurs a également un impact (n'oubliez pas qu'il s'agit d'un système autoorganisé). Alors que les fabricants australiens de papier toilette connaissent un boom temporaire, les compagnies aériennes européennes assistent à une chute massive du nombre de passagers qui, à juste titre, considèrent l'avion comme l'un des endroits les plus susceptibles d'être infectés par un virus corona. Si l'on ajoute à cela la probabilité que les gouvernements du monde entier finissent par devoir suivre l'exemple de l'Italie et verrouiller les régions à forte concentration de virus, on obtient une recette pour un degré de perturbation économique au moins égal à celui de la Grande Dépression ou de la chute de l'Union soviétique.

C'est là que l'idée que le changement climatique est traité différemment tombe à l'eau. Au cours des 100 dernières années, il n'y a eu que six occasions où les émissions mondiales de dioxyde de carbone ont diminué. Aucune n'est le résultat de la politique environnementale. Cinq ont été le résultat de graves difficultés économiques :

Les émissions de CO2 et les effondrements

La solution de Jones au changement climatique est le fantasme classique de gauche du "new deal vert" dont les ministres du gouvernement sont rapidement désabusés lorsqu'ils prennent leurs fonctions :

"Cette fois-ci, il y a peu de marge pour réduire des taux d'intérêt déjà bas ou pour stimuler l'assouplissement quantitatif ; la politique fiscale verte doit être la priorité.

"Qu'est-ce qui serait mentionné dans ce discours solennel du Premier ministre sur les étapes du n° 10, diffusé en direct sur les réseaux de télévision ? Tous les foyers et les entreprises seraient isolés, ce qui créerait des emplois, réduirait la pauvreté énergétique et les émissions. Des bornes de recharge pour voitures électriques seraient installées dans tout le pays... un programme de formation d'urgence pour former la main-d'œuvre serait annoncé".

Mais cette fantaisie a toujours consisté à ignorer le fait que presque toutes les technologies - ou du moins leurs composants essentiels - nécessaires à cette transformation sont fabriquées en Chine à partir du plus sale des combustibles fossiles, le charbon. La Chine brûle déjà la moitié des réserves de charbon de la planète. Pour réaliser le type de transformation de l'énergie/technologie verte envisagé dans un new deal vert mondial (le limiter au Royaume-Uni équivaldrait à une autre variante de l'impérialisme), la Chine devrait brûler beaucoup plus que la moitié restante des réserves de charbon, ce qui irait à l'encontre du but de la transformation proposée. Pour être clair ici, malgré un effort massif depuis une trentaine d'années, les technologies d'exploitation des énergies renouvelables non renouvelables - vent, soleil, marées et vagues - représentent moins de cinq pour cent du bouquet énergétique mondial :

Consommation mondiale d'énergie en 2017

Le seul charbon que nous avons ajouté au mélange depuis 2015 suffit à annuler toute l'énergie fournie par les technologies d'exploitation des énergies renouvelables non renouvelables. Remarquez également que la consommation de combustibles fossiles continue d'augmenter plus rapidement que la consommation d'énergies renouvelables, ce qui signifie que nous ne sommes même pas en train de nous arrêter.

Pire encore, les ressources minérales mondiales qui seraient nécessaires pour fournir les matériaux permettant de construire un New Deal vert sont déjà épuisées. Comme pour les combustibles fossiles, la croûte terrestre en contient encore beaucoup, mais le coût énergétique de leur récupération est trop élevé. Comme l'avertit une lettre récente adressée au Comité britannique sur le changement climatique, rédigée par le professeur Richard Herrington, directeur des sciences de la terre au Musée d'histoire naturelle, et ses collaborateurs :

"Pour remplacer tous les véhicules basés au Royaume-Uni aujourd'hui par des véhicules électriques (à l'exclusion des flottes de LGV et de poids lourds), en supposant qu'ils utilisent les batteries NMC 811 de nouvelle génération les plus économes en ressources, il faudrait 207 900 tonnes de cobalt, 264 600 tonnes de carbonate de lithium (LCE), au moins 7 200 tonnes de néodyme et de dysprosium, en plus de 2 362 500 tonnes de cuivre. Cela représente un peu moins de deux fois la production mondiale annuelle totale de cobalt, la quasi-totalité de la production mondiale de néodyme, les trois quarts de la production mondiale de lithium et au moins la moitié de la production mondiale de cuivre en 2018. Même en assurant l'approvisionnement annuel des seuls véhicules électriques, à partir de 2035 comme promis, le Royaume-Uni devra importer annuellement l'équivalent de la totalité des besoins annuels en cobalt de l'industrie européenne...

"Il y a de sérieuses implications pour la production d'énergie électrique au Royaume-Uni nécessaire pour recharger ces véhicules. Selon les chiffres publiés pour les VE actuels (Nissan Leaf, Renault Zoe), parcourir 252,5 milliards de kilomètres nécessite au moins 63 TWh d'énergie. Cela nécessitera une augmentation de 20 % de l'électricité produite au Royaume-Uni.

"Les défis de l'utilisation de l'énergie verte pour alimenter les voitures électriques : Si des parcs éoliens sont choisis pour produire l'électricité nécessaire aux deux milliards de voitures prévues pour l'utilisation moyenne au Royaume-Uni, il faudra l'équivalent de plusieurs années supplémentaires d'approvisionnement mondial en cuivre et de dix ans de production mondiale de néodyme et de dysprosium pour construire les parcs éoliens.

"L'énergie solaire est également problématique - elle est également gourmande en ressources ; tous les systèmes photovoltaïques actuellement sur le marché dépendent d'une ou plusieurs matières premières classées comme "critiques" ou "presque critiques" par le ministère de l'énergie de l'UE et/ou des États-Unis (silicium de haute pureté, indium, tellure, gallium) en raison de leur rareté naturelle ou de leur récupération en tant que sous-produits mineurs d'autres produits de base. Avec un facteur de capacité de seulement 10 %, le Royaume-Uni aurait besoin d'environ 72 GW d'énergie photovoltaïque pour alimenter le parc de véhicules électriques, soit plus de cinq fois la capacité installée actuelle. Si l'on utilise une énergie photovoltaïque de type CdTe, cela consommerait plus de trente ans de l'approvisionnement annuel actuel en tellure.

"Ces deux options de production d'énergie éolienne et solaire pour la capacité de production d'électricité supplémentaire ont une demande importante en acier, aluminium, ciment et verre".

Il y a peut-être juste assez d'énergie et de ressources brutes pour permettre un "green new deal" britannique, mais seulement tant que le reste du monde est prêt à s'effondrer dans une pauvreté abjecte en conséquence. Non pas que nous ayons beaucoup de choix en la matière. Comme le coût énergétique des matières premières - y compris les combustibles fossiles - continue d'augmenter, nous allons devoir changer radicalement notre mode de vie. C'est une chose que les gouvernements cherchent désespérément à éviter, puisqu'en fin de compte, leur tâche consiste à protéger les richesses des personnes déjà fortunées en maintenant le système actuel.

Si les gouvernements sont prêts à faire des gestes en faveur d'une prétendue "économie verte" - notamment parce qu'il est possible de faire fortune grâce aux subventions gouvernementales pour le déploiement de technologies de production d'énergie renouvelable non renouvelable et à l'échange de crédits carbone - ils sont terrifiés par la perspective d'une transition réaliste vers l'abandon des combustibles fossiles. La plupart des militants écologistes sont complices de cette situation ; ils imaginent qu'une économie alimentée par les énergies renouvelables sera comme l'économie actuelle, mais sans la fumée. Comme le dit Raúl Ilargi Meijer à l'Automatic Earth :

"Les gens aiment l'idée d'une économie verte. Ils en aiment le son. Mais si vous leur demandiez ce que cela signifie en pratique, ils imagineraient quelque chose de très proche du système économique actuel, juste vert, c'est-à-dire alimenté par l'électricité au lieu des combustibles fossiles".

Mais quand on regarde l'ampleur de la tâche, on est forcé de reconnaître que cette version d'un passage aux énergies renouvelables est un échec. Comme l'explique Roger Pielke, de Forbes :

"En 2018, le monde a consommé 11 743 millions de tep sous forme de charbon, de gaz naturel et de pétrole. La combustion de ces combustibles fossiles a entraîné l'émission de 33,7 milliards de tonnes de dioxyde de carbone. Pour que ces émissions atteignent un niveau net zéro, nous devons remplacer environ 12 000 mtep de consommation d'énergie prévue pour 2019. (J'ignore les technologies dites d'émissions négatives, qui n'existent pas à l'échelle actuelle).

"Un autre chiffre utile à savoir est qu'il reste 11 051 jours avant le 1er janvier 2050. Pour parvenir à des émissions nettes de dioxyde de carbone nulles au niveau mondial d'ici 2050, il faut donc déployer chaque jour plus d'un million de tonnes de consommation d'énergie sans carbone (environ 12 000 tonnes/11 051 jours), à partir de demain et pendant plus de 30 ans. Pour atteindre l'objectif de zéro, il faut également mettre hors service l'équivalent correspondant de plus de 1 mtep de consommation d'énergie provenant de combustibles fossiles chaque jour.

"Un autre chiffre important à prendre en compte est l'augmentation prévue de la consommation d'énergie dans les prochaines décennies. L'Agence internationale de l'énergie prévoit actuellement que la consommation mondiale d'énergie augmentera d'environ 1,25 % par an jusqu'en 2040. Ce taux d'augmentation de la consommation d'énergie signifierait que le monde aura besoin d'environ 5 800 mtep supplémentaires d'ici 2050, soit environ 0,5 mtep de plus par jour jusqu'en 2050. Cela porte le niveau de déploiement total nécessaire pour atteindre des émissions nettes nulles à environ 1,6 mtep par jour jusqu'en 2050..."

"Le calcul est donc simple : pour parvenir à des émissions nettes de dioxyde de carbone nulles d'ici 2050, le monde devrait déployer 3 centrales nucléaires de Turkey Point d'une valeur de [1,8GW] d'énergie sans carbone tous les deux jours, à partir de demain et jusqu'en 2050. Dans le même temps, une centrale nucléaire de Turkey Point d'une valeur de 1,8 GW de combustibles fossiles devrait être mise hors service tous les jours, à partir de demain et jusqu'en 2050.

"J'ai constaté que certaines personnes n'aiment pas l'utilisation d'une centrale nucléaire comme un bâton de mesure. Nous pouvons donc remplacer l'énergie éolienne par l'éolien. Un taux de dioxyde de carbone net zéro d'ici 2050 nécessiterait le déploiement de ~1500 éoliennes (2,5 MW) sur ~300 miles carrés, chaque jour à partir de demain et jusqu'en 2050".

Comprendre la véritable ampleur de la nouvelle donne verte proposée - et impossible sans un nouveau carburant à forte densité énergétique mais sans carbone - nous ramène à l'exercice d'équilibre que les gouvernements réalisent pour atténuer l'impact du corona virus. Si nous remplaçons le virus par notre situation environnementale, nous constatons que la réponse des gouvernements est la même :

1. Contenir ou retarder l'impact du changement climatique et de l'épuisement de l'énergie et des ressources
2. Maintenir le fonctionnement de l'économie
3. Empêcher que les services publics et les infrastructures essentielles ne soient débordés.

Sauver des vies est une préoccupation de second ordre, qui doit souvent être mise en balance avec le coût en vies humaines d'une action différente. Les gouvernements occidentaux tenteront de maintenir le fonctionnement de l'économie face à une pandémie, car un blocage entraînera une famine massive. Pour la même raison, ils continueront à faire fonctionner l'économie alimentée à 85 % par des combustibles fossiles face aux plaintes de ceux qui pensent qu'il suffit de souhaiter une transition vers l'énergie verte pour en faire apparaître une.

Le dernier clou dans le cercueil néolibéral

Tim Watkins 2 mars 2020

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP

The storm is coming - will you be ready?

<https://www.deepl.com/translator>



Avant de pouvoir tondre ou abattre des moutons, il faut d'abord les enfermer. Que ce soit par accident ou à dessein, le marché boursier est le corral financier dans lequel les investisseurs ont été entassés. Les mesures utilisées pour renflouer le système bancaire mondial après le krach de 2008 - assouplissement quantitatif et taux d'intérêt très bas - ont peut-être permis de maintenir les banques en vie, mais elles ont également entraîné une crise des rendements.

Que vous gériez un plan d'épargne, un fonds de pension ou une compagnie d'assurance, vous aurez vécu une décennie au cours de laquelle les rendements des investissements ont été bien inférieurs à ceux dont vous aviez besoin. Les modèles d'entreprise des régimes de retraite et des compagnies d'assurance - mis au point dans les décennies précédant 2008 - exigent un taux d'intérêt de l'ordre de 5 à 8 % s'ils doivent couvrir les paiements et continuer à croître. Mais les actifs sûrs comme les obligations d'État n'offrent qu'un dixième de ce taux ; c'est l'une des raisons pour lesquelles tant de fonds de pension sont en conflit avec les syndicats au sujet des réductions des taux de pension.

L'une des réactions aux faibles taux d'intérêt au lendemain du krach a été de se tourner vers les obligations dites "de pacotille", comme celles émises par les sociétés de fracturation américaines. Plus un investisseur était prêt à prendre des risques, plus le rendement était élevé... en supposant que la société - ou, en fait, l'ensemble du secteur - n'ait pas fait faillite entre-temps. Au Royaume-Uni, l'immobilier commercial offrait des taux de rendement tout aussi élevés, car les sociétés de gestion immobilière supposaient qu'elles pouvaient simplement augmenter les loyers quand elles en avaient envie. Cette situation a toutefois aggravé l'apocalypse du commerce de détail dans les grandes rues de Grande-Bretagne, les sociétés de vente au détail utilisant la menace d'insolvabilité pour négocier des loyers plus raisonnables.

À la suite des pitreries des banques centrales, les marchés boursiers sont devenus l'unique oasis du désert des rendements. Lorsqu'une société cotée en bourse émet des actions, elle emprunte en fait de l'argent au public. Le dividende annuel est l'équivalent des intérêts sur l'épargne. Si cela ne préoccupe guère la majorité des négociants, qui se contentent de parier sur les hausses et les baisses du cours des actions, c'est une affaire importante pour les dirigeants d'entreprises dont les rémunérations sont liées à la valeur des actions de leur société. Si, par exemple, le dividende équivaut à un taux d'intérêt de 5 %, mais que la banque centrale autorise les entreprises à emprunter à seulement 0,5 %, il est logique que les dirigeants d'entreprise empruntent pour racheter les actions de l'entreprise, ce qui équivaut à rembourser un prêt plus tôt que prévu.

Le problème plus large que cela pose dans le climat post-2008 est que tout le monde fait la même chose. Et compte tenu de l'absence générale de rendement, le résultat a été une inflation massive du prix des actions, à la

fois parce qu'il y en a moins à vendre et parce que de plus en plus de gens veulent les acheter. Il en est résulté la plus grande bulle financière qui n'ait jamais été gonflée, et une bulle si fragile que même un virus peut la crever.

L'effondrement des cours des actions qui a suivi la capitulation des banques centrales face au coronavirus - après avoir passé le mois dernier à injecter sur les marchés des devises nouvellement créées - a rempli les fils d'actualité des médias grand public. La BBC, par exemple, a rapporté ce matin que

"Les marchés boursiers du monde entier connaissent leur pire semaine depuis la crise financière mondiale de 2008, alors que les craintes concernant l'impact du coronavirus continuent de peser sur les investisseurs.

"Les marchés en Europe ont fortement chuté vendredi matin, l'indice FTSE 100 de Londres s'étant effondré de plus de 3 %.

"Les marchés asiatiques ont connu d'autres chutes importantes, tandis qu'aux États-Unis, le Dow Jones a enregistré sa plus forte baisse de points quotidiens jeudi.

"Les investisseurs craignent que l'impact du coronavirus ne déclenche une récession mondiale."

En vérité, la seule "nouvelle" de cette histoire est la raison pour laquelle elle n'a pas eu lieu plus tôt - une question que les médias grand public ne comprennent même pas.

L'économie financière est basée sur une illusion - la croyance que l'économie réelle continuera de croître à l'avenir au même rythme que par le passé. La monnaie - dont la quasi-totalité est créée sous la forme d'une dette portant intérêt - n'a de valeur que tant que l'économie réelle peut croître à un taux plus élevé que les intérêts composés de la dette. La croissance de l'économie réelle - l'exploitation des ressources naturelles et minérales, la fabrication de biens et la fourniture de services - dépend, à son tour, d'une quantité croissante d'énergie gratuite pour tout alimenter.

Du milieu du XVIIIe siècle aux années 1970, la croissance économique a été stimulée par un volume croissant d'énergie fossile excédentaire. Les crises des années 1970 ont été provoquées par un ralentissement du taux de croissance de l'énergie excédentaire, provoquant un choc majeur du côté de l'offre que les économistes de l'époque ne croyaient pas possible. Ce que nous en sommes venus à appeler le "néolibéralisme" - la dépolitisation des économies nationales, la mondialisation de la production et la libéralisation du secteur financier - était la solution prévue à cette crise. Mais il n'a pas plus résolu la crise que l'assouplissement quantitatif et les faibles taux d'intérêt n'ont résolu la crise financière de 2008. Dans les deux cas, nous avons simplement donné un coup de pied dans la boîte de conserve dans le vain espoir que des personnes intelligentes, ailleurs, trouveraient une solution.

Comme toute civilisation précédente qui s'est développée au-delà de ses limites énergétiques, la civilisation industrielle a tenté de résoudre ses contradictions en ajoutant de la complexité. La création de la première économie véritablement mondiale pour remplacer les économies nationales interconnectées du XXe siècle a fait baisser les salaires et a produit des gains d'efficacité qui ont permis à l'économie plus limitée en énergie de continuer pendant quelques décennies encore. Mais cette complexité supplémentaire s'est faite au prix d'une moindre résilience.

Dans les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, les économies occidentales ont dupliqué des industries entières. La Grande-Bretagne. Par exemple, les industries automobile et aéronautique s'approvisionnaient en composants au Royaume-Uni, tout comme la France, l'Allemagne et les États-Unis.

Aujourd'hui, en revanche, les entreprises occidentales ne sont souvent que des points d'assemblage final, qui rassemblent des composants fabriqués à l'autre bout de la planète. En effet, des entreprises comme Apple n'assemblent rien, mais se contentent de reconditionner des produits électroniques finis fabriqués en Asie. L'aspect positif de cette situation est que le prix des produits manufacturés a été réduit au point de compenser la hausse des coûts de l'alimentation, du logement et de l'énergie dans les statistiques nationales sur l'inflation. L'inconvénient, cependant, est que toute perturbation de l'approvisionnement en composants et en matières premières, parmi les milliards qui circulent en flux tendu sur les routes maritimes mondiales, peut entraîner l'arrêt de toute une industrie.

Au lendemain de la catastrophe de Fukushima, plusieurs constructeurs automobiles ont été arrêtés parce que l'approvisionnement en pare-chocs était perturbé. Non pas parce que les pare-chocs étaient fabriqués à Fukushima, mais parce que le pigment noir utilisé pour teindre le plastique des pare-chocs était fabriqué par une usine basée dans la zone d'exclusion de Fukushima. Plus nous devenons dépendants de chaînes d'approvisionnement mondiales complexes, plus nous sommes exposés à des événements qui, à première vue, ne semblent pas avoir de rapport avec nous. Comme le souligne Richard Wilding de The Engineer :

"Ce qui pourrait ressembler à une crise localisée a rapidement un impact mondial parce que les chaînes d'approvisionnement sont un réseau, les entreprises sont liées par des processus internationaux et des conceptions de réseau. Et la concurrence, essentiellement, n'est pas entre les entreprises individuelles mais les chaînes d'approvisionnement dont elles font partie..."

"Il est encore courant pour les entreprises de ne traiter qu'avec le siège central d'un fournisseur et de ne pas savoir exactement quel chemin empruntent les fournitures dont elles ont besoin. Combien d'entre nous, lorsque nous achetons un produit chez Amazon, connaissent la source et la chaîne de transport réelles".

Cela nous amène à la pandémie de Covid-19 qui semble être la cause de l'effondrement actuel des cours des actions. Nous ignorons encore beaucoup de choses sur le virus : la vitesse à laquelle il se propage, la proportion de personnes qui le contractent qui deviennent gravement malades et le nombre de personnes qui meurent de la maladie. Tout dépend de la réaction des autorités, du comportement du public et de la capacité de gestion des systèmes de santé occidentaux avancés. Mais le virus n'est pas vraiment la cause de malheurs économiques qui ne font que commencer ; ils ne sont qu'un déclencheur.

L'économie mondiale est un château de cartes qui n'attendait que quelqu'un ou quelque chose pour lui arracher le fond du gouffre. Si ce n'était pas un virus, cela aurait été une inondation, un volcan, une éruption solaire ou une autre catastrophe inattendue. Néanmoins, le fait que la Chine ait fermé les villes et les agglomérations d'une région manufacturière mondiale majeure à partir du 23 janvier signifie que la Grande-Bretagne va connaître des pénuries dès la première semaine de mars. Il faut environ 40 jours à un porte-conteneurs pour faire le voyage de la Chine au Royaume-Uni, ce qui signifie que les marchandises que nous consommons actuellement ont pris la mer avant le début du verrouillage. Au cours de la semaine prochaine, les navires porte-conteneurs "juste à temps" sur lesquels nous comptons pour tout, des téléphones aux tissus en passant par les produits pharmaceutiques, ne feront pas leur apparition. Et même si la Chine devait lever immédiatement les restrictions, nous nous retrouverions encore près de six semaines sans approvisionnement, suivies de nombreuses autres semaines au cours desquelles nous serions en train de rattraper notre retard. Comme l'explique Rory Butler de The Manufacturer :

"La production de la Chine représente environ un quart de l'industrie manufacturière mondiale lorsqu'elle est mesurée par la valeur ajoutée dans ses usines.

"Elle représente également environ un quart de la production automobile mondiale et fournit 8% des exportations mondiales de composants automobiles, dont beaucoup utilisent la fabrication en flux tendu, selon UBS.

"Volkswagen, le plus grand constructeur automobile du pays, a déclaré lundi qu'il était confronté à une "lente montée en puissance de la chaîne d'approvisionnement et de la logistique nationales".

Les entreprises mondiales de plastique, de chimie, d'acier et de technologie pourraient également être confrontées à une "production réduite", selon le cabinet de conseil Verisk Maplecroft, basé au Royaume-Uni, et un analyste a déclaré que la stagnation "devrait" durer jusqu'à la fin du mois de septembre 2020.

Renaud Anjoran, qui dirige une société de contrôle de la qualité et d'approvisionnement en Chine, a longuement écrit sur les éventuelles perturbations de la chaîne d'approvisionnement dans les mois à venir. Selon Anjoran, même des importateurs soi-disant diversifiés pourraient se retrouver coincés si leurs fournisseurs alternatifs dépendent de composants fabriqués en Chine. Le même problème se pose en Chine même :

"Disons que vous avez un fabricant à Shenzhen. Ils fabriquent le produit ABC pour vous. Ils achètent des composants à cinq autres fabricants en Chine, qui à leur tour achètent certains matériaux et composants à dix autres fournisseurs locaux. Votre chaîne d'approvisionnement repose sur ces 16 fournisseurs.

"Que se passe-t-il lorsque l'un des fournisseurs a redémarré son usine avec retard, qu'il manque cruellement de personnel et qu'il a très peu de stock prêt à vendre ? S'il ne peut pas être remplacé facilement et rapidement, ce problème peut entraîner un long retard dans les expéditions du produit fini. Même si l'assembleur dispose de toutes les personnes et de toutes les machines nécessaires pour faire le travail.

"Les retards, comme les problèmes de qualité, se répercutent tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Et leur impact s'amplifie souvent".

Une seule entreprise - Procter and Gamble - donne un aperçu de la complexité des chaînes d'approvisionnement en dehors de la Chine, selon Andria Cheng de Forbes :

"Le géant des biens de consommation P&G, se joignant à un chœur de sociétés dont Apple, Adidas et Starbucks, a averti jeudi que ses ventes et ses bénéfices en Chine, son deuxième marché, seraient affectés par l'épidémie de coronavirus qui y sévit. Mais le risque va plus loin.

"Nous avons accès à 387 fournisseurs en Chine qui nous expédient dans le monde entier plus de 9.000 matériaux différents, ce qui a un impact sur environ 17.600 produits finis différents", a déclaré jeudi Jon Moeller, directeur des opérations et directeur financier de Procter & Gamble, lors d'une conférence à New York. Chacun de ces fournisseurs doit faire face à ses propres défis pour reprendre ses activités".

"Les États-Unis dépendant fortement de la Chine - "l'usine du monde" - pour les catégories importées, des chaussures aux téléphones portables, les détaillants et les marques sont sur le qui-vive, attendant de voir comment l'épidémie pourrait finir par affecter ce que les consommateurs voient dans les rayons des magasins américains".

Les choses pourraient être bien pires encore que les pénuries probables de biens de consommation et de composants d'assemblage final. Considérons seulement deux biens électriques : les transformateurs du réseau électrique et les disques durs des ordinateurs. Le premier est un produit incroyablement robuste. A tel point que lorsqu'ils tombent en panne, ils sont remplacés sur commande. Dans ce cas, nous ferions mieux d'espérer qu'aucun ne tombe en panne pendant que la Chine est en état d'arrêt, car sans les transformateurs, le réseau électrique ne fonctionnera pas... et sans le réseau électrique, toutes les autres infrastructures critiques s'effondrent. Les disques durs des ordinateurs, en revanche, sont fragiles. Si vous et moi - heureusement - ne connaissons que des défaillances occasionnelles, il n'en va pas de même pour les grands centres de données dont nous dépendons de plus en plus. Visitez n'importe quel centre de données n'importe quel jour de la semaine et vous trouverez quelqu'un qui se débarrasse des disques cassés et qui attend l'arrivée d'une camionnette ou d'un camion de remplacement. Que se passe-t-il lorsque les disques continuent de tomber en panne mais que les fourgons et les camions ne se présentent pas avec de nouveaux disques pendant un mois ou plus parce que le fabricant chinois est en lock-out ? Pas de Facebook ou de YouTube ? Pas d'Amazon ? Pas de système bancaire international ?

Que peut-on faire ?

Selon Renaud Anjoran, pas grand-chose à court terme. Offrir plus d'argent pour accélérer la production/expédition pourrait aider. Mais si tout le monde suivait ce conseil, les problèmes d'expédition subsisteraient, mais le prix de tout aurait été augmenté. À plus long terme, cependant, la réponse est assez simple ; et elle fait le jeu des politiques populistes nationalistes de Brexit et Trump :

"Il n'y a tout simplement pas assez de capacités de production dans les autres pays pour fabriquer les types de produits (perceuses électriques, ours en peluche, meubles de jardin en plastique, briquets...) dans lesquels l'Empire du Milieu s'est spécialisé.

"Cela dit, à long terme, cette épidémie (et l'incrédulité et le choc qui en résultent pour la plupart des décideurs) aura un impact réel. Les plans triennaux changent, et il n'y a pas de retour en arrière. Les longues chaînes d'approvisionnement et la dépendance à l'égard d'un seul pays pour la plupart ou la totalité de l'approvisionnement de certaines lignes de produits sont intrinsèquement très risquées.

"Je n'ai lu aucune annonce dans la presse à ce sujet. Aucune grande marque ne veut être perçue comme faisant tomber la Chine avec elle est en crise profonde (ou "tirant sur une ambulance"), surtout si cette marque vend aux consommateurs chinois. Pourtant, ne vous y trompez pas, des décisions vont être prises".

Au lendemain d'une perturbation majeure de la chaîne d'approvisionnement, l'appel de M. Trumpian à ramener les emplois au pays aura une résonance plus large. L'une des bizarreries apparentes du résultat de Brexit au Royaume-Uni - que la gauche politique refuse tout simplement de comprendre - est que les personnes qui ont voté pour ce résultat sont plus qu'heureuses d'échanger une plus grande résistance nationale contre des biens de consommation plus chers. Et à court terme au moins, la reconstruction de la fabrication nationale et la diversification et la duplication des chaînes d'approvisionnement à l'importation seront en effet achetées au prix de prix beaucoup plus élevés. L'une des raisons pour lesquelles Trump et Johnson semblent si détendus face à la propagation du virus Covid-19 pourrait bien être qu'il s'agira du dernier clou dans le cercueil d'un système économique néolibéral mondialisé qu'ils sont tous deux déterminés à remplacer.

La panique ! Quelle panique ?

Tim Watkins 8 mars 2020

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP
The storm is coming - will you be ready?

<https://www.deepl.com/translator>



Il n'y a rien de tel que les files d'attente et les étagères vides pour vendre des reportages. C'est ainsi que les médias britanniques ont enfin obtenu l'histoire qu'ils attendaient depuis que le SARS-CoV-2 a entamé son tour du monde en 2020. Les rouleaux de papier toilette, le désinfectant pour les mains et les serviettes hygiéniques ne sont que quelques-uns des articles qui, avec les conserves de base et le lait UHT, ont (apparemment) pratiquement disparu des rayons des supermarchés ces derniers jours. Ceci, nous dit-on, est le résultat d'une "panique". Mais est-ce vraiment le cas ?

À de nombreuses reprises, dans des articles sur l'apocalypse actuelle du commerce de détail, j'ai attiré l'attention sur le fait qu'il y a peu de différence visible entre un magasin qui fait faillite et un autre qui est florissant. Si vous entrez dans les deux, vous verrez beaucoup de gens qui les fréquentent et les achètent. La différence est que dans le magasin qui fait faillite, il y a juste quelques clients de moins qui font chacun quelques achats de moins ; et c'est tout ce qu'il faut pour faire basculer un magasin dans la faillite. De la même manière, mais à l'inverse, il suffit que quelques clients supplémentaires achètent chacun quelques articles de plus pour que les rayons du supermarché soient nettoyés.

La recherche de l'efficacité signifie qu'il n'y a pas d'entrepôt derrière votre Tesco local, Waitrose d'Aldi. Lorsque le camion arrive, toutes les marchandises sont placées dans les rayons, et c'est tout ce qu'il y a. Des algorithmes complexes analysent le comportement passé et prennent en compte des variables telles que le temps et la température pour déterminer quelles marchandises doivent être chargées dans combien de camions pour répondre à la demande ordinaire. Mais même les meilleurs algorithmes sont incapables de prendre en compte les pandémies mondiales et les gouvernements stupides. Face à ces deux phénomènes, il n'est pas surprenant que les étagères soient temporairement vides... mais pour de bonnes raisons.

Si le public connaît mal le SRAS-CoV-2, c'est en grande partie parce que les connaissances scientifiques sont rares. Alors que les équipes scientifiques de la planète tentent de comprendre le virus et ses effets, de développer des vaccins et de découvrir des traitements, l'establishment médical au sens large est engagé dans une version mondiale élaborée du marteau de Maslow - puisque tous nos plans d'urgence en cas de pandémie

sont basés sur la grippe, alors nous devons supposer que le SRAS-CoV-2 sera tout comme un virus de la grippe. Dans ce cas, il est tout à fait logique de se laver abondamment les mains, d'utiliser des mouchoirs ou des manches pour attraper la toux et les éternuements, d'éviter les foules et de prier pour le temps chaud.

Le problème, c'est que les preuves provenant de Chine et - plus récemment - d'Iran et d'Italie indiquent quelque chose de plus virulent et de beaucoup plus mortel. Dans de telles circonstances, les déclarations gouvernementales conçues pour ne faire guère plus que maintenir le moral des gens - tout en offrant peu de réponses pratiques (au-delà de "laisser faire les experts") - ne rassurent guère un public connecté à Internet sur le fait que le gouvernement a leurs intérêts à cœur ; en particulier lorsque le secrétaire d'État à la santé se fait prendre dans un mensonge flagrant, prétendant qu'il existe des plans pour que les supermarchés livrent des denrées alimentaires aux personnes isolées en réponse au SRAS-CoV-2, alors que de tels plans ne sont peut-être même pas possibles.

Les gens ne sont pas stupides. Nous pouvons tous voir les mesures draconiennes qui ont été prises en Chine ; les seules mesures prises jusqu'à présent, d'ailleurs, pour arrêter la propagation du virus. Nous pouvons également voir les tentatives de mise en quarantaine de grandes parties de l'Italie. Il ne faut pas être un génie pour trouver les moyens de nous protéger contre notre gouvernement lorsqu'il décide finalement de nous ordonner, de nous contraindre ou de nous obliger à nous enfermer pour une période allant de 14 à 30 jours. Le nombre de cas confirmés de SRAS-CoV-2 doublant tous les 4 à 5 jours, ce n'est qu'une question de temps (des jours plutôt que des semaines) avant que les ressources du NHS ne soient mises à rude épreuve au point qu'une action gouvernementale soit inévitable. Dans un premier temps, il s'agira probablement de tenter de persuader les entreprises et les particuliers de se mettre volontairement en quarantaine. Il s'agira également d'interdire les grands rassemblements et de restreindre l'utilisation des transports publics. Mais si le nombre de cas confirmés augmente au rythme actuel, nous serons jusqu'à 1 275 d'ici lundi prochain et jusqu'à 5 000 une semaine plus tard. Nous atteindrons 100 000 d'ici Pâques et 1 000 000 le 26 avril. Comme le rapporte la BBC aujourd'hui :

"Un expert de l'Union européenne a déclaré que le Royaume-Uni n'avait que "quelques jours" pour mettre en œuvre des mesures visant à prévenir une épidémie comme celle de l'Italie, qui est la pire en dehors de la Chine avec 7 375 cas confirmés et 366 décès.

Sergio Brusin, du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies, a déclaré à l'émission Victoria Derbyshire de la BBC : *"Le Royaume-Uni est dans la même situation que l'Italie il y a deux semaines"*.

Le gouvernement britannique a deux à trois semaines de retard sur le SRAS-CoV-2 depuis qu'il a été signalé pour la première fois en Chine. Pendant plusieurs semaines en janvier et début février, le contrôle standard - et totalement inefficace - de la température des passagers arrivant de Wuhan a été la seule mesure utilisée pour stopper la propagation du virus. Puis, alors que les autorités de santé publique tentaient de rechercher les personnes qui avaient été en contact avec des porteurs du virus, les premiers cas de transmission inconnue au Royaume-Uni sont apparus. Aujourd'hui encore, alors que l'Italie est fermée, les voyages aériens de la région mise en quarantaine vers le Royaume-Uni ne demandent qu'un appel aux voyageurs pour qu'ils s'isolent volontairement pendant 14 jours, ce qui peut, dans tous les cas, être trop court pour empêcher la propagation.

Dans de telles circonstances, il est tout à fait raisonnable de supposer que le gouvernement finira par ordonner une quarantaine à l'italienne sans que les plans et les préparatifs appropriés soient en place. Et bien que la plupart d'entre nous ne disposent pas de l'espace de stockage nécessaire pour approvisionner nos familles en cas de siège prolongé, nous devons nous assurer que chacun d'entre nous dispose d'un mois de rouleaux de papier toilette et de quelques aliments secs de base - pâtes, riz, etc. - et des conserves, c'est faire preuve de prudence.

Cela peut sembler être de la panique, mais en réalité ce n'est qu'une mesure de la vulnérabilité de nos chaînes d'approvisionnement juste à temps face à un choc inattendu. Souvenez-vous que les rayons des supermarchés ont été mis à nu après que quelques centimètres de neige soient tombés en mars 2018, mais les pénuries ont été rapidement surmontées. Comme le rapporte Bill Wilson à la BBC, dans une semaine, il est probable que les supermarchés se seront adaptés :

"Selon une étude de Retail Economics, un consommateur britannique sur dix fait des réserves, sur la base d'un échantillon de 2 000 acheteurs.

"Mais le Dr Andrew Potter, titulaire de la chaire de logistique et de transport à la Cardiff Business School, a déclaré à la BBC : "Même s'il y a des rayons vides pour le moment dans les magasins, nous les verrons se reconstituer d'ici une semaine environ".

La véritable panique, lorsqu'elle arrivera enfin, ne viendra pas d'un public qui - à juste titre - se méfie de son gouvernement ; mais du gouvernement lui-même lorsqu'il se réveillera face à la réalité de la croissance exponentielle du nombre de personnes infectées par le SRAS-CoV-2 et qu'il découvrira que les infrastructures critiques de la Grande-Bretagne - y compris ses installations de santé publique - ont été débordées.

Le coronavirus nous rappelle que nous sommes des organismes dans un environnement

By [Kurt Cobb](#), originally published by [Resource Insights](#) March 8, 2020

<https://www.deepl.com/translator>



Un de mes amis proches, professeur de littérature anglaise, a fait des recherches sur le philosophe américain John Dewey, dont le livre *Quest for Certainty* m'a tellement captivé il y a de nombreuses années que je l'ai relu juste après l'avoir terminé la première fois. Mon ami m'a rappelé pourquoi j'ai trouvé Dewey si profond tout en apportant un nouvel éclairage sur la pensée du philosophe.

Il s'avère que Dewey est l'un des rares penseurs de la vie américaine à avoir absorbé la véritable portée de l'œuvre de Charles Darwin. Dewey nous rappelle que, tout simplement, Darwin a affirmé que nous, les humains, sommes des organismes dans un environnement comme tous les autres organismes. L'étoile de Dewey s'est éteinte après la Seconde Guerre mondiale. Depuis, la société américaine et mondiale est tombée dans un

récit qui place l'homme au-dessus et en dehors de la nature, protégé par des avancées technologiques qui sont censées nous protéger des exigences et des vicissitudes de la nature. Le récit général est que nous nous dirigeons vers un paradis technocratique à bouton-poussoir et à commande vocale. (Je pense que les différentes séries télévisées Star Trek sont des reflets culturels populaires de ce point de vue).

Mais, la première pandémie depuis un siècle nous rappelle avec force et tristesse que Darwin avait raison sur notre place dans le monde naturel, plus précisément que nous n'en serons jamais sortis.

Le fait que le monde soit "sauvagement non préparé" à cette pandémie est en partie dû à notre conviction que nous sommes sur un chemin séparé du reste du monde naturel, vers une existence parfaite dans laquelle la nature obéit à tous nos ordres et ne nous dérange pas du tout. Pourquoi se préparer à quelque chose qui n'est qu'un produit de la nature ? Nous disposons de la technologie nécessaire pour le surmonter, n'est-ce pas ? Il doit y avoir une pilule, n'est-ce pas ? En fait, c'est faux.

Ceux qui comprennent les vulnérabilités humaines tirent la sonnette d'alarme depuis des années. Mais l'idée que notre mode de vie tout entier puisse être perturbé de façon spectaculaire et simultanée dans le monde entier n'était tout simplement pas dans le collimateur de la plupart des gouvernements - du moins pas assez pour qu'ils stockent les fournitures médicales les plus élémentaires ; les masques faciaux viennent à l'esprit.

Il est beaucoup question de créer un vaccin et de le faire rapidement. Mais une telle entreprise peut prendre plus d'un an et encore plus de temps pour la fabrication et la distribution. Il est moins question des modes de vie malsains et des maladies chroniques telles que les maladies cardiaques et le diabète qui résultent de ce mode de vie et qui pourraient devoir être combattus si nous voulons mieux faire face au monde des micro-organismes que nous habitons. On parle encore moins du fait que ceux qui se trouvent au bas de l'échelle économique sont les plus vulnérables et que le fossé des richesses et l'écart dans l'accès aux soins de santé qu'il implique constituent en fait un énorme problème de santé publique pour nous tous.

La façon même dont nous vivons - en nous pressant constamment à la lisière de la nature sauvage pour la développer et l'exploiter - met les humains potentiellement en contact avec des millions de virus dont proviendra la prochaine pandémie. Et la prochaine se produira probablement bien avant 100 ans.

Si nous continuons à considérer la santé comme l'absence de maladie, la maladie comme quelque chose que l'on prévient par une pilule ou une piqûre - et qui, si elle n'est pas finalement prévenue, est traitée par une pilule ou une piqûre - nous, les humains, ne ferons pas les changements nécessaires en tant que société mondiale pour mieux résister à des pandémies plus fréquentes.

La meilleure façon de faire face aux périls biologiques du monde naturel auquel nous participons, c'est une santé solide, et non des technicités. Une telle approche nécessiterait toutefois de repenser complètement qui nous sommes, à savoir les organismes dans un environnement. Le coronavirus va-t-il réveiller d'autres d'entre nous à ce fait ?

Sauver la civilisation ou endiguer la destruction du monde ?

De l'importance de savoir ce que nous voulons

Nicolas Casaux mars 2020



« Leur écologie et la nôtre » ou Quand l'écologie change de sens : Biocentrisme vs. Technocentrisme

Pour le youtubeur Vincent Verzat (« Partager c'est sympa »), éco-vidéactiviste, « être écolo aujourd'hui, c'est penser la rupture, prévoir la résilience de nos villes dans un monde qui s'effondre » (source : [la dernière vidéo qu'il a mise en ligne](#)).

Il s'agit sans doute, également, à peu de choses près, de la définition de l'écologie d'un Bill McKibben, de Cyril Dion, Naomi Klein, Rob Hopkins, etc., mais aussi de celle (mais sans la notion d'effondrement, ou en la remplaçant par celle du dérèglement climatique) d'un Pascal Canfin, de Macron, de Borne, etc.

L'écologisme comme *courant visant à assurer l'avenir des villes*. Cette définition nouvelle et étrange de l'écologie est très éloignée de la définition commune qui en fait (ou en faisait) un mouvement « ayant pour objectif la protection de la nature et de l'environnement ». Cela dit, cette affirmation de Vincent Verzat vient confirmer, assez explicitement, la remarque de Mark Boyle (tirée de son texte intitulé [« L'écologisme se souciait de préserver le monde naturel — ce n'est plus le cas »](#)) :

« La plupart d'entre nous sommes moins dérangés par l'idée de vivre dans un monde sans martres des pins, sans abeilles mellifères, sans loutres et sans loups qu'à l'idée de vivre dans un monde sans médias sociaux, sans cappuccinos, sans vols économiques et sans lave-vaisselle. Même l'écologisme, qui a un temps été motivé par l'amour du monde naturel, semble désormais plus concerné par la recherche de procédés un peu moins destructeurs qui permettraient à une civilisation surprivilégiée de continuer à surfer sur internet, à acheter des ordinateurs portables et des tapis de yoga, que par la protection de la vie sauvage. »

Savoir ce que l'on veut, c'est la base. C'est fondamental. L'objectif de l'écologisme de Cyril Dion, par exemple, est « de conserver le meilleur de ce que la civilisation nous a permis de développer (la chirurgie, la recherche scientifique, la mobilité, la capacité de communiquer avec l'ensemble de la planète, une certaine sécurité) et de préserver au mieux le monde naturel. » Là aussi, les choses sont claires : d'abord, préserver le meilleur de la civilisation : la technologie (internet, chirurgie, transports à grande vitesse, etc.). Préserver la civilisation (qui désigne, étymologiquement, les villes, on rejoint ainsi la définition de Verzat). Ensuite, si possible (« au mieux »), préserver quelques géraniums et quelques pandas.

Que voulons-nous ? Que voulez-vous ? Personnellement, je voudrais que la destruction du monde prenne fin, que la vie sur Terre recommence à prospérer, et que les êtres humains puissent vivre libres. Et vu que le monde est très précisément, très littéralement, très concrètement en train d'être détruit par la civilisation, et qu'elle n'a aucun avenir, et [qu'elle est un enfer](#), c'est d'elle dont il s'agirait de se débarrasser (sachant que tout, ou presque, devrait

nous amener à comprendre qu'il est à la fois impossible et indésirable d'avoir le beurre et l'argent du beurre, de parvenir à faire de la civilisation techno-industrielle une société verte et démocratique). Comme le formule Derrick Jensen :

« Je sais ce que je veux. Je veux vivre dans un monde où il y aurait davantage de saumons sauvages chaque année, davantage d'oiseaux migrateurs chaque année, davantage de forêts anciennes chaque année ; dans un monde où, chaque année, il y aurait moins de dioxine dans le lait maternel des mères [humaines ou non], dans un monde avec davantage de tigres, de grizzlys, de singes et d'espadons chaque année. »

La différence entre la perspective de Jensen (qui est aussi la mienne) et celle d'un Verzat ou d'un Dion, c'est la différence entre le biocentrisme (ou l'écocentrisme) et le technocentrisme (ou entre le biocentrisme et l'anthropocentrisme, ou, mieux encore, entre le biocentrisme et un certain sociocentrisme). Le biocentrisme, c'est cette « humilité principielle » qui consiste à « placer la vie avant l'homme », ainsi que l'énonce Lévi-Strauss (*Mythologiques 3, L'origine des manières de table*) :

« En ce siècle où l'homme [et plus précisément la civilisation, ou l'homme civilisé] s'acharne à détruire d'innombrables formes vivantes, après tant de sociétés dont la richesse et la diversité constituaient de temps immémorial le plus clair de son patrimoine, jamais, sans doute, il n'a été plus nécessaire de dire, comme font les mythes, qu'un humanisme bien ordonné ne commence pas par soi-même, mais place le monde avant la vie, la vie avant l'homme ; le respect des autres êtres avant l'amour-propre ; et que même un séjour d'un ou deux millions d'années sur cette terre, puisque de toute façon il connaîtra un terme, ne saurait servir d'excuse à une espèce quelconque, fût-ce la nôtre, pour se l'approprier comme une chose et s'y conduire sans pudeur ni discrétion. »

Le technocentrisme (le sociocentrisme spécifique à la civilisation techno-industrielle), c'est considérer que l'important, c'est la continuation de la société technologique, de la civilisation, c'est la préservation de la technosphère.

Or, si la définition initiale, commune, de l'écologie (ou de l'écologisme), relevait davantage du biocentrisme (ou de l'écocentrisme), désormais, l'écologie grand public se fonde davantage sur le technocentrisme qui domine l'ensemble de la civilisation industrielle.

L'absurdité du technocentrisme (de l'écologie grand public) : un exemple

Polanski est une ordure, et les César, c'est de la merde ; de la merde d'inspiration USAméricaine, d'ailleurs (ersatz français des Oscars), comme beaucoup de merdes de cette époque du capitalisme mondialisé. Mais si une grande partie des merdes qui polluent notre environnement, psychologiquement et physiquement, sont d'inspiration états-unienne, beaucoup (parfois, voire souvent, les mêmes) sont fabriquées en Chine, ou dépendent de quelque manière du bon fonctionnement de la mégamachine industrielle chinoise. C'est le cas, par exemple, de ces si écolos panneaux solaires et éoliennes, ainsi que le rapporte [cet article publié par Les Échos](#), intitulé « Le coronavirus pourrait ralentir les installations d'éoliennes et de panneaux solaires en Europe » :

« Le ralentissement de l'économie chinoise lié à la crise du coronavirus commence à inquiéter les producteurs européens d'énergie renouvelable. [...] Les panneaux solaires pourraient en effet venir à manquer si la crise se prolonge. La Chine domine de très loin le marché mondial du silicium. Ce matériau, fabriqué dans des fours à partir de quartz, est un composant essentiel pour la quasi-totalité des panneaux solaires installés en Europe. "Quand il n'y a plus de matière première, tous les fabricants de panneaux solaires ne peuvent pas travailler", explique Xavier Daval, président de la branche solaire du Syndicat des énergies renouvelables (SER). »

Contrairement à ce que prétendent aussi bien un média supposément indépendant et alternatif comme *Reporterre* (l'achat de panneaux solaires serait « l'appropriation des outils de production et de distribution par les citoyens ») qu'un média grand public très conventionnel comme *Les Échos* (« Une occasion pour les citoyens de reprendre les pleins pouvoirs sur leur consommation »), l'achat de panneaux solaires, c'est simplement acheter un appareil issu du système industriel qui détruit le monde pour alimenter en énergie d'autres appareils issus de ce même système. L'énergie que génèrent, une fois installés, ces appareils de production « locale » [sic, ce qu'il faut occulter pour parler de production locale d'énergie, c'est consternant] d'électricité, qui sert à alimenter les mêmes machines issues du système industriel qu'alimentaient auparavant des systèmes de production d'énergies non-« vertes », s'ajoute le plus souvent à la production énergétique globale. Pour le dire autrement : les éoliennes et les panneaux solaires ne poussent pas dans les arbres et ne servent pas à faire fleurir les jonquilles ; ils sont construits à l'aide de matériaux obtenus ou extraits ici et là, dans des usines dispersées ici et là, au moyen de tout un ensemble d'infrastructures et de machines industrielles, le tout reposant sur les régimes gouvernementaux (tout sauf démocratiques) des États actuels ; et ils servent à alimenter des téléviseurs, des réfrigérateurs, des ordinateurs, et tout un tas d'autres machines.

Et les panneaux solaires et les éoliennes, c'est juste un exemple. La transition écologique n'existe pas. Les promesses et/ou les rêves d'une civilisation industrielle verte (et démocratique) sont des chimères pathétiques. Et pendant que les écolos sont tout fiers de leur Convention-citoyenne-qu'elle-va changer-le-monde (rendre la civilisation écodurable), c'est-à-dire de leur promotion desdites chimères, des cons organisent, par plaisir d'être des cons, des « courses automobiles dans des écosystèmes fragiles » (Extreme E), dans une sorte de provocation diabolique, de pied de nez à l'écologie, à la vie.

On remarquera que, pour perturber le *business-as-usual*, pour atténuer les dégâts que génère le fonctionnement normal de la civilisation industrielle mondialisée, le « Covid-19 » est bien plus efficace que tous les écologistes du monde entier (ce qui prouve bien que la civilisation [est elle-même son propre pire ennemi](#), ou, pour le dire autrement, ce qui illustre bien cet aphorisme apocryphe selon lequel « la civilisation n'est qu'une course sans espoir visant à trouver des remèdes [aux maux qu'elle génère](#) »).

GLENN ALBRECHT, UN ÉCOCHARLATAN PARMI D'AUTRES

Nicolas Casaux mars 2020



Le Monde, *Usbek et Rica*, *Liberation*, *France Culture*, *Le Nouvel Obs*, *Franceinfo*, *Europe 1*, *L'Express*, *Les Inrocks*, *Reporterre*, *Thinkerview*, etc., Glenn Albrecht, anciennement « professeur de développement durable » à l'université de Murdoch en Australie occidentale, est décidément à la mode ces derniers temps. Même le gourou de la collapsosophie, Pablo Servigne, [signe, dans L'OBS, un article](#) de promotion de la publication chez Les Liens qui Libèrent d'une traduction française du livre de Glenn Albrecht.

Certains d'entre vous ont ainsi entendu parler de son plus célèbre néologisme : la « solastalgie », ou « éco-anxiété », une « forme de souffrance et détresse psychique ou existentielle causée par exemple par les changements environnementaux actuels et attendus, en particulier concernant le réchauffement climatique et la biodiversité ». Selon Albrecht, la « solastalgie » désigne : « Le mal du pays que l'on ressent même lorsqu'on est encore dans le pays ». Merveilleux néologisme qui nous permet à tous de nous sentir un peu mieux et de mieux combattre la destruction du monde.

D'après *France Culture*, Glenn Albrecht « prône le retour aux émotions par l'invention de mots nouveaux ». « Prônant une entrée dans le “symbiocène”, “une ère caractérisée par des émotions positives envers la terre.” (p.10), le philosophe exhorte une génération qui en émanera complètement, la “Génération Symbiocène”, à maintenir les liens vitaux et à en créer de nouveaux. » *Le Monde* le qualifie de « forger de néologismes ».

En toute logique, lorsque tous les médias de masse chantent les louanges d'un « penseur », on peut s'attendre à une belle escroquerie. Avec Albrecht, autant dire qu'on n'est pas déçus. Ce génial néologue professionnel n'a jamais vraiment renié la discipline qu'il enseignait à l'université. Il promeut toujours, aujourd'hui, l'idée de « développement durable ». Seulement, il l'agrémente désormais de tout un tas de notions farfelues, tentant de compenser voire de dissimuler la misère de sa pensée derrière une frénésie conceptualisatrice.

Chez Albrecht, aucune remise en question de l'État, du « développement », du technocentrisme, des fondements du capitalisme, de la trajectoire idéologique/culturelle fondamentale de la société techno-industrielle, aucune examen critique des prétentions « vertes » associées aux toujours plus nombreuses « technologies vertes », dont les technologies de production d'énergie dite « verte » ou « renouvelable », aucune réflexion sur le lien entre le degré de complexité technologique d'une société et son régime politique, son mode de gouvernance. À l'instar des éco-baratineurs régulièrement promus dans les médias de masse, il se contente de promouvoir une civilisation techno-industrielle écodurable, verte et bio, renouvelable et propre, décarbonée et symbiotique. Son usage répété du terme « symbiotique » rappelle d'ailleurs « l'économie symbiotique » d'une Isabelle Delannoy, elle aussi autorisée et promue dans les mass médias — et pour cause ! : [« l'économie symbiotique » d'Isabelle Delannoy](#) ou le « symbiocène » auquel en appelle Albrecht, c'est du pareil au même.

Dans le merveilleux Symbiocène, l'entreprise (l'entité qui domine actuellement le monde), aura disparue, remplacée par... des « entreprises sumbioregionales ». Stupéfiante imagination ! L'avion aura disparu, remplacé par... « l'avion électrique », qui « existe déjà ». En effet, en alimentant les avions « avec des énergies renouvelables, nous volerons “gratuitement” ». Le bioplastique biodégradable aura remplacé le plastique. Les « emballages en cellulose » de nos denrées alimentaires se mangeront. En revanche, internet restera internet — à la différence près que ce réseau infrastructurel planétaire sera alors rendu durable, bio, soutenable, vert et propre, et même décarbonée, et qu'il ne sera plus dominé par de grandes multinationales mais « retrouvera sa raison d'être originelle : permettre une communication gratuite et instantanée entre différents groupes d'intérêts communs ». Fini les villes, nous vivrons dans des « sumbiopolis », et ça n'aura rien à voir, puisque celles-ci seront constituées de « gratte-ciels, de forêts et d'usines, et entourées de champs agricoles ». La civilisation éco-techno-bio-industrielle du « symbiocène » sera évidemment alimentée — uniquement — par des énergies renouvelables, vertes et propres, car « l'énergie que nous tirons de ces sources d'énergies renouvelables est gratuite ! » En outre, les « cellules biophotovoltaïques sont déjà une réalité ». « Nos ampoules brilleront comme des lucioles ». En bref, Albrecht nous affirme que tout va changer pour que rien ne change. Je pourrais continuer longtemps à vous citer les écofadaïses qu'il enfile (nous serons des « sumbiovores », etc.). Aucun intérêt.

Selon toute probabilité, tout cela n'arrivera jamais. En outre, l'enfer vert, non merci. L'Albrecht est promu dans les médias de masse pour les mêmes raisons que Dion, Delannoy et tant d'autres le sont : parce que son boniment est à la fois totalement inoffensif, et rassurant (il est possible de verdir/rendre durable/soutenable le mode de vie technologique et le type d'organisation sociale auxquels nous sommes habitués, accros, pour lequel nous sommes conditionnés, que nous prenons pour une sorte de condition *sine qua non* de la vie humaine sur Terre : sans internet, sans électricité, à quoi bon vivre ? Est-ce vraiment vivre ? Ne serait-ce pas retourner à l'époque des cavernes, de la bougie, des peaux de bêtes, des sauvages, de l'enfance de l'humanité, du froid, de la faim, de la

mort à 10 ans à cause d'un paléocoronavirus ?). Un marchand d'illusions vertes parmi d'autres, donc, au carrefour du new-age et de l'escrologie.

Florence frappée par le Coronavirus : La malédiction de l'hyperspécialisation

Ugo Bardi Lundi 9 mars 2020

<https://www.deepl.com/translator>

Comme le panda géant, l'économie de Florence est en danger d'extinction.



Florence est comme le Panda chinois : une créature hautement spécialisée dans les ressources qu'elle exploite. Les pandas ont besoin de bambou, Florence a besoin de touristes. Pas de bambou, les pandas meurent. Pas de touristes, enfin...

De nos jours, marcher dans le centre-ville de Florence me rappelle mon enfance, quand Florence n'était pas pleine de touristes. C'est une expérience fantomatique : il n'y a presque personne autour. Les quelques Florentins qui se promènent dans les rues ont l'air perplexe, comme s'ils se demandaient "et maintenant ? Toute l'Italie est comme ça, figée : les écoles et les universités sont fermées, la plupart des restaurants ont fermé et les trains et les bus roulent presque à vide.

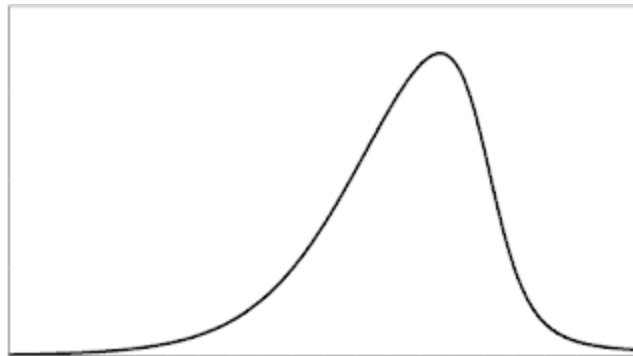
En ce moment, le nombre de victimes du coronavirus est relativement faible. Ce ne sera pas une nouvelle mort noire. Mais les épidémies illustrent la fragilité de notre système économique : il est perturbé non pas parce que des personnes sont tuées par le virus, mais parce qu'il manque de résilience. Il est soumis à ce phénomène mortel appelé "amélioration du retour d'information" -- la perte d'un élément du réseau peut détruire l'ensemble du système.

Cette fragilité est particulièrement visible dans certaines économies hautement spécialisées : la ville de Florence en est un exemple. J'ai déjà évoqué l'évolution de Florence au cours des deux derniers siècles environ, qui est passée d'une économie purement agricole à une économie centrée sur le tourisme. Vous pouvez la considérer comme une économie parasitaire, ou peut-être comme une économie de pillage. Les Florentins modernes ont vécu du travail de leurs ancêtres, il y a des centaines d'années, sous la forme de chefs-d'œuvre artistiques et de bâtiments spectaculaires.

Le problème n'est pas de savoir comment définir l'économie florentine. Le vrai problème est autre. Il était connu mais soigneusement ignoré : c'est que cette économie est fragile. Le tourisme est très sensible aux chocs

économiques : en période difficile, la première chose que les gens cessent de dépenser de l'argent sont les voyages coûteux à l'étranger. Et c'est exactement ce qui se passe : avec le coronavirus qui sévit, des gens du monde entier ont annulé leurs voyages et restent chez eux. Et Florence est vide.

D'une certaine manière, c'était prévu : c'est ce que j'appelle "l'effondrement de Sénèque". C'est quelque chose de typique des systèmes complexes. Normalement, ils peuvent absorber les chocs extérieurs et s'adapter. Mais lorsqu'ils sont soumis à un stress, il peut arriver qu'un petit choc déséquilibre l'ensemble du système et le fasse s'effondrer. Voici à quoi ressemble la courbe de Sénèque : elle est inspirée d'une phrase du philosophe romain **Lucius Sénèque** : *"La croissance est lente, mais la ruine est rapide."*



Ce n'est rien d'autre que la vieille histoire de la paille qui a brisé le dos du chameau. Ce n'était pas la faute de la paille, mais celle du chameau qui avait été surchargé. Rétrospectivement, ce n'était pas une bonne idée de surcharger l'économie florentine avec des infrastructures qui attiraient de plus en plus de touristes dans la ville et qui nécessitaient de plus en plus de touristes pour fournir les ressources nécessaires à leur entretien. Plus d'hôtels, plus de restaurants, plus de magasins, plus d'événements, plus de routes, etc. Un aéroport plus grand était même prévu, mais heureusement, cela pourrait ne jamais se concrétiser.

Beaucoup de gens à Florence se plaignent parce qu'ils perdent de l'argent de leurs investissements en obligations et en actions. Mais le vrai problème, ce sont les gens dont la vie dépend directement du tourisme. Les gens qui nettoient les chambres des hôtels et des airb&b's, qui servent dans les restaurants, qui conduisent les taxis, qui vendent des bibelots sur les places, qui emmènent les touristes en tournée en groupe, etc. En ce moment, ils sont au bord de la panique. En général, ils n'ont pas de réserves financières et ils sont souvent endettés auprès des banques. Mais ils doivent payer leur loyer et faire des courses pour leur famille. Et ils n'ont plus d'argent.

D'autres couches de personnes, superposées, profitent indirectement du tourisme. Par exemple, un de mes amis gagne sa vie en donnant des cours d'anglais privés. À leur tour, les habitants de Florence prennent des cours d'anglais principalement parce que c'est une compétence utile pour traiter avec les touristes étrangers. Mais le virus a effrayé ses étudiants et, en tout cas, dans cette situation incertaine, la plupart d'entre eux ont pensé qu'il valait mieux ne pas payer les cours d'anglais, c'est un de ces luxes qui peuvent être reportés à des temps meilleurs. Le revenu de mon amie est tombé à zéro en quelques semaines. Et elle doit payer le loyer de sa maison et acheter de la nourriture pour sa famille.

Voyons les choses un peu plus en perspective. Selon Statista, "En 2019, la contribution des voyages et du tourisme au produit intérieur brut italien s'élevait à 237,8 milliards d'euros. L'industrie, qui est l'une des plus importantes pour l'économie du pays, représentait environ 13,3 % du PIB italien".

L'économie italienne peut-elle survivre à la perte de 13% du PIB ? Probablement oui, tout comme vous pouvez survivre à l'écrasement d'un camion. Mais cela ne veut pas dire que c'est une expérience agréable, ni indolore.

Alors, qu'en est-il de Florence ? Il n'existe pas de données sur le "produit brut de la ville" pour Florence, mais certaines de mes estimations approximatives indiquent que la fraction de la machine économique florentine qui fonctionne grâce au tourisme pourrait être d'environ 30%, et peut-être même plus. Imaginez maintenant que le tourisme international disparaisse pendant une longue période. . . Ow. . . Plus de pousses de bambou pour ces pauvres pandas.

Avec un peu de chance, le virus disparaîtra dans un mois ou deux, laissant une Italie meurtrie mais toujours là. Les Italiens ont fait preuve d'une grande résilience dans le passé, pensez à la reconstruction du pays après le désastre de la seconde guerre mondiale. Peuvent-ils faire cela une fois de plus ?

En principe, oui. Mais il faudrait une sérieuse remise en question de la part d'une classe politique qui, jusqu'à présent, a fait tous les paris pour développer le tourisme autant que possible, au-delà de toutes les limites raisonnables, tout cela au nom de la croissance pour la croissance. Pour une fois, ils pourraient apprendre quelque chose de cette expérience.

Malheureusement, pour l'instant, la première impression n'est pas bonne, avec les bruits qui ont récemment été entendus de la part du gouvernement sur la nécessité de fournir des stimulants économiques pour que les gens achètent de nouvelles voitures afin de "relancer la croissance". Les gens ne changent jamais d'avis, tout comme les pandas ne changent jamais leur régime alimentaire. Et, comme d'habitude, nous marchons vers l'avenir tout en regardant en arrière.

Crash du prix du pétrole : 50 % des schistes américains pourraient faire faillite

Par Nick Cunningham - 09 mars 2020, OilPrice.com

<https://www.deepl.com/translator>



C'est pour les livres d'histoire.

Le pétrole a ouvert lundi en baisse d'environ 25 %, la plus forte baisse depuis des décennies, et les marchés financiers au sens large ont chuté si rapidement que les coupe-circuits mis en place en période de volatilité se sont déclenchés, interrompant temporairement les échanges.

La liste des adjectifs disponibles pour décrire ce qui arrive au marché du pétrole n'est pas adéquate. De multiples crises se déroulent maintenant en même temps.

Tout d'abord, il y a évidemment une crise sanitaire - le coronavirus continue de se propager. De larges pans du nord de l'Italie sont désormais sous contrôle. Le nombre de cas aux États-Unis a explosé, et pourrait exploser dans les prochains jours. Le confinement obligatoire n'est peut-être pas loin. L'administration Trump dort au volant, essayant activement de minimiser l'ampleur de la crise.

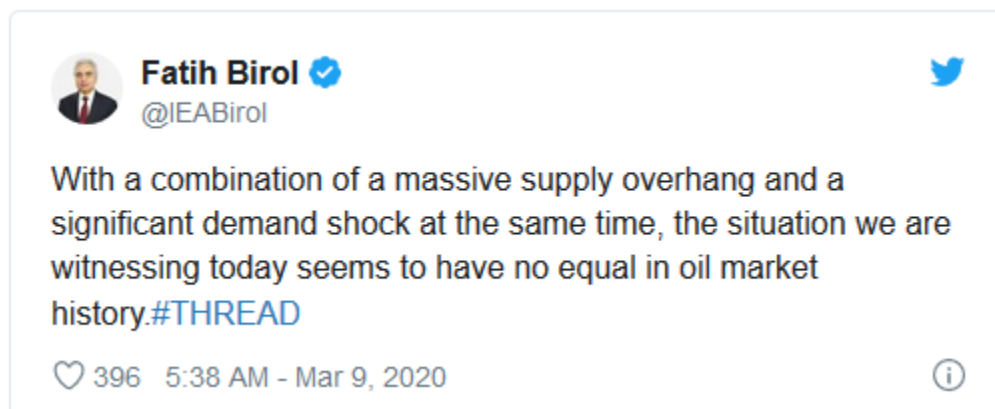
Deuxièmement, une crise économique se prépare. La Chine a fermé certaines parties de son économie en janvier et février. Certaines parties de l'Europe ont suivi. Les États-Unis sont les suivants.

Le Dow Jones a chuté de plus de 16 % au cours de la semaine dernière, et les marchés sont rapidement passés de l'inquiétude à la panique totale.

Troisièmement, si tout cela n'est pas suffisant, l'OPEP et la Russie viennent d'ajouter une crise de l'approvisionnement en pétrole. L'effondrement des négociations la semaine dernière et la guerre des prix qui s'en est suivie ont fait chuter le WTI à 33 dollars le baril à midi lundi, contre 45 dollars jeudi dernier à la veille des négociations OPEP+. L'OPEP et la Russie ont déclaré que toutes les restrictions de production expirent à la fin du mois et que chacun peut produire à sa guise. Le pétrole pourrait facilement se situer dans les 20 dollars à tout moment (et pourrait l'être d'ici la publication de cet article).

Pour l'industrie pétrolière américaine, il s'agit d'une crise historique. Elle a les ingrédients pour être bien pire que l'effondrement financier de 2008. A l'époque, une forte contraction de l'économie mondiale avait fait un trou dans le marché. Mais l'OPEP a réagi en réduisant la production.

Cette fois, le même potentiel de calamité économique est présent, mais une guerre des prix du pétrole se déroule simultanément.



Avec la combinaison d'un excédent massif de l'offre et d'un choc important de la demande en même temps, la situation à laquelle nous assistons aujourd'hui semble n'avoir aucun équivalent dans l'histoire du marché pétrolier

Il y a dix ans, l'industrie du schiste existait à peine, et la chute des prix du pétrole a amorti le coup porté à l'économie américaine en rendant l'énergie moins chère. Aujourd'hui, un effondrement du marché pétrolier pourrait assez rapidement plonger le Texas, le Dakota du Nord et les Appalaches, entre autres, dans une récession.

Les analystes prédisent maintenant que la zone euro, au minimum, se dirige vers une récession économique. Le ministre français des finances, Bruno Le Maire, a déclaré que l'Europe a besoin d'un "appel aux armes" pour défendre l'économie.

La douleur des foreurs américains a été immédiatement visible lors de l'ouverture des marchés lundi. Des pertes importantes ont frappé tout le monde. "Nous avons pris des mesures sans précédent en mettant notre groupe de couverture complète en attente ou en vente", a déclaré Neal Dingmann de SunTrust, selon Bloomberg. Il a appelé cela "l'Armageddon de l'énergie".

"Pas une seule entreprise de notre couverture ne peut maintenir la production à un niveau stable pendant plus de quelques mois tout en dépensant dans les limites de la trésorerie à 35 \$ WTI", a déclaré Charles Meade de Johnson Rice & Co, selon Bloomberg.

Le secteur américain du schiste est en train de se faire complètement tuer. Un véritable bain de sang. Des milliards de dollars en capitaux propres sont anéantis.

"Les États-Unis vont être les dommages collatéraux ici. Les producteurs d'ici vont beaucoup souffrir", a déclaré Amrita Sen, analyste en chef du pétrole chez Energy Aspects, à Bloomberg depuis Houston. "Ils souffraient déjà et il n'y a pas de prêt. Il n'y a pas d'argent pour eux en ce moment. Cela va vraiment les écraser".

Lundi, Diamondback Energy a déclaré qu'elle réduirait "immédiatement" les dépenses d'investissement et les équipes de construction et de forage.

Les foreurs de schiste étaient déjà confrontés à des obstacles importants, avec des problèmes de trésorerie et des dettes arrivant à échéance. "Nous nous préparons à deux années de prix bas et nous ferons les ajustements nécessaires pour maintenir notre excellent bilan", a déclaré le PDG de Pioneer Natural Resources, Scott Sheffield, au Washington Post. Le cours de l'action Pioneer a chuté de 32 % lundi.

"Il y aura de nombreuses faillites dans nos industries et des dizaines de milliers de licenciements au cours des 12 prochains mois", a ajouté M. Sheffield.

Les actions de Shale ont chuté de plus de 30 % lundi, les grands noms du Shale tels que EOG Resources, Whiting, Continental Resources et Apache ayant tous chuté de plus de 30 %. Mais l'un des plus grands perdants a été Occidental Petroleum, qui a vu sa capitalisation boursière se réduire à 15 milliards de dollars. Elle a payé 38 milliards de dollars pour Anadarko, et les actions ont perdu environ 73% depuis cette transaction.

Les schistes américains peuvent-ils survivre à la guerre des prix du pétrole ?

Par Julianne Geiger - 09 mars 2020, OilPrice.com



Vendredi, les pires craintes du marché pétrolier se sont réalisées : L'OPEP+ n'a pas réussi à se mettre d'accord sur la manière de traiter l'effet du coronavirus sur la demande de pétrole, ce qui a fait chuter les prix du pétrole. Mais le début de la semaine a été marqué par de nouvelles horreurs pour le marché pétrolier, la Russie et l'Arabie Saoudite se livrant une guerre totale contre le prix du pétrole alors qu'elles se préparent toutes deux à augmenter la production de pétrole et à inonder le marché.

Et maintenant, le marché se demande quel méga producteur de pétrole va crier à l'oncle en premier : l'Arabie Saoudite ou la Russie. Mais la troisième roue de cette catastrophe pétrolière n'est autre que le schiste américain, et la Russie et l'Arabie saoudite sont probablement toutes deux en train de se réjouir de la mort de la production pétrolière américaine, qui a sapé les meilleurs efforts de l'OPEP+ pour gérer le marché jusqu'à présent.

Face à cette évolution catastrophique qui a mis fin aux relations entre l'Arabie saoudite et la Russie, les analystes et les banques s'empressent de revoir leurs prévisions de prix du pétrole, le coronavirus étant toujours présent, et la production de pétrole augmentant alors que la demande de pétrole devrait se contracter en 2020 pour la première fois depuis 2009.

Et ce que les premiers analystes prédisent, c'est que les prix du pétrole vont chuter - et chuter fortement.

Et cela a déjà commencé.

Le prix au comptant du brut WTI est tombé à 30,23 dollars, un niveau de prix jamais vu depuis des années. Le brut Brent se négociait à 34,36 \$.

Ce prix est-il soutenable pour les producteurs de pétrole ?

La Russie, au moins, répond par l'affirmative.

Le ministère des finances russe a déclaré lundi que la Russie pourrait maintenir un prix du pétrole de 25 à 30 dollars pendant au moins six ans, et même jusqu'à dix ans.

Mais certains analystes disent que c'est une pensée magique, et qu'un délai plus réaliste pour faire face à un environnement de prix du pétrole super bas peut être mesuré en mois, et non en années.

En rapport : L'énergie éolienne offshore devrait représenter plus de 200 milliards de dollars d'ici 2025

Quoi qu'il en soit, il n'est pas important que la Russie puisse supporter 25 dollars pendant dix ans. Elle doit seulement tenir plus longtemps que son rival actuel, l'Arabie Saoudite, et c'est un scénario probable.

L'empressement de la Russie à tester cette théorie, pour certains, peut sembler plutôt condescendant, mais il y a probablement une méthode derrière leur folie apparente.

Si la Russie et l'Arabie saoudite avaient effectivement accepté de réduire encore plus leur production, qu'en serait-il du schiste américain ? La Russie soutient depuis longtemps que de nouvelles réductions de production ne font que faire le jeu du schiste américain ; plus les membres de l'OPEP+ réduisent leur production, plus le schiste américain a la possibilité d'augmenter sa production. La force d'un cartel pétrolier pour manipuler les marchés est, après tout, directement liée au pourcentage de la production mondiale qu'il utilise.

Et les États-Unis produisent plus de pétrole que l'Arabie saoudite ou la Russie.

"Nous, qui cédonos nos propres marchés, leur retirons le pétrole arabe et russe bon marché pour laisser la place au schiste américain coûteux. Et pour assurer l'efficacité de sa production. Nos volumes sont simplement remplacés par les volumes de nos concurrents. C'est du masochisme", a déclaré le porte-parole de Rosneft, Mikhaïl Leontiev, à l'agence de presse russe Ria Novosti, le week-end dernier.

Il n'y a pas de véritable solution à cette situation difficile dans laquelle l'OPEP et ses alliés se sont mis. Leurs efforts de manipulation du marché ont réussi à maintenir les prix à la hausse pendant un certain temps, mais ils ont également ouvert la porte aux schistes américains pour ouvrir les robinets - et les producteurs américains n'ont que trop voulu en profiter.

Aujourd'hui, la Russie est prête à repousser les schistes américains grâce aux bas prix du pétrole qui, espère-t-elle, feront reculer la campagne zélée des États-Unis pour l'indépendance énergétique.

Les arguments en faveur de l'Arabie saoudite

Comme la Russie, l'Arabie Saoudite revendique un faible seuil de rentabilité pour le pétrole également. Mais ces chiffres ne sont pas vérifiés, et ne sont pas vérifiables. Le Royaume a déclaré dans le passé que son seuil de rentabilité était de 10 dollars par baril. Mais ce n'est pas toute l'histoire monétaire. Aramco a eu du mal à générer un profit même lorsque le pétrole tournait autour de 45 dollars le baril en 2016, faisant état d'un flux de trésorerie disponible de seulement 2 milliards de dollars.

Le prix auquel le budget de l'Arabie saoudite atteint le seuil de rentabilité - le seuil fiscal - est plutôt de 83,60 dollars par baril - près de deux fois le niveau dont la Russie a besoin, et bien en dessous de ce à quoi le pétrole se négocie aujourd'hui.

Il semble très improbable que l'Arabie saoudite puisse survivre à la Russie dans ce jeu de poule mouillée, mais elle pourrait au moins miser sur la durabilité du schiste américain.

Mais une telle stratégie de la part du Royaume pourrait rappeler à la Russie (et aux États-Unis) des souvenirs douloureux de 1986, lorsque l'Arabie Saoudite, frustrée par les membres de l'OPEP qui continuaient à surproduire alors que le marché n'en avait pas envie, a employé une stratégie de surproduction délibérée, sous-cotant les prix du pétrole - une stratégie qui a fait chuter le pétrole à seulement 10 dollars le baril.

Le puissant Shale américain s'attaque à l'Arabie Saoudite et à la Russie

Les producteurs américains de schiste sont une bête différente de l'Arabie Saoudite et de la Russie, et les producteurs américains de schiste ne se laisseront pas abattre sans se battre.

N'appartenant pas à l'État, chaque producteur américain de schiste peut agir indépendamment. Mais ils ne sont pas non plus officiellement subventionnés et doivent donc se plier à la volonté des marchés. Autrement dit, à moins que les banques ne soient prêtes à accorder des liquidités aux producteurs américains, indépendamment de la viabilité des entreprises de production dans un environnement de bas prix.

Jusqu'à présent, le schiste américain a survécu à ce que même la plupart des analystes pensaient - certainement plus longtemps que ce que l'Arabie saoudite pensait, lorsqu'elle a essayé de noyer le schiste américain dans le pétrole il y a quelques années seulement avant d'échouer lamentablement et de décider, avec l'aide de l'OPEP, de réduire la production à la place.

Les analystes prédisent que de nombreuses compagnies pétrolières américaines connaîtront des temps difficiles si les prix du pétrole continuent sur leur lancée actuelle. Le schiste américain est depuis longtemps accusé d'être chargé de dettes, et le seuil de rentabilité des foreurs américains se situe quelque part entre 40 et 40 dollars le baril.

Mais les analystes - et l'OPEP - ont déjà fait cette erreur, à leurs risques et périls. Le schiste américain a recouvert une grande partie des barils que l'OPEP et la Russie ont cédés, qu'ils soient ou non soutenus par la dette, et ils pourraient très bien le faire à nouveau, laissant la Russie et l'Arabie saoudite se disputer pour savoir qui sera le plus grand perdant.

2019, l'année de la stagnation des émissions mondiales ?

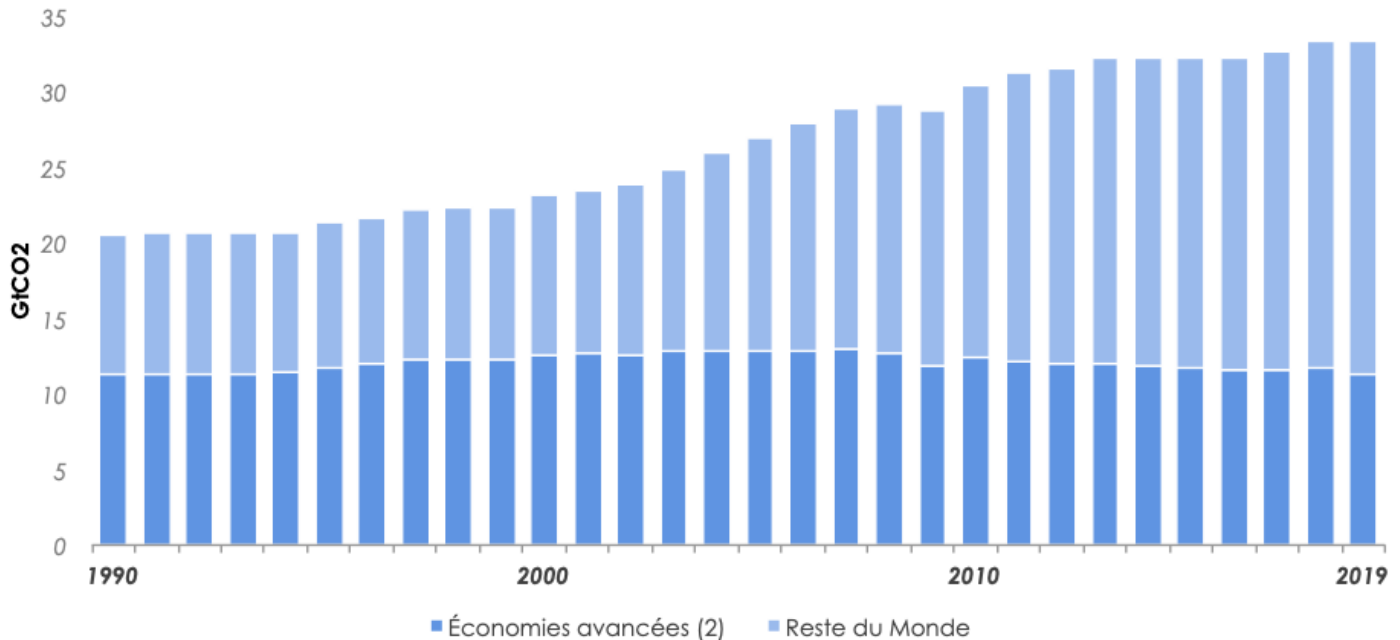
Par [César Dugast](#) – Consultant Senior – Carbone 4 6 mars 2020

Dans un article [1] publié le 11 février dernier, l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) annonçait que les émissions de CO₂ mondiales liées à l'énergie avaient stagné en 2019, chose inédite depuis deux ans. Comment interpréter ce chiffre, et dans quelle mesure peut-on s'en réjouir ?

Zoom sur les émissions liées à l'énergie : les enseignements du rapport de l'AIE

Le niveau actuel d'émissions de CO₂ fossiles se situerait autour de 33 milliards de tonnes de CO₂ (GtCO₂) annuelles, et fait suite à deux années de hausse continue. Pour expliquer l'arrêt de cette hausse, l'AIE évoque la baisse d'émissions significative observée dans le secteur de la **production d'électricité dans les pays développés**, effet direct, selon eux, du développement des énergies renouvelables intermittentes (éolien, solaire photovoltaïque), de la substitution du charbon vers le gaz (deux fois moins carboné), et d'une production nucléaire accrue.

Émissions de CO₂ liées à l'énergie 1990-2019



Source : AIE [2]

Il est intéressant de constater que c'est l'Union Européenne, avec une baisse de -160 MtCO₂ (-5%) par rapport à 2018, qui est la plus grande contributrice à cette non-augmentation des émissions à l'échelle mondiale en termes de baisse absolue. Les trois quarts de cette baisse ont été faites dans le secteur de l'énergie, grâce à l'essor des énergies renouvelables et de la baisse de la production électrique issue du charbon (-25%) au profit du gaz (+11% de production sur la même période).

L'Allemagne a été le fer de lance de cette baisse (-8%), pour atteindre un niveau d'émissions jamais atteint depuis 1950. Les renouvelables, et en particulier l'éolien (+11% de croissance de la production électrique), ont gagné des parts dans le mix au détriment du charbon (-25% de production électrique). Les énergies renouvelables représentent désormais 40% du mix électrique allemand ; pour la première fois de l'histoire du pays, elles dépassent le charbon en termes de volume d'électricité produite.

Autre contributeur significatif à la baisse des émissions de l'Union Européenne, le Royaume-Uni a poursuivi la forte décarbonation de son système électrique en faisant passer la production électrique à base de charbon à seulement 2% de la production totale. Le développement rapide de l'éolien offshore en Mer du Nord a été le principal facteur de cette baisse.

Les Etats-Unis sont le pays du monde dans lesquels la baisse absolue a été la plus significative (-140 MtCO₂, soit 2,9% de baisse des émissions), majoritairement issue du passage du charbon vers le gaz dans la génération électrique. Cette substitution s'explique notamment par un coût du gaz en nette diminution par rapport à 2018 (-45%). Aujourd'hui, la production électrique à partir de gaz représente 37% du mix électrique national, ce qui constitue un record absolu. Les Etats-Unis ont réduit leurs émissions d'1 gigatonne de CO₂ par rapport aux années 2000 ; aucun pays du monde n'a enregistré une telle baisse en absolu sur cette période.

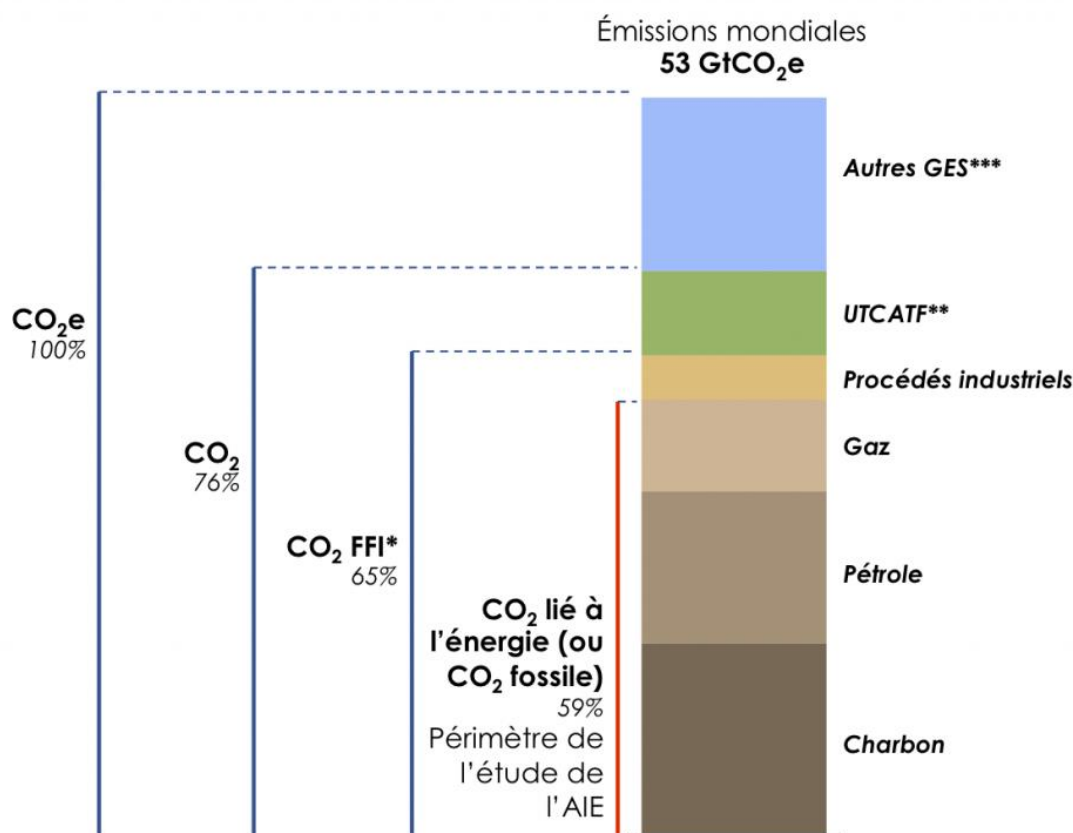
Émissions de CO₂ liées à l'énergie : de quoi parle-t-on ?

Pour bien interpréter ce chiffre, il est important de comprendre qu'il ne **recouvre qu'une partie des émissions totales de CO₂ d'origine humaine**, et que le CO₂ n'est lui-même qu'une partie du problème climatique global.

Les émissions de CO₂ liées à l'énergie (*energy-related CO₂ emissions*) recouvrent l'ensemble des émissions induites par la **combustion d'énergie fossile** (charbon, pétrole, gaz). Or, deux autres sources d'émissions de CO₂ existent :

- les émissions liées à certains **procédés industriels**, qui produisent du CO₂ non pas par combustion, mais par réaction chimique d'oxydation (exemple : production d'acier et de ciment)
- les émissions liées au **changement d'affectation des sols et à la déforestation**, qui émettent du CO₂ non fossile, en transférant le carbone biogénique d'un réservoir (la biomasse) à un autre (l'atmosphère).

Découpage des émissions de GES mondiales



Source : Chiffres clés du climat, CGDD, 2019

*FFI : Fossil fuels and industry

**UTCATF : Utilisation des Terres, Changement d'Affectation des Terres, Foresterie

***GES : gaz à effet de serre

Les émissions de CO₂ liées à l'énergie représentent 59% des émissions de CO₂ équivalent mondiales. Les émissions de CO₂ totales, qui comprennent en plus les process industriels et les émissions liées au secteur des terres, représentent 76% des émissions de GES mondiales.

Ainsi, si la non-augmentation des émissions de CO₂ fossiles est un signe encourageant, il n'est pas suffisant pour adopter une posture optimiste sur l'évolution de la situation climatique. Compte tenu des immenses feux de forêt observés l'année dernière et l'accélération de la déforestation, il n'est pas impossible que les émissions du secteur des terres aient bondi l'année dernière [3] ; quant aux autres gaz à effet de serre (méthane, protoxyde d'azote...), ils représentent toujours un bon quart du problème climatique, et ne montrent aucun signe de

ralentissement, loin de là [4]. Et c'est sans compter sur la mise en évidence récente [5] d'une sous-estimation chronique (-25% à -40%) des émissions de méthane liées à la combustion des énergies fossiles...

NOTES :

[1] <https://www.iea.org/articles/global-co2-emissions-in-2019>

[2] Economies avancées : Australie, Canada, Chili, Union Européenne, Islande, Israël, Japon, Corée, Mexique, Norvège, Nouvelle Zélande, Suisse, Turquie, Etats-Unis.

[3] https://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/climat/les-emissions-des-feux-australiens-a-l-echelle-de-la-planete_140494

[4] https://www.lemonde.fr/planete/article/2019/05/30/la-mysterieuse-et-inquietante-flambee-des-emissions-de-methane_5469407_3244.html

[5] <https://www.nature.com/articles/nature19797>

La sortie du charbon amorcée (presque) partout dans le monde

Carine Sebi March 8, 2020

Assistant professor and Coordinator of the "Energy for Society" Chair, Grenoble École de Management (GEM)



Dans l'Union européenne, huit États-membres (dont la France) ont décidé de supprimer la production d'électricité à partir du charbon d'ici à 2030.

En 2019, nous expliquions pourquoi la consommation de charbon dans le monde [était à la hausse](#). Les annonces récentes de plusieurs gouvernements sur leur plan de sortie du charbon, les fermetures avancées de vieilles centrales électriques ou encore le gel de certains projets en construction indiquent peut-être une inversion de tendance dans les années à venir. Ces signes encourageants annoncent-ils la fin du charbon dans le monde ?

À partir des différentes bases de données et informations centralisées par le bureau d'études spécialisé dans le domaine de l'énergie [Enerdata](#), nous décryptons les grandes tendances mondiales du charbon à court et moyen terme.

1,3 % en 2019, un tournant décisif

[Selon les dernières estimations d'Enerdata](#), la consommation mondiale de charbon aurait diminué de 1,3 % en 2019 (alors qu'elle augmentait de 0,9 % en 2018). L'inversion de cette tendance est principalement due à une chute de son usage aux États-Unis (-9 %) et en Europe (-4 %).

Aux États-Unis, la consommation de charbon a en effet atteint son niveau le plus bas depuis 40 ans, s'expliquant par la fermeture de centrales électriques au charbon (15 GW de capacité fermée en 2018), des normes d'émissions plus strictes et la disponibilité de gaz naturel moins cher pour la production d'électricité. En Europe, elle a décliné pour la septième année consécutive, en raison des politiques climatiques, du développement d'autres énergies (renouvelables et gaz) et de l'augmentation du prix de la tonne de CO₂ au sein de l'Union européenne.

Ailleurs dans le monde et particulièrement en Asie, toutefois, le recours au charbon augmente. Sous l'impulsion de la production dans certains secteurs électro-intensifs (acier, ciment et produits chimiques), la Chine ne parvient pas à réduire sa dépense de charbon malgré le ralentissement de son économie.

Au moment où les pays industrialisés tentent d'atténuer leurs émissions de CO₂, le Japon fait bande à part et prévoit la construction de [22 nouvelles centrales à charbon](#). Une conséquence involontaire de la catastrophe de Fukushima, qui a contraint le pays à mettre fin à son programme d'énergie nucléaire.

D'ici 2030, 8 pays européens se détourneront du charbon

Dans l'Union européenne, huit États membres (dont la France) ont décidé de supprimer la production d'électricité [à partir du charbon d'ici à 2030](#).

Leur production d'électricité représente 22 % de la production totale d'électricité au charbon de l'UE. En outre, l'Allemagne qui produit un tiers de son électricité à partir du charbon (et contribue à 38 % de la production d'électricité au charbon de l'UE), a approuvé fin janvier 2020 un projet de loi visant à stopper ce type [d'électricité d'ici à 2038](#) et entend fermer 40 % de sa capacité charbon d'ici à 2030. Les autres pays de l'UE ne se sont pas engagés : la Pologne, notamment, qui produit aujourd'hui 78 % de son électricité à partir du charbon.

En dehors de l'Union, le gouvernement britannique a avancé d'un an la date de sortie du charbon prévue maintenant en octobre 2024.

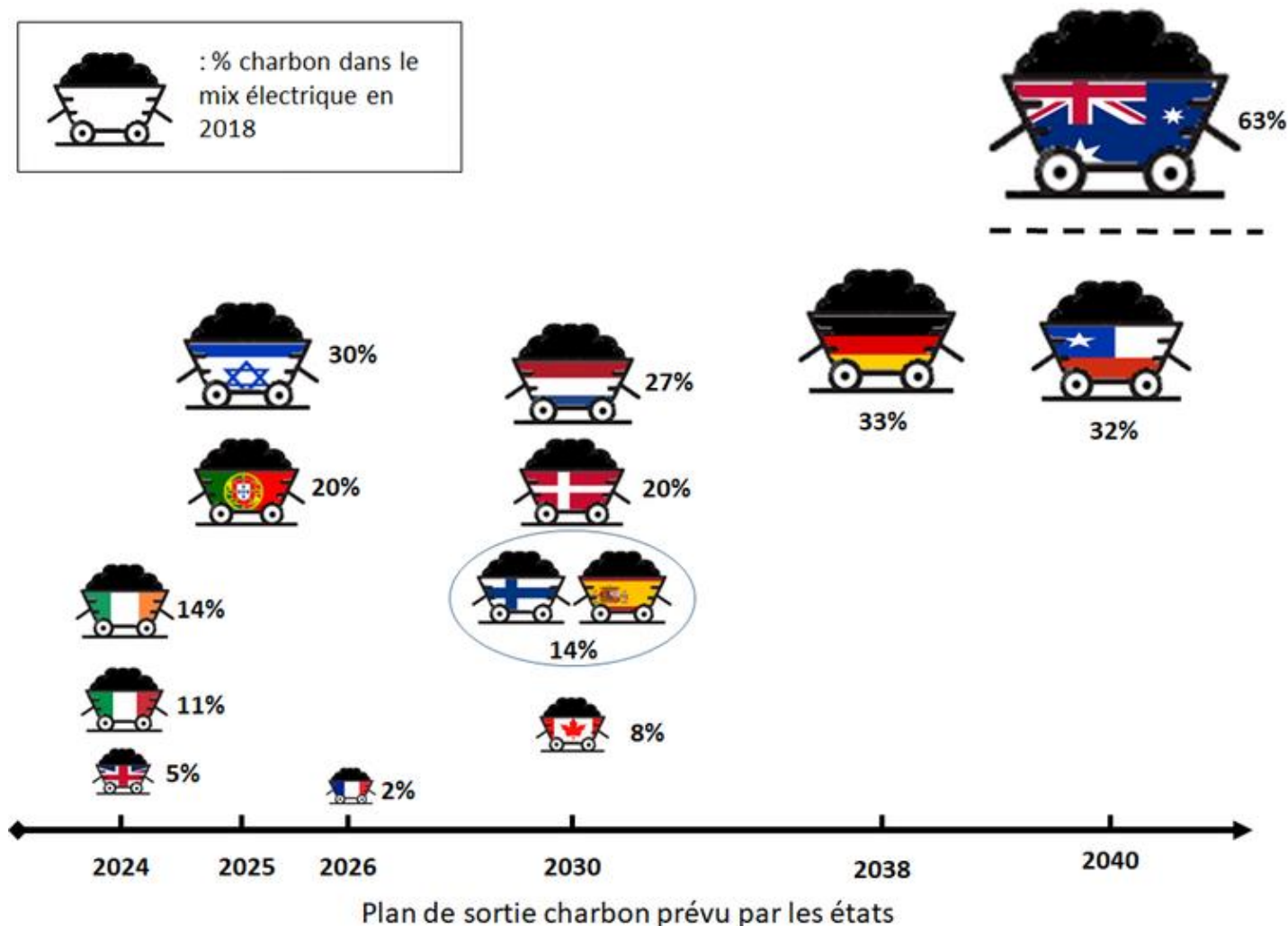


Figure 1 : Plans de sortie de charbon et part du charbon dans le mix électrique par nation en 2018.

Engagement des secteurs énergétique et financier

Au-delà de ces annonces gouvernementales, certaines entreprises clés du secteur envisagent également le retrait ou l'arrêt de centrales charbon. Le distributeur d'électricité et de gaz américain PSEG a présenté cet été [sa vision Powering Progress](#), dans laquelle il prévoit de fermer ou de vendre l'intégralité de son parc de centrales électriques au charbon d'ici 2021, soit un retrait d'une capacité équivalente à 2 400 MW. Son homologue espagnol, Endesa, a décidé de fermer toutes ses centrales au charbon en Espagne et au Portugal ([soit 5 800 MW](#) ou l'équivalent de la consommation en électricité hors chauffage et eau chaude de 4,6 millions de ménages en France, dont 50 % d'ici 2022).

Les banques d'investissement publiques et privées dévoilent également leur stratégie en matière de climat et politique de prêts dans le secteur de l'énergie, qui exclut les financements de projets charbon, en raison de la pression exercée par les régulateurs de la finance et du risque d'entacher leur réputation.

C'est le cas par exemple de la [Banque européenne d'investissement](#) qui ne soutiendra plus les projets d'énergie fossiles (y compris du gaz naturel) d'ici à 2021. Au Japon, la [banque d'investissement MUFG](#), l'un des plus grands bailleurs de fonds au monde pour le charbon, s'est elle aussi engagée à cesser le financement de tels projets.

En regardant de plus près l'état d'avancement des projets en construction, on se rend compte du nombre grandissant d'annulations de centrales électriques au charbon. Sur la capacité mondiale additionnelle prévue d'ici à 2030 (soit ~300 GW), 21 % est gelée ou annulée, avec une part non négligeable en Asie (14 % pour la Chine et l'Inde par exemple).

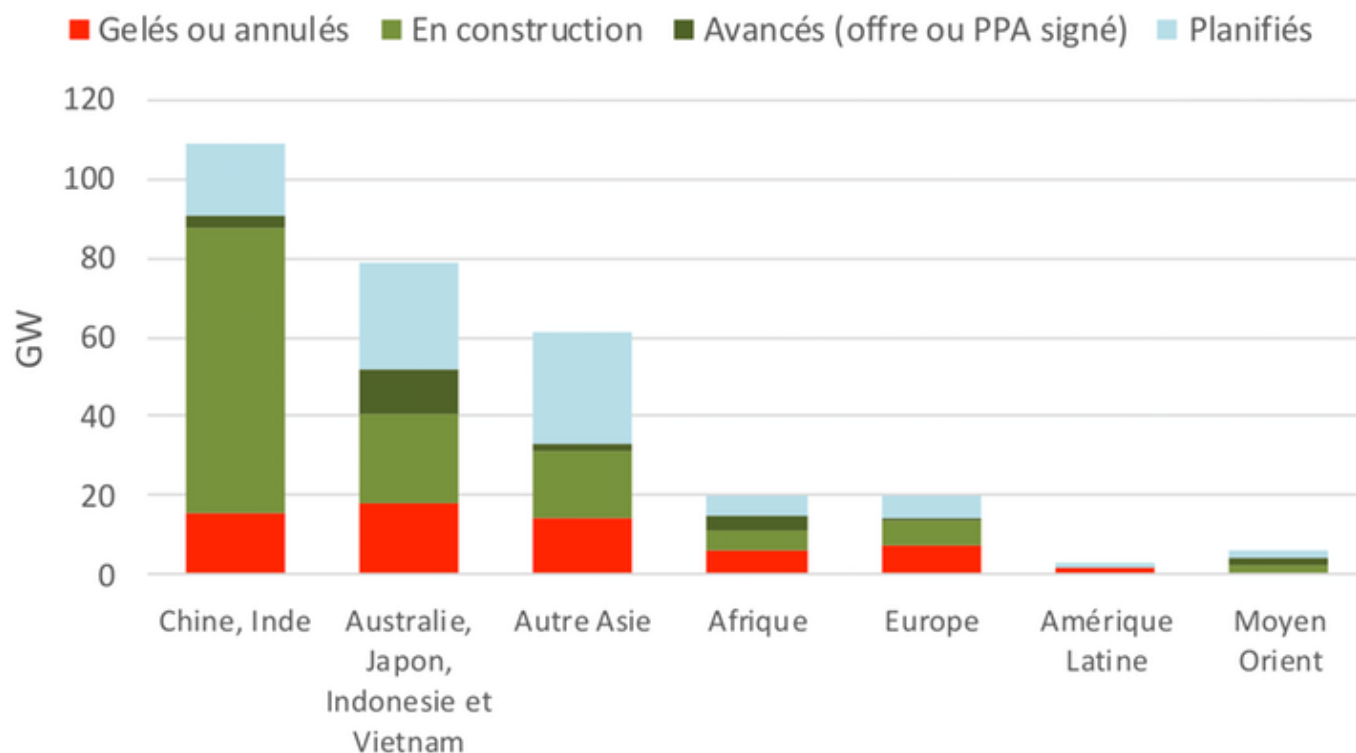


Figure 2 : Capacités agrégées des futurs projets de centrales charbon prévus par région du monde.

Réduire la dépendance des plus gros producteurs et consommateurs

En plus d'annuler la construction de nouvelles centrales, de gros pays consommateurs de charbon se défont de cette énergie pour produire leur électricité. La Corée du Sud a adopté un moratoire pour la construction de nouvelles centrales charbon et a également prévu de [fermer jusqu'à 15 de ses centrales](#) cet hiver (soit 2600 MW, soit 2,2 % de sa capacité totale installée) pour limiter la pollution ambiante.

Les pays charbonniers ont également entamé une forte réduction de la part du charbon dans leur mix. L'Afrique du Sud, dont 73 % de la production d'électricité provient de cette source d'énergie, fermera près de 30 % de sa capacité d'ici à 2030 et [réduira la part du charbon dans sa capacité installée à 45 % en 2030](#). L'Indonésie ([60 % de charbon dans le mix électrique](#)) prévoit de fermer et de remplacer toutes les centrales charbon de plus de 20 ans par des centrales renouvelables, [sans préciser d'échéance](#).

De la même manière, l'Australie clora [toutes les centrales au charbon \(63 % du mix\) d'ici à 2040](#). Enfin l'Inde, dépendant à 72 %, souhaite [réduire cette part à 50 % d'ici à 2030](#).

Les raisons du tournant

Dans l'actualité « charbon », on note également que de plus en plus de vieilles centrales charbon (les plus polluantes) fermeront plus tôt que prévu, fermetures prématurées poussées par les alertes climatiques [par exemple en Corée du Sud, aux Pays-Bas](#), mais aussi en Chine.

Malheureusement, les fermetures prévues ne compenseront pas les projets actuellement en cours dans le monde. Si l'on compare les capacités cumulées des centrales en construction avec celles qui vont fermer, on ne note une diminution nette des capacités charbon qu'en Europe, en Amérique Latine et en Amérique du Nord.

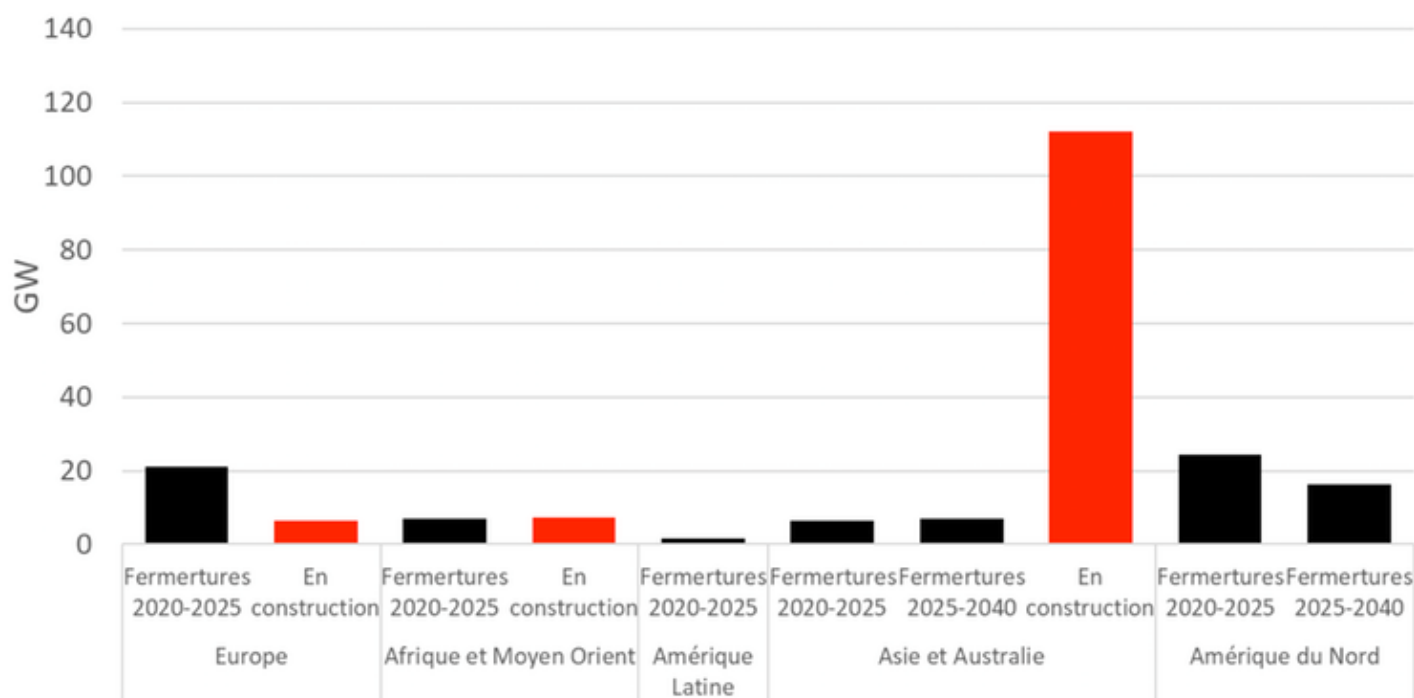


Figure 3 : Capacités agrégées des centrales charbon en fermeture et en construction par région dans le monde.

Dans d'autres régions du monde, la réduction de la consommation du charbon est plutôt due à la découverte et la substitution par d'autres ressources. Par exemple le Maroc ou l'Égypte, qui optent pour des importations de gaz, ou le Chili, qui prévoit une sortie d'ici 2040 avec une fermeture d'un tiers de sa capacité charbon [d'ici à 2024](#). Israël annonce également une sortie définitive du charbon à 2025 du fait de découvertes abondantes de gaz. Le recul du charbon observé aux États-Unis s'explique par le développement et l'abondance d'une autre énergie carbonée, à savoir le gaz de schiste.

Les alertes sur la pollution et le climat, ainsi que les plans nationaux énergétiques, sensibilisent les acteurs privés et les incitent à trouver de nouvelles solutions. La justice kényane a décidé de bloquer un projet contesté de construction d'une centrale de production électrique à charbon (981 MW), à Lamu, un [site classé au patrimoine mondial de l'Unesco](#).

Même si les fermetures des vieilles centrales charbon ne compenseront pas les constructions à venir, ces engagements des plus gros pays consommateurs et producteurs de charbon amorcent la sortie du charbon dans le monde. Mais le déclin du recours au charbon actuellement observé est aussi lié à des phénomènes exogènes conjoncturels.

Le ralentissement de la [croissance en Inde](#) a provoqué en 2019 la première baisse de production d'électricité à partir de charbon depuis dix ans (-2,5 %). De la même manière, l'épidémie actuelle de coronavirus fait déjà chuter les [émissions de CO₂](#) de façon spectaculaire.

Bruno Lapillonne, directeur scientifique d'[Enerdata](#), bureau d'études spécialisé dans le domaine de l'énergie, a participé à la rédaction de cet article.

Acte 6, sauver le climat avec 150 citoyens ?

Michel Sourrouille 9 mars 2020 / Par [biosphere](#)

[Jean-Pierre : ... qui n'y connaissent rien?]

150 Français tirés au sort ont débattu du 6 au 8 mars 2020 de cent cinquante propositions destinées à « changer en profondeur la société ». Ces lycéens, médecins, sapeurs-pompiers ou agriculteurs, âgés de 16 à 81 ans et originaires de toutes les régions françaises, ont auditionné plus d'un centaine d'experts, lu des dizaines de rapports, et poursuivi leurs travaux entre les sessions, en participant à des *webinaires* (« séminaires par Internet »). Les antagonismes ont été particulièrement vifs sur la question de la réduction de la vitesse sur les autoroutes, de l'évolution des régimes alimentaires, de la taxation des entreprises... Mais aussi sur la question de la réduction du temps de travail. A l'inverse, l'idée d'inscrire l'*écocide* et les limites planétaires dans la loi a suscité une ovation. De toute façon le financement est le grand absent des débats. *L'avis de la majorité silencieuse, qui n'est pas intervenue lors des débats, s'exprimera lors du vote final à bulletin secret ; seule une quinzaine de personnes (soit 10 % seulement) ont pris très fréquemment la parole en plénière. Certains citoyens craignent que leurs mesures « deviennent impopulaires, car portées par un gouvernement impopulaire ».* Pour préserver leur héritage, certains membres ont créé une association qui a déjà recueilli une centaine d'adhésions au sein de la convention. « *Quand nous remettrons nos mesures à l'exécutif, nous montrerons que nous restons vigilants par rapport à ce qui en est fait* », explique Grégoire Fraty, et de se féliciter : « *Dans un mois, ce sera la fin de la convention, mais pas des cent cinquante.* »*

Pour en savoir plus, [Convention citoyenne sur l'écologie, acte 5](#)

* LE MONDE du 10 mars 2020, Les citoyens de la convention pour le climat engagés dans un sprint final

PROJET DE LIVRE...

10 Mars 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

Je conseil au gouvernement et à ses membres de faire un ouvrage collectif "L'art de passer pour un con sans peine et sans souffrance".

[Justement](#), à peine certains membres ont-ils dit que la fermeture des frontières n'était "pas efficace", que l'Italie déclare une quarantaine généralisée.

Justement, à peine le gouvernement a t'il dit qu'il n'était pas question d'interrompre les transports en commun que tombaient les nouvelles de Hong-Kong, la pandémie y était jugulée par 2 mesures : plus personne dans les dits transports, et port du masque généralisé. Bon, ici, on n'avait pas de masques. En cas de problèmes on en importerait...

Au tour du [monde](#) de dire des couillonnades sur Idlib, et ses "3 millions d'habitants acculés". Il faudrait leur dire que les 3 millions, avant guerre, c'était plus proche de 1.5 et qu'une bonne partie a déguerpi depuis belle lurette. Pas beaucoup, à peine un million. C'est pas connu ; en général, la population civile ne reste pas sous les bombes, elle s'enfuit. Capiche ??? Vu la situation géographique, une moitié devait être dans la Syrie gouvernementale, et une autre moitié, en Turquie.

Certains s'aperçoivent que devant le coronavirus, les banques italiennes s'effondrent. En réalité, ce qui m'étonne, c'est qu'elles puissent [baisser de 35 %](#). Quand ça vaut zéro, c'est une performance... Parallèle intéressant, c'est pendant la pandémie de peste noire que le secteur bancaire italien s'est effondré, révélant une insolvabilité généralisée des emprunteurs, notamment du roi d'Angleterre, endetté à hauteur de 3 millions de florins, pour un royaume qui n'en valait pas 100 000...

Les schémas de Ponzi finissent toujours par manquer d'argent ? Effectivement. **On ne meurt jamais des dettes qu'on a, on meurt des dettes qu'on ne peut pas ou plus faire...**

Les villes de retraités... se meurent... ça manque désormais d'acheteurs, et ceux-ci sont désargentés. Imaginez la pandémie de coronavirus touchant *sun city*...

La palme et le titre de [champion international](#) revient indubitablement au " Les marchés pourraient être surpris par une croissance négative en Chine"... Là, je me roule par terre... Le plus étonnant, c'est qu'il n'y ait pas de dépression à 2 chiffres. Rebond des 3/4 de la baisse ??? On voit donc, un bon - 25 %...

[La croissance réelle](#) en Chine était de 2 %, maximum, et le [marché automobile](#) s'était fait porter pâle...

[Baston en Australie](#) pour cause de papier chiotte. Comme l'a dit un internaute, le PQ a remplacé la monnaie. On imagine ce que sera la situation quand c'est la nourriture qui manquera...

[Les prix flambent aux USA](#) pour le désinfectant. Ils n'ont pas essayé de se laver les mains à la vodka et au Ouiski ??? ça serait moins cher, non ? Je sens que les alambics vont se multiplier...

CORONAVIRUS 90/03/2020. L'OCCASION ET LE LARRON

Finalement, je suis de plus en plus persuadé de l'hypothèse de la démolition contrôlée de l'économie mondiale. Il ne devait plus y avoir qu'un avionneur ? Il y en aura zéro, et plus guère de transport aérien. Trop risqué financièrement.

Avec des croisiéristes qui ne s'amuse plus guère, et les veaux-passagers, sans doute échaudés par le sort de certaines croisières, alors que finalement, le transport maritime, ça a toujours été risqué. C'est pour lui qu'a été créée la quarantaine, les assurances et les escroqueries à l'assurance. En effet, c'est pendant la seconde guerre punique, qu'on s'est aperçu que des navires avaient été spécialement construits pour pouvoir être coulé. C'est le contribuable romain qui assurait pour les liaisons avec l'Espagne.

[Dans le cas du pétrole](#), je crois qu'à Moscou, on n'a pas laissé passer sa chance de planter les cours du pétrole. Comme dans les années 1980, les USA avaient fait baisser le cours du pétrole pour planter l'URSS, ici, c'est le retour d'ascenseur de la Russie. Avec un impact atomique sur les cours de bourse, et l'économie mondial. Pan dans les dents de blackrock.

Si le grand Bruno vient de dire que l'impact du coronavirus sur l'économie sera "sévère", c'est encore un incurable optimiste. Pour ce qui est de la pharmacie, on revient à l'artisanat. Le gel Hydro-alcoolique sera fabriqué dans les officines, et non coûteusement importé... Pan dans les dents aussi, de l'économie de marché. Les prix seront fixés. Bientôt [le pharmacien](#) fabriquera des antibiotiques dans son garage. La bimbo ses fringues avec sa singer...

Domage qu'on ait jeté les fringues à ma mère grand.

Cette épidémie de coronavirus provoquera-t-elle une nouvelle crise financière et un effondrement économique effroyable ?

par Michael Snyder 5 mars 2020

Malheureusement, d'autres points chauds commencent également à apparaître. Le nombre total de cas en Californie est passé à 53, et le nombre de cas à New York vient de doubler...

La Californie a déclaré l'état d'urgence après un décès lié à un coronavirus et 53 cas confirmés dans l'État. Le nombre d'infections à New York a également doublé du jour au lendemain pour atteindre 22, alors que l'État intensifie ses tests.

Comme on pouvait s'y attendre, les actions américaines ont plongé jeudi alors que les mauvaises nouvelles arrivaient. À la fin de la séance, le Dow Jones Industrial Average avait perdu 969 points...

Les actions ont plongé jeudi, effaçant la plupart des gains importants de la session précédente, les marchés étant restés très volatils face à la propagation rapide du coronavirus.

Le Dow Jones Industrial Average a terminé la journée à 969,58 points, soit 3,5 %, en baisse à 26 121,28 après avoir atteint près de 1 150 points à son plus bas niveau de la séance. Le S&P 500 a baissé de 3,3 %, soit 106,18, à 3 023,94 et le Nasdaq Composite a chuté de 3,1 %, soit 279,49, à 8 738,60. Les 11 secteurs du S&P ont terminé la journée dans le rouge. Les actions ont fortement chuté, le rendement du Trésor à 10 ans ayant atteint son plus bas niveau en dessous de 0,9 %.

C'est précisément le genre de comportement sauvage du marché auquel nous avons assisté pendant la crise financière de 2008. Un jour, les actions étaient à la baisse, et le lendemain, elles étaient à la hausse. Lorsque nous constatons une volatilité extrême comme celle-là, cela indique clairement que les investisseurs sont très nerveux.

Après avoir observé ce qui s'est passé jeudi, un trader a décrit le comportement actuel du marché comme étant "un super-puke" ...

En observant les marchés aujourd'hui - alors que le Dow a chuté de 1000 points, les rendements du Trésor se sont effondrés à des niveaux records, les marchés du crédit ont implosé et les demandes d'une plus grande intervention de la Fed ont explosé - un trader chevronné a fait la remarque suivante : "cela devient un super-puke".

Bien sûr, si cette épidémie de coronavirus commence à s'estomper, il est tout à fait possible que les marchés se calment.

Mais cela ne s'est pas produit jusqu'à présent, et les experts avertissent que nous devrions nous attendre à une plus grande volatilité des marchés à l'avenir. En voici un exemple...

"Nous nous attendons à ce que les marchés restent volatils", a déclaré Mark Haefele, directeur des investissements chez UBS Global Wealth Management, dans une note. "La nature évolutive de la menace du coronavirus - à la fois réelle et perçue - n'est pas encore quantifiable et, en tant que telle, la réponse politique mondiale actuelle ne peut pas être immédiatement jugée suffisante ou insuffisante pour restaurer la confiance des investisseurs à court terme".

Pendant ce temps, la crainte que cette épidémie de coronavirus a créée frappe l'économie réelle de manière extrêmement dure.

En fait, le PDG de Southwest Airlines affirme que sa compagnie "a perdu plusieurs centaines de millions de dollars en une semaine" parce que les gens ont tellement peur de voyager en ce moment...

Le PDG de Southwest Airlines, Gary Kelly, a déclaré jeudi à CNBC que la compagnie avait perdu plusieurs centaines de millions de dollars en une semaine en raison d'une baisse des réservations dans un contexte de craintes croissantes concernant COVID-19. Kelly a ajouté que le déclin était "perceptible" et "précipité" et qu'il a continué à décliner quotidiennement.

Nous voyons des choses similaires se produire dans les industries les unes après les autres.

Que se passera-t-il donc si cette épidémie continue de s'intensifier dans les mois à venir ?

Il va sans dire que nous pourrions bientôt être confrontés au pire des scénarios pour l'économie mondiale. Selon Egon von Greyerz, la fête est en effet "terminée" et nous nous dirigeons vers la pire crise économique que chacun d'entre nous ait jamais connue...

C'est ça ! La fête est terminée. Le monde est maintenant confronté à la plus grave récession économique et sociale des temps modernes (XVIIIe siècle). Nous entrons maintenant dans une période de crise mondiale qui changera le monde pour très longtemps. Cela ne devrait pas surprendre les personnes qui ont étudié l'histoire et qui ont également lu mes articles ces dernières années. Beaucoup d'autres ont également mis en garde contre la même chose. Mais comme les HSH ne parlent jamais des excès dans le monde ou des risques, 99,9 % des gens ne sont absolument pas préparés à ce qui va suivre.

A-t-il raison ?

Nous verrons bien.

Il serait merveilleux que ce virus disparaisse et que la vie puisse reprendre son cours normal. Malheureusement, cette crise semble s'aggraver de jour en jour.

Le jeudi matin, la police a été appelée à se rendre dans un Costco du sud de la Californie parce que "le papier toilette, les serviettes en papier et l'eau en bouteille étaient en rupture de stock"...

Les députés ont répondu au Chino Hills Costco à 10h15 jeudi matin après avoir reçu un rapport de perturbation, a déclaré une porte-parole du département du shérif du comté de San Bernadino à DailyMaill.com.

Sur place, les députés ont appris qu'"un grand nombre de clients étaient mécontents" de la rupture de stock de produits tels que le papier toilette, les serviettes en papier et l'eau en bouteille, a déclaré Cindy Bachman, responsable de l'information publique.

Partout en Amérique, les gens ont accumulé des stocks de produits essentiels comme des fous. Si les gens sont déjà aussi délirants, comment vont-ils agir une fois que les choses commenceront à aller vraiment mal ?

Il était inévitable que les prix des actions s'effondrent par rapport aux niveaux ridiculement élevés que nous avons connus au début de l'année.

Et le prochain ralentissement économique se prépare depuis très longtemps.

Mais aujourd'hui, les événements commencent à se dérouler à un rythme absolument époustouflant, et il semble que nos vies à tous soient sur le point de changer de manière radicale.

SECTION ÉCONOMIE



Peter Schiff: "Nous sommes au bord d'une crise financière bien plus grave que celle de 2008 !"

Publié le 10 mars 2020 à 11:30:35 / 19 commentaires / 24 756 vues

Le dimanche 1er mars 2020, Peter Schiff était apparu sur Fox News pour discuter des marchés et des turbulences économiques découlant de l'épidémie de coronavirus.... Lire la suite



Panique ce soir à Wall Street ! L'indice CNN de la Peur évolue à un niveau Extrêmement élevé !!

Publié le 9 mars 2020 à 22:47:49 / 2 commentaires / 1 040 vues

A Wall Street, c'est la panique ce soir! N'oubliez pas également que la dette sur marge (actions achetées à crédit) sur le NYSE demeure extrêmement élevée... Lire la suite



Le Dow Jones est en chute de 8% ! La plus importante baisse depuis 1987... C'est historique !!

Publié le 9 mars 2020 à 22:08:07 / 13 commentaires / 1 483 vues

Le Dow Jones vient d'enregistrer de nouveaux plus bas ce jour, avec une baisse de 2100 points, soit une chute de plus de 8%. Peter Schiff: "Nous sommes au bord... Lire la suite



Les marchés actions européens ne se sont jamais autant effondrés (-22,5%) depuis la faillite de Lehman,... Marché baissier enclenché !

Publié le 9 mars 2020 à 22:39:11 / 3 commentaires / 1 042 vues

Les marchés actions européens viennent de subir leur pire chute depuis la faillite de Lehman Brothers en octobre 2008, tandis que le cours du pétrole

s'effondre et... Lire la suite



Aucune banque ne rendra leur argent aux déposants en cas de très grave crise financière !!

Publié le 10 mars 2020 à 12:00:54 / 15 commentaires / 9 191 vues

Je sais que très peu de gens croient cela. Car s'ils y croyaient, ils ne détiendraient pas environ 250 000 milliards \$ d'actifs dans le système financier, en plus des... Lire la suite



Italie: Ce n'est plus 15 Millions mais 60 Millions d'habitants qui sont désormais placés en quarantaine !

Publié le 10 mars 2020 à 13:00:10 / 3 commentaires / 283 vues

Pour enrayer la propagation du coronavirus, le gouvernement italien a annoncé lundi 9 mars que les 60 millions d'habitants étaient désormais placés en quarantaine.... Lire la suite



Les banques centrales ont imprimé 4 \$ pour obtenir une augmentation de 1\$ du PIB

Publié le 10 mars 2020 à 10:00:16 / 2 commentaires / 283 vues

Les banques centrales ont un avantage majeur ; elles n'ont pas besoin de nouveaux investisseurs pour payer les anciens. Au lieu de cela, elles disposent d'une... Lire la suite



Remplir le réservoir de l'économie avec des bouts de papier sans valeur ne créera jamais un système financier sain

Publié le 10 mars 2020 à 09:00:53 / 1 commentaire / 233 vues

C'est ce qu'on appelle tourner à vide. Remplir le réservoir de l'économie avec des bouts de papier sans valeur ne créera jamais un système financier sain ou de la... Lire la suite



Krach des marchés...

Publié le 10 mars 2020 à 08:00:03 / 3 commentaires / 1 301 vues

Hier lundi, les marchés américains et mondiaux se sont littéralement effondrés avec le pétrole. Il y a des mois que l'économie américaine donnait des signes de... Lire la suite



Anton Brender: "Les marchés pourraient être surpris par une croissance négative en Chine !"

Publié le 10 mars 2020 à 07:30:09 / 4 commentaires / 747 vues

L'épidémie pourrait accélérer à travers le monde selon l'OMS, après le cas de ce britannique contaminé à Singapour et qui l'a transmis à des... Lire la suite



Attention ! Les systèmes de Ponzi finissent toujours par manquer d'argent !!

Publié le 10 mars 2020 à 06:00:22 / 0 commentaire / 523 vues

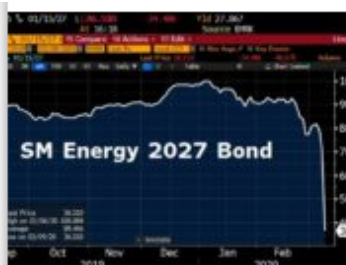
Les banques centrales ont détruit le système financier international, car elles pensent pouvoir contrôler le monde via l'impression monétaire illimitée et... Lire la suite



L'Indice des banques italiennes s'effondre littéralement ! -35,68% en près d'1 mois !!

Publié le 10 mars 2020 à 00:54:09 / 1 commentaire / 834 vues

L'Indice des banques italiennes s'effondre littéralement ! -35,68% en près d'1 mois !! Charles Gave: "Le système bancaire italien est en faillite !"... Lire la suite



CARNAGE sur les obligations du secteur de l'énergie notées spéculatives... 1 Exemple: SM ENERGY BONDS avec près de -50%

Publié le 9 mars 2020 à 23:47:38 / 1 commentaire / 573 vues

CARNAGE sur les obligations du secteur de l'énergie notées spéculatives... 1 Exemple: SM ENERGY BONDS avec près de -50% Thami Kabbaj: "Le coronavirus

a... Lire la suite



Thami Kabbaj: "Le coronavirus a déclenché un SÉISME sur les cours du pétrole !"

Publié le 9 mars 2020 à 23:08:29 / 0 commentaire / 859 vues

Le coronavirus a déclenché un séisme de sur les cours du pétrole. Ce lundi, le pétrole a connu une baisse historique. Du jamais vu depuis la première guerre du Golfe de... Lire la suite



Peter Schiff: "Les gouvernements ne font qu'aggraver la situation !"

Publié le 9 mars 2020 à 20:00:54 / 0 commentaire / 731 vues

La semaine dernière, c'était les montagnes russes à Wall Street. En plein milieu de cette folie boursière, Peter Schiff est apparu dans l'émission "RT Boom... Lire la suite



Lundi noir et krach boursier.

Publié le 9 mars 2020 à 16:00:55 / 8 commentaires / 2 361 vues

Dans l'article ci-dessous de novembre 2019 je vous disais qu'il y aurait au moins une consolidation plus ou moins violente de l'ordre de 15 à 20 % pour le mois de... Lire la suite

Krach des marchés...

Le 10 Mar 2020 à 08:00:03 / 3 Commentaires / 1 305 vues

👍 0 👎 0 ⓘ Noter

Hier lundi, les marchés américains et mondiaux se sont littéralement effondrés avec le pétrole. Il y a des mois que l'économie américaine donnait des signes de faiblesse. Le coronavirus n'est que la pointe de l'iceberg.



https://www.youtube.com/watch?v=oikN2amH1UM&feature=emb_logo

Panique ce soir à Wall Street ! L'indice CNN de la Peur évolue à un niveau Extrêmement élevé !!

Le 09 Mar 2020 à 22:47:49 / 2 Commentaires / 1 041 vues

👍 0 👎 0 ⓘ Noter



A Wall Street, c'est la panique ce soir! N'oubliez pas également que la dette sur marge (actions achetées à crédit) sur le NYSE demeure extrêmement élevée à plus de 560 milliards de dollars, ce qui en cas de sell-off (vente massive) pourrait entraîner un effet domino et donc un effondrement des marchés actions. Comme vous pouvez l'observer ci-dessous, l'indice CNN de la peur tutoie des sommets avant l'ouverture des

marchés Lundi. Par ailleurs, conservez en tête que c'est du jamais vu en 50 ans ! La bulle boursière est devenue tellement grosse que même Goldman Sachs s'inquiète !. Très récemment, l'économiste américain "Peter Schiff" a expliqué que nous étions au bord d'une crise financière bien plus grave que celle de 2008 !

Fear & Greed Index

What emotion is driving the market now?



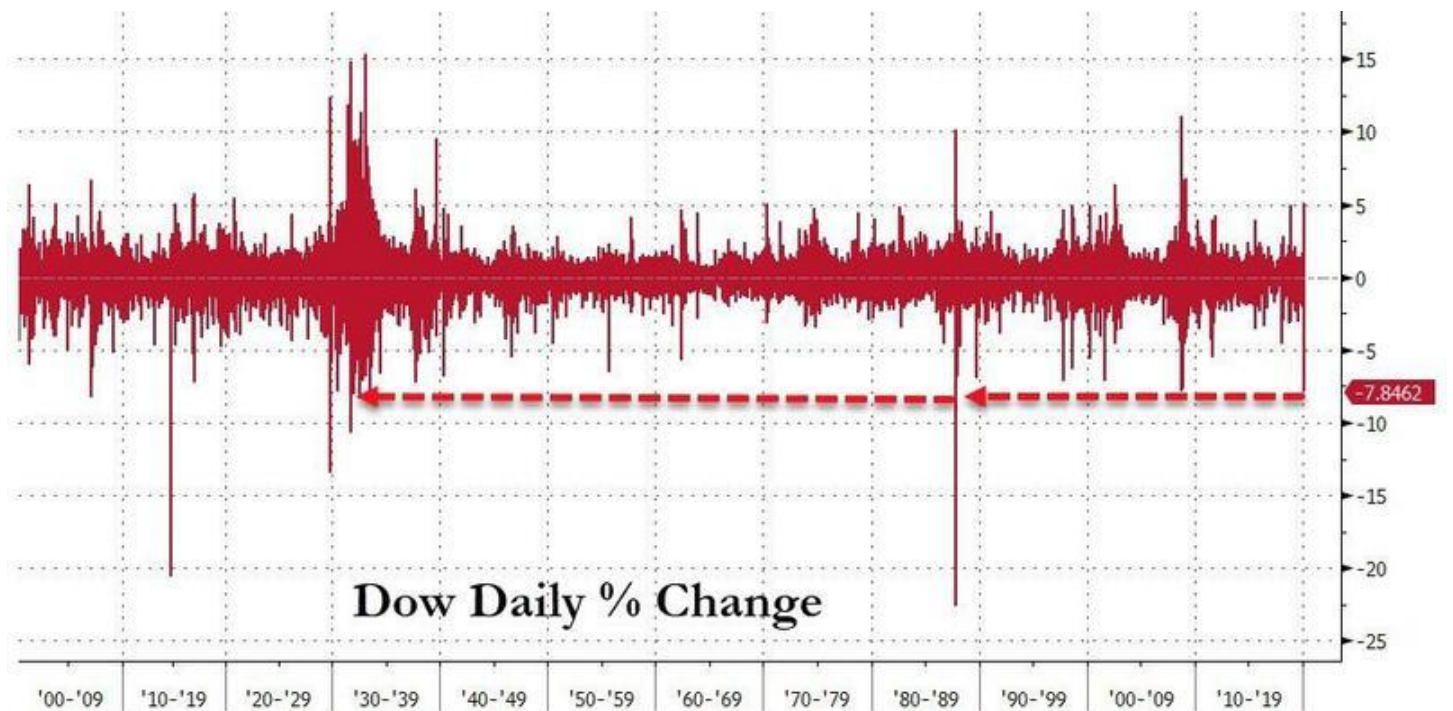
Le Dow Jones est en chute de 8% ! La plus importante baisse depuis 1987... C'est historique !!

ZeroHedge.com Le 09 Mar 2020

Le Dow Jones vient d'enregistrer de nouveaux plus bas ce jour, avec une baisse de 2100 points, soit une chute de plus de 8%.



Si cela se vérifie, ce sera la plus grande baisse journalière du marché jamais enregistrée depuis le Krach d'octobre 1987...



En résumé, y a pas grand chose à rajouter, c'est historique !

Thami Kabbaj: "Le coronavirus a déclenché un SÉISME sur les cours du pétrole !"

Le 09 Mar 2020 à 23:08:29 / 0 Commentaire / 864 vues

👍 1 🗨 0 ⓘ Noter



Le coronavirus a déclenché un séisme de sur les cours du pétrole. Ce lundi, le pétrole a connu une baisse historique. Du jamais vu depuis la première guerre du Golfe de 1991. Mais au-delà de cette baisse violente, cela permet de mettre en évidence les conséquences extrêmement négatives du coronavirus sur l'économie mondiale. Je vous donne mon avis dans cette vidéo.



https://www.youtube.com/watch?v=Wb-ifgQMORM&feature=emb_logo

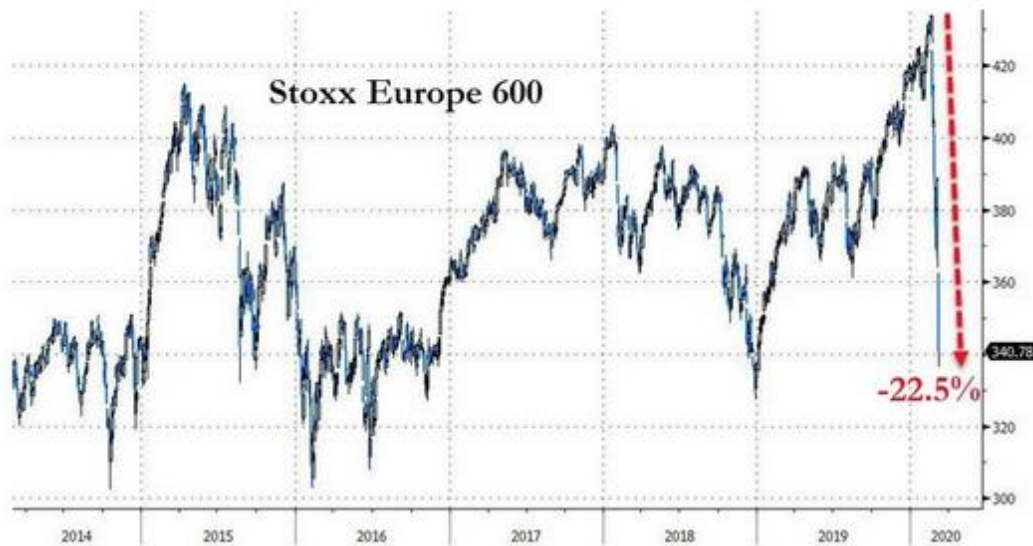
Les marchés actions européens ne se sont jamais autant effondrés (-22,5%) depuis la faillite de Lehman,... Marché baissier enclenché !

Le 09 Mar 2020 à 22:39:11 / 3 Commentaires / 1 045 vues

👍 2 🗨 0 ⓘ Noter

Les marchés actions européens viennent de subir leur pire chute depuis la faillite de Lehman Brothers en octobre 2008, tandis que le cours du pétrole s'effondre et que le chaos instauré par l'épidémie de Covid-19 continue de se propager à travers la planète...

L'indice STOXX Europe 600 est maintenant en chute libre de plus de 22,5%. On est passé dans un marché baissier alors que ce dernier tutoyait des sommets il y a encore 3 semaines.



Krach Boursier en Europe !... La récession est "En Marche" !! Peter Schiff: "Nous sommes au bord d'une crise financière bien plus grave que celle de 2008 !"

Ca vend de partout !!

Peter Schiff: "Nous sommes au bord d'une crise financière bien plus grave que celle de 2008 !"

Source: [schiffgold](https://schiffgold.com) Le 10 Mar 2020



Le dimanche 1^{er} mars 2020, Peter Schiff était apparu sur Fox News pour discuter des marchés et des turbulences économiques découlant de l'épidémie de coronavirus. Peter Schiff avait expliqué que c'était la Fed le problème, et non le coronavirus. Tout ce que la Réserve Fédérale a fait depuis 2008 n'a fait qu'aggraver la situation et nous devons tous nous attendre désormais à une crise bien plus grave encore.

Peter a démarré l'interview en expliquant que malgré les fortes baisses de la semaine précédente, le marché boursier américain était encore considérablement surévalué.

Peter Schiff: *“Les marchés actions étaient administrés à la perfection, mais désormais, c'est clairement à oublier. Le plus gros problème économique n'a rien à voir avec coronavirus lui-même. Si les fondamentaux de l'économie américaine étaient sains, ce virus ne la rendrait pas malade. Non, le véritable problème c'est la Fed, puisque elle a maintenu ses taux si bas, et depuis si longtemps afin de stimuler artificiellement l'économie que cela a fait enfler une gigantesque bulle spéculative, et le coronavirus pourrait très bien être l'aiguille qui la fera éclater. Le problème n'est pas la taille de l'aiguille aussi petite soit elle mais bien l'ampleur de la Bulle que l'aiguille va piquer !”*

Le présentateur a souligné que le président Trump pense que les taux sont artificiellement élevés. Ce dernier veut des réductions de taux. Peter sourit...

Peter Schiff: *“Oui oui. Bien sûr, le président veut maintenir cette bulle gonflée quelques temps encore afin d'être réélu. Mais si vous vous souvenez, quand il était candidat et qu'Obama était encore au pouvoir, il était très critique à l'égard des politiques monétaires de Janet Yellen. Regardez, tout ce qu'a entrepris la Fed depuis la dernière crise financière de 2008 n'a fait qu'exacerber les problèmes qui avaient été à l'origine de cette crise, c'est pourquoi nous sommes au bord d'une crise beaucoup plus importante encore et c'est la raison pour laquelle l'éclatement de cette bulle est si risquée. Et si la Fed, bien sûr, retourne à la planche à billets et baisse à nouveau ses taux, et bien, tout cela reviendra à jeter de l'essence sur le feu qu'elle a elle-même allumé.”*

Marco Rubio a reproché à la Chine de mettre le monde en danger par le coronavirus, affirmant que les Chinois font plus attention à leur image qu'à la maîtrise du virus. Mais comme Peter l'a souligné, les États-Unis sont eux-mêmes confrontés à de nombreux problèmes.

Peter Schiff: *“Bon soyons sérieux une minute, regardez, le gouvernement chinois n'est pas responsable de nos énormes déficits budgétaires, de nos déficits commerciaux, et du fait que la Fed ait fait gonfler la bulle boursière ou la bulle obligataire. C'est nous et nous sommes responsables de tout cela. Nous avons poursuivi ces politiques monétaires qui ont rendu notre économie si vulnérable. Je veux dire, nous n'avons rien fait en prévision de temps plus difficiles et maintenant, au moindre choc, nous aurons un crash.”*

Aucune banque ne rendra leur argent aux déposants en cas de très grave crise financière !!

Source: or.fr Le 10 Mar 2020



Je sais que très peu de gens croient cela. Car s'ils y croyaient, ils ne détiendraient pas environ 250 000 milliards \$ d'actifs dans le système financier, en plus des 1 500 000 milliards \$ de produits dérivés dans le système bancaire.

Les actions des banques en Europe, qu'il s'agisse de Deutsche Bank en Allemagne ou de Monte Paschi en Italie, continuent de végéter à des plus bas historiques. Comme je l'ai expliqué dans un précédent article, les prix des actions de la plupart des banques européennes, ainsi que celles de plusieurs banques américaines, comme Citigroup ou Bank of America, se sont effondrés de 38-85% depuis 2006, et ils se dirigent vers ZÉRO. Les prêts à la consommation grimpent toujours de façon exponentielle. Les prêts étudiants aux États-Unis représentent maintenant plus de 1 638 milliards de dollars, en ayant SEULEMENT triplé depuis 2006. Le taux de délinquance sur ces prêts augmente aussi, vu que la majorité des étudiants ne trouvent pas d'emploi.

Remplir le réservoir de l'économie avec des bouts de papier sans valeur ne créera jamais un système financier sain

Source: or.fr Le 10 Mar 2020



C'est ce qu'on appelle tourner à vide. Remplir le réservoir de l'économie avec des bouts de papier sans valeur ne créera jamais un système financier sain ou de la véritable richesse.

Comment les banques centrales vont-elles s'en sortir ? Le problème, c'est qu'elles n'y parviendront pas. Elles pensent pouvoir continuer à jouer le même jeu, à savoir élargir l'offre de crédit et maintenir des taux d'intérêt bas. Malheureusement, elles échoueront lamentablement. Si elles avaient étudié l'histoire, elles le sauraient. Au lieu de cela, elles font preuve d'une arrogance remarquable en croyant que c'est différent aujourd'hui. En se basant sur une période relativement courte de l'histoire, qui débute lors de la création de la Fed en 1913, elles peuvent effectivement affirmer qu'elles ont juste depuis plus de 100 ans.

Les banques centrales ont imprimé 4 \$ pour obtenir une augmentation de 1\$ du PIB

Source: or.fr Le 10 Mar 2020



Les banques centrales ont un avantage majeur ; elles n'ont pas besoin de nouveaux investisseurs pour payer les anciens. Au lieu de cela, elles disposent d'une planche à billets (ou de sa version électronique moderne), qui leur permet d'imprimer de l'argent à volonté dès que nécessaire. Depuis le début de la dernière crise, les banques centrales ont doublé l'encours de la dette mondiale, qui est passé de 125 000 milliards \$ en 2006 à 260 000 milliards \$ aujourd'hui.

135 000 milliards \$ ont été créés à partir de rien, sans que personne n'ait eu besoin de travailler ou de produire des biens. L'argent est simplement tombé du ciel ou a jailli des ordinateurs.

Il suffit de comparer ce faux argent fabriqué au PIB mondial.

En 2006, le PIB mondial était de 51 000 milliards \$ et la dette de 125 000 milliards \$, ce qui représentait 245% du PIB. Aujourd'hui, le PIB est de 87 000 milliards \$ et la dette de 260 000 milliards \$. Cela signifie que le PIB mondial a augmenté de 36 000 milliards \$ depuis 2006, mais qu'il a fallu imprimer 135 000 milliards \$ pour y parvenir, soit un montant quatre fois supérieur à l'augmentation du PIB. Ainsi, pour chaque dollar d'augmentation du PIB, 4 \$ ont dû être imprimés.

	2006	2019	Increase
Global GDP	\$ 51 t	\$ 87 t	+ \$36 t
Global Debt	\$ 125 t	\$ 260 t	+ \$135 t
Debt / GDP	245%	334%	Debt up 3.85x GDP increase

Attention ! Les systèmes de Ponzi finissent toujours par manquer d'argent !!

Source: or.fr Le 10 Mar 2020



Les banques centrales ont détruit le système financier international, car elles pensent pouvoir contrôler le monde via l'impression monétaire illimitée et l'expansion du crédit. Comme tous les systèmes de Ponzi, la pyramide actuelle ne fonctionne qu'en faisant "toujours plus de la même chose". Charles Ponzi et Bernie Madoff pourraient au moins voler l'argent des nouveaux investisseurs pour payer les anciens. Cela dit, un système de Ponzi a un grand désavantage par rapport à une banque centrale. Au bout d'un moment, le système de Ponzi manque de nouveaux investisseurs et l'ensemble de la pyramide s'effondre, et tout le monde perd tout.

« Enfin le krach est là ! Bonne nouvelle »

par [Charles Sannat](#) | 10 Mar 2020

Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Sur les marchés boursiers c'est la Bérézina.

Les marchés n'ont pas baissé pendant toute la première partie de cette épidémie.

Janvier et février ont été des mois finalement très calmes malgré une petite secousse bien vite stoppée.

La grande idée qui dominait dans le public était « ce n'est qu'une petite grippette ». Le pendant sur les marchés était « cela ne va pas durer bien longtemps » et les effets de cette crise sur la Chine et l'économie du monde seront MTR. MTR pour « maîtrisables, temporaires et réversibles ».

Finalement en ce mois de mars 2020, cela ne semble pas du tout MTR... cela ressemble même furieusement à une situation pas du tout maîtrisée, à des effets qui commencent à durer sacrément longtemps, quand à la « réversibilité », il est bien trop tôt pour dire quoi que ce soit si ce n'est que cette crise laissera des traces durables sur l'organisation des flux physiques de l'économie réelle.

Si les marchés prennent conscience depuis une semaine de cette crise, au niveau des populations, le « ce n'est qu'une grippette » vit ses derniers jours en France. D'ici la fin de la semaine, la grippette commencera à sembler sacrément « carabinée ». Aux Etats-Unis ce sera sans doute une semaine plus tard, mais globalement d'ici 15 jours il sera difficile de cacher une situation, que tout le monde redoute, à « l'italienne » avec saturation du système de santé, et donc une hausse sensible de la mortalité. Je vous invite à l'article intitulé « nous devons choisir qui sauver »... car il n'y a pas de respirateurs pour tout le monde.

Les marchés ont commencé à comprendre que l'économie était à l'arrêt en Chine (toujours et que la reprise est aussi fastidieuse que lente), qu'elle était en train de s'arrêter en Europe, et que cela allait suivre aux Etats-Unis.

C'est un krach à tiroirs que nous allons vivre.

1er tiroir depuis 15 jours avec une baisse qui n'est pas une débâcle. C'est la phase de « saine correction ».

2ème tiroir sous nos yeux avec une baisse qui s'accélère et qui fait passer le mouvement de « correction » à « krach » par l'ampleur des mouvements. C'est l'effet Italie.

3ème tiroir. Il va y avoir l'effet France et Allemagne en Europe, les deux plus grandes économies de la zone euro. Si France et Allemagne doivent freiner l'activité, alors... ce sera compliqué pour l'Europe et donc pour les marchés. 10 % en moins encore voire 15 %.

4ème tiroir. Les Etats-Unis. Lorsque les USA vont commencer à « tousser » massivement à cause du coronavirus, les marchés vont terriblement se moucher. A tel point que là nous avons un potentiel de baisse de 20 %.

Puis le 5ème tiroir sera l'excès baissier symétrique aux excès haussiers de ces dernières années. Potentiel jusqu'à 20% de plus.

Les marchés peuvent donc potentiellement encore baisser de 30 à 50 %. Ce n'est pas une certitude, c'est une éventualité. Si ce n'est finalement qu'une grippette, la baisse sera vite enrayée et nous repartirons bien vite vers de nouveaux sommets. Ce n'est pas mon scénario central.

D'ailleurs, regardez le VIX



Le VIX c'est l'indice « de la peur ». Enfin c'est le surnom, en vrai, c'est l'indice qui mesure la volatilité ou le degré de « fluctuation » des cours.

Il vient d'égaliser le sommet 2011/2012 qui était le moment des pires craintes liées à une potentielle explosion de la zone euro en raison du problème grec à l'époque.

Ce n'est pas bon signe évidemment, mais nous devrions surtout très rapidement atteindre les sommets de 2008/2009 et sans doute même les dépasser.

Cela implique que vous aurez des séances de baisse de 10 % par exemple suivies de hausses de 8 % tout aussi spectaculaires mais dans une tendance baissière lourde.

Faut-il sortir des marchés ?

Je n'ai aucun conseil à vous donner, car je n'ai pas le droit de donner des conseils personnalisés. Disons simplement que si c'était mes sous et mes actions, je vendrais sur un rebond purement technique. Puis j'attendrais une baisse de 30 à 40 % sur les indices avant de revenir sur des valeurs telles que celles que je vous avais listées dans mon [dossier spécial de janvier 2020 « Actions-Obligation du rendement à acheter en cas de correction »](#) où l'on attendait la correction.

Pour ceux qui veulent en savoir plus [c'est ici](#).

Les krachs sont toujours, toujours une opportunité et donc une bonne nouvelle patrimoniale sauf si...

Les krachs boursiers sont de véritables opportunités pour se constituer des portefeuilles à bon prix. Soyez donc très attentifs. La logique que j'avais expliquée dans mon dossier spécial était assez simple.

Soit ce n'est qu'un mauvais moment à passer et c'est donc une opportunité évidente d'achat puisque cela repartira de l'avant après la crise d'ici quelques semaines ou quelques mois, parce que l'on trouvera un vaccin, parce que ce ne sera pas si grave, ou encore parce que le bon docteur Raoult réussira à guérir tout le monde avec ses petits comprimés pas chers à la chloroquine et vous gagnerez beaucoup de sous.

Soit, ce n'est pas un mauvais moment mais une terrible pandémie, et les cours iront tester des plus bas jamais vus. Dans un tel cas, votre problème ne sera en aucun la valeur de votre PEA, mais votre PEBC qui est votre « plan épargne boîtes de conserve ». La valeur de la monnaie, de vos actions, ou encore de vos placements sera le dernier de vos soucis, car, les billets ne se mangent pas.

Par conséquent et logiquement, parce que pour ceux qui ont un peu de sous, vous n'allez pas acheter pour 30 000 euros de raviolis bio même excellents de chez Carrefour, ce qui est difficile à stocker, même dans une grande maison. L'achat de belles valeurs de rendement dans un monde de taux qui resteront à zéro encore plus longtemps en raison de cette crise sanitaire, est, et sera une excellente idée patrimoniale... si le sort nous est collectivement favorable ce qui est à souhaiter bien évidemment. Alors soyez prêts à passer à l'achat. Je rappelle également à tous ceux qui ont une entreprise qu'acheter des actions pour la trésorerie d'entreprise c'est parfaitement légal ! A bon entendeur... Pour vous abonner à la lettre STRATEGIES et avoir accès à l'ensemble des dossiers dont le dossier spécial de janvier 2020 « Actions-Obligation du rendement à acheter en cas de correction » [c'est directement ici](#).

Pour aller plus loin la vidéo « Pourquoi la crise sera bien pire de 2008 ».

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. **Préparez-vous !**

Bruno le Maire finalement « croissance à l'arrêt en France »... Non Bruno, une récession... une ...

Non mon cher Bruno, ce ne sera pas une baisse de croissance de 0.1% en « première estimation » selon les modèles de « Bercy » qui eux ont des masques FFP2 et pas nos médecins.

On voit bien où l'Etat met ses priorités.

D'abord lever l'impôt... ensuite équiper les médecins...

Bref, ensuite Bruno, a dit que finalement l'impact serait plus important.

Puis aujourd'hui c'est le coronavirus va mettre la croissance française quasi à l'arrêt en début d'année.

« L'impact du coronavirus « sera sévère sur la croissance française en 2020 » et touchera aussi l'emploi, a prévenu le ministre de l'Economie Bruno Le Maire »

Et bien non, je peux vous annoncer qu'au rythme où vont les choses, c'est une récession, et une énorme, une monumentale récession qui est déjà là et qui va frapper le monde en général et notre pays en particulier.

Il convient de prendre des mesures très fortes et très énergiques pour sauver le commerce, sauver les entreprises, sauver les banques et aussi sauver les ménages.

Il faudra recourir à un déficit budgétaire sans précédent, dont le montant peut avoisiner les 100 milliards d'euros chaque mois ! Vous avez bien lu.

Il faut accepter de payer les gens à rester chez eux, il faut accepter de prendre en charge les loyers commerciaux, il faut assurer le versement de tous les salaires directement via les entreprises, bref, il faut qu'aucune entreprise ne fasse faillite pour préserver le potentiel de reprise.

Et le déficit me direz-vous ?

Aucune importance.

La BCE paiera.

Charles SANNAT

L'Italie veut éviter « l'infarctus économique »

L'Italie tente d'éviter « l'infarctus économique » explique l'AFP dans cet article puisque « déjà vacillante, l'économie italienne risque de tomber en récession, l'épidémie de coronavirus paralysant les régions les plus productives du pays, frappées par des mesures de restriction ».

« Les mesures restrictives qui ont été prises concernant des territoires d'une grande importance pour l'économie italienne auront des conséquences sur les activités économiques liées aux transports, au divertissement et à la vie sociale », a reconnu lundi le ministère italien de l'Economie dans un communiqué.

« Il faut souligner cependant que les activités de production et l'administration publique continueront à fonctionner normalement », rappelle le ministère.

La bourse de Milan a perdu plus de 11 % hier alors que l'ensemble des bourses européennes chutait.

Avec tout le nord en confinement, qui est la plus grande zone industrielle italienne, cela va être très compliqué pour l'économie italienne, mais pas que. Le problème est européen et mondial.

Charles SANNAT

Pétrole, les idiots ont encore frappé, les responsables ne sont pas là où on le croit. Les paris idiots.

Bruno Bertez 9 mars 2020

Baisse du pétrole, bien sûr on va dire que c'est la faute aux Russes!

Les Russes n'ont pas fait chuter le pétrole ils ont refusé de le soutenir, nuance!

Mais cela fait plusieurs semaines que le pétrole est bizarre et que le marché est vulnérable si on l'examine de près.

Le pétrole à un quadruple problème:

-d'offre

-de demande

-de spéculation

-de financement

Le problème du pétrole est un reflet, un symptôme de tout ce qui ne va pas dans l'économie mondiale et ce qui se passe n'a rien d'étonnant, le seul étonnement c'est la date, le moment choisi.

A force de vouloir tuer l'économie ancienne, l'économie carbone, sans avoir une économie nouvelle en rechange, on casse tout et on ruine tout; Greta doit jubiler!

Vous imaginez les pertes sur les investissements subventionnés en énergies renouvelables et celles dans l'imbécile fracking américain;

La baisse du pétrole c'est cela, l'imbécilité de ceux qui gouvernent .

La baisse du pétrole c'est cette image, celle de paris idiots.



Et les autorités voudraient que vous confiiez tout votre argent aux banques

Bruno Bertez 9 mars 2020

Les banques allemandes au plus bas des plus bas de tous les temps!

Contemplez la chute; les banques françaises ne sont pas plus saines ou plus solvables mais cela se voit moins.

Et les autorités voudraient que vous confiiez tout votre argent aux banques, que vous n'ayez plus d'argent liquide.

L'argent en banque c'est un pari sur la solidité de la banques, les billets de banque c'est la garantie des Contribuables, laquelle préférez vous?



Beau rebond sous la conduite (normale) du pétrole. Il faut laisser le complexe du tout en bulles trouver son équilibre interne.

Bruno Bertez 10 mars 2020

Beau rebond sous la conduite (normale) du pétrole.

Cela semble paradoxal mais hier en fin de journée, les commentateurs de qualité avaient souligné un point positif: les gouverneurs de la Fed s'étaient abstenus d'intervenir et de dire n'importe quoi, selon ces commentateurs ce silence avait contribué à permettre au marché de retrouver un relatif équilibre.

Cela ne nous étonne guère car la baisse des taux de 50 pbs faite en panique par Powell avait eu un effet négatif et les autorités n'avaient pas manqué de s'en apercevoir.

La baisse des bancaires et financières fait réfléchir, et c'est positif: les marchés craignent les taux négatifs pour ce secteur, et si la perspective de taux négatifs s'éloigne, cela relâche la pression baissière.

Il faut laisser le temps au temps car comme je ne cesse de prendre le risque de le répéter « le tout en bulles » n'est pas en train d'éclater, il se réaménage ce qui est tout différent.

La bulles sur les actions, le crédit et les obligations risquées se contracte mais la bulle sur les valeurs refuges , les emprunts souverains en sens inverse se dilate. Donc il y a une sorte de phénomène spontané, interne de rééquilibrage qui se produit.

Il faut le laisser faire et avoir la patience ou les nerfs de voir jusqu'où ce mécanisme spontané va pouvoir aller. Il peut favoriser le retour à un équilibre ... plus ou moins précaire.

En tous cas bravo si la Fed a le courage de tenter de laisser jouer ce mécanisme.

Trump, facteur de chaos.

Bruno Bertez 10 mars 2020

Jusqu'où les prix du pétrole s'effondreront-ils avant que l'administration Trump ne se rende compte du rôle de la Russie dans l'économie américaine? Jusqu'où faudra-t-il s'enfoncer avant que Trump se rende compte qu'il est un incapable et qu'il ferait mieux de cesser de tweeter et se mettre à travailler.

Personne ne le rappelle mais le 10 février, Trump et son équipe de bras cassés ont suggéré de vendre 15 millions de barils de la réserve stratégique de pétrole dans le but de consolider le budget!

Ils auront peut-être envie de repenser le raisonnement idiot qui les avait conduits à cette proposition!

L'obsession de la réélection pour éviter la prison est mauvaise conseillère chez Trump et ses conseillers. Ils ne comprennent pas les contradictions, la dialectique déflation/croissance et celle de l'intérieur/extérieur

Le secrétaire d'État Pompeo affirmait, satisfait, que la chute des prix du pétrole nuirait surtout aux Iraniens, mais il n'avait pas pensé à toute cette dette fracking qui vient à échéance au cours des 18 prochains mois. Il n'avait pas pensé aux pertes d'emplois dans les États concernés! Cette dévastation pourrait suffire à rendre la Maison Blanche démocrate.

Le monde est trop compliqué pour ces zozos. C'est un endroit très compliqué, beaucoup plus qu'une émission de télévision ou une spéculation immobilière.

Poutine est dans une position de force au Moyen-Orient, les Saoudiens sont dans le chaos familial et religieux, , ils devraient se préoccuper de La Mecque et Médine.

Et puis il y a le virus, on n'en sait presque rien aux USA. Et rien n'est fait.

« C'est le moment de faire des bonnes affaires en Bourse »

Bruno Bertez 10 mars 2020

C'est le moment de faire de bonnes affaires en Bourse.

Comme le relève Polony, une ministre ne devrait pas dire cela, surtout au grand public, à la télévision. C'est une question de compétence et de morale.

De compétence parce que même au plus haut niveau de l'expérience et de la sophistication financière, personne, y compris le Chair de la Fed Powell, ne sait où nous allons, la situation est totalement incertaine, tout peut arriver.

De morale ensuite. La situation étant incertaine cela signifie que seuls ceux qui sont capables de prendre des risques, qui ont les reins solides et qui sont équipés peuvent se dévouer, offrir la contrepartie aux ventes et intervenir en bourse dans ces périodes. Envoyer au casse-pipe les fantassins de l'épargne quel que soit l'avenir, c'est dans la démarche elle-même, constitutif d'un crime.



Voici 18 faits à couper le souffle sur le krach boursier de 2020, et les experts avertissent que c'est loin d'être terminé

Michael Snyder le 9 mars 2020



Nous n'avons rien vu de tel depuis que la dernière crise financière a éclaté en 2008. Wall Street a été saisie par une peur énorme, et la volatilité dont nous sommes témoins aurait été inimaginable il y a quelques mois à peine. Lundi, le Dow Jones Industrial Average a perdu 2 013 points. Pour mettre les choses en perspective, la plus forte baisse en une seule journée que nous ayons connue en 2008 n'a été que de 777 points. Un désaccord entre l'Arabie saoudite et la Russie sur les prix du pétrole, associé à une inquiétude croissante concernant le coronavirus, a poussé de nombreux traders en mode panique, et le résultat a été absolument stupéfiant. Il faut espérer que les cours des actions vont rebondir pendant le reste de la semaine, mais de nombreux experts avertissent que ce n'est que le début du carnage. Le krach boursier de 2020 est là, et les pertes sont déjà stupéfiantes. Il suffit de considérer ces faits...

#1 Nous venons d'assister à la plus forte baisse en un jour de l'histoire des marchés boursiers. L'ancien record de 1 190 points vient d'être établi le 27 février, et la baisse de lundi l'a pulvérisé de plus de 800 points.

#2 La baisse de 7,79% du Dow Jones a été la plus importante baisse en un jour depuis le 15 octobre 2008.

#3 Les actions ont chuté si rapidement lundi matin qu'un disjoncteur clé du marché a été déclenché quelques minutes seulement après la cloche d'ouverture.

#4 C'était la toute première fois depuis 1997 qu'un disjoncteur de marché était déclenché.

#5 Dans l'ensemble, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles est maintenant en baisse de 19 % par rapport au niveau record que nous avons atteint il y a seulement trois semaines.

#6 Le S&P 500 est également en baisse de 19% par rapport au pic du marché.

#7 Le Russell 2000 a chuté de 23,5 %, et il est maintenant en territoire de marché baissier.

#8 Lundi, les "cinq grands" de la technologie ont perdu plus de 320 milliards de dollars en valeur de marché.

#9 Selon Zero Hedge, le volume total des échanges aux États-Unis "sur une base de moyenne mobile de 10 jours, est maintenant plus élevé que lors de l'effondrement de 2008". En d'autres termes, les stocks sont écoulés à un rythme absolument époustouflant.

#10 Le rendement des bons du Trésor à 10 ans est passé sous la barre des 0,5 % lundi pour la toute première fois.

#11 Le prix du pétrole a chuté de plus de 24% durant la session de négociation de lundi.

#12 Cela représente la deuxième plus grande baisse du prix du pétrole en une seule journée jamais enregistrée.

#13 Le secteur de l'énergie du S&P 500 a chuté de 20 % lundi, et c'est le pire jour que nous ayons jamais vu pour cet indice.

#14 Toutes les principales valeurs bancaires américaines ont chuté de pourcentages à deux chiffres au cours de la session de lundi.

#15 Les actions européennes sont maintenant en baisse de 22,5 % par rapport au sommet du marché.

#16 L'indice Bloomberg des conditions financières américaines est maintenant le plus "serré" depuis la dernière crise financière. Cela a de très graves conséquences pour "l'économie réelle".

#17 Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, il y a eu 12 récessions officielles aux États-Unis. 8 d'entre elles ont été précédées par des marchés baissiers, et 3 d'entre elles ont été précédées par une correction du marché.

#18 Il suffira d'une journée assez mauvaise de plus, et tous les principaux indices boursiers américains seront en territoire de marché baissier.

À court terme, nous devrions, espérons-le, assister à un certain rebond. Le président Trump promet un allègement fiscal d'urgence, et la Fed a répondu à tout ce carnage en faisant ce qu'elle fait de mieux...

Dans le cadre de ses efforts continus pour s'assurer que les marchés de financement, ou repo, fonctionnent correctement, la banque centrale a déclaré qu'elle augmentera le montant qu'elle offre dans les opérations au jour le jour de 100 milliards de dollars à 150 milliards de dollars jusqu'à jeudi.

Chaque fois que nous constatons une vague de panique sur le marché, la Fed va soit réduire les taux d'intérêt, soit inonder le système avec plus d'argent.

Et comme il ne reste pas beaucoup de marge de manœuvre pour réduire les taux, la Fed sera de plus en plus contrainte d'utiliser l'option numéro deux.

Mais si ce coronavirus continue à se répandre dans le monde entier, aucune manipulation de la part de la Fed ne pourra arranger les choses. Voici comment un analyste a décrit le sentiment de nombreux investisseurs en ce moment...

"Ils veulent sortir. C'est un grand moment. Le ciel est en train de tomber. Sortez, sortez tant que vous le pouvez. Les malheurs de Wall Street doivent finir par frapper durement l'économie de Main Street."

Partout dans le monde, l'activité économique est paralysée et l'impact économique de ce virus ne fera qu'empirer jusqu'à ce que l'épidémie atteigne enfin son point culminant.

Nous ne savons pas si ce sera la semaine prochaine, le mois prochain ou l'année prochaine.

Mais d'ici là, de nombreux investisseurs "ne reviendront pas sur le marché boursier"...

"Nous assistons à une panique limite due à la peur", déclare R.J. Grant, directeur du commerce des actions de la banque d'investissement KBW. "L'incertitude est la cause de tout cela. Nous savons qu'il y aura un impact économique, mais nous ne savons pas quelle en sera l'ampleur. Tant que nous n'aurons pas de précisions, les gens ne reviendront pas sur le marché boursier, c'est sûr".

En d'autres termes, les choses peuvent ne pas revenir à la normale pour le marché boursier pendant une période prolongée.

Au début de cette année, une "fonte" épique a poussé les prix des actions aux niveaux les plus surévalués que nous ayons jamais vus dans l'histoire des États-Unis. Il était inévitable qu'ils chutent de façon spectaculaire à un moment donné, et il semble que la crainte de cette épidémie de coronavirus soit la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Mais même après l'immense carnage auquel nous avons déjà assisté, les actions sont encore terriblement surévaluées. Pour que les ratios prix/ventes et prix/bénéfices reviennent à leurs moyennes à long terme, il faudrait probablement que les cours des actions baissent encore de 30 à 40 %.

Bien entendu, notre système n'est pas en mesure de gérer une baisse de cette ampleur. Il faut continuer à surveiller l'apparition d'une crise des produits dérivés si les actions continuent à baisser, car il est probable que nous y verrons de gros problèmes. Notre système est conçu pour fonctionner pendant des périodes très stables, et le type de volatilité auquel nous assistons actuellement peut provoquer des pertes catastrophiques très rapidement, comme nous l'avons vu en 2008.

Nous ne savons toujours pas si cette épidémie de coronavirus sera une pandémie mineure qui ne tuera que des milliers de personnes ou si elle sera une pandémie véritablement historique qui en tuera des millions.

Nous espérons pour le mieux, mais nous continuerons également à nous préparer au pire.

En attendant, dites une prière pour les pauvres âmes qui ont encore de l'argent en bourse, car les jours à venir risquent d'être très stressants pour elles.

Les crises se suivent et ne se ressemblent pas

François Leclerc 10 mars 2020

Le mot rebond fait fureur ce matin, mais il serait plus sage de s'en tenir à la minorisation des pertes pour rendre compte de la situation des Bourses et du marché pétrolier. Après un « lundi noir », les investisseurs reprennent leur souffle ce mardi, impressionnés par la visite symbolique du président chinois à Wuhan et les déclarations de matamore de Donald Trump. À l'image de la fébrilité des marchés, leur opinion est versatile.

En Europe, le ministre des Finances Bruno Le Maire profite de l'occasion pour réclamer une fois de plus l'adoption d'un plan de relance européen « massif et coordonné » et annoncer que les objectifs français de déficit ne seront pas tenus cette année. Ce qui fait pour le moins contraste avec le débat embryonnaire allemand qui se contente de porter sur le respect du dogme du déficit zéro.

Ce nouvel épisode aigu de la crise chronique a des conséquences financières, mais il ne naît pas cette fois-ci au sein du système financier. Il a des origines économiques et politiques et emprunte donc le chemin inverse du précédent, ayant pour origine la désorganisation des chaînes d'approvisionnement de la mondialisation, la rupture des accords pétroliers entre l'Arabie saoudite et la Russie ainsi que l'inadéquation avec la réponse qui se cherche des instruments monétaires des banques centrales.

Il a été à tort fait trop confiance aux banques centrales pour relancer l'économie et le résultat est là : le Japon, l'Allemagne et l'Italie sont au bord de la récession et d'autres pays comme la France pourraient les suivre. Un signal sans équivoque a été donné par la réaction négative des marchés à la dernière baisse du taux directeur de la Fed. Mais cela suppose de réaliser une volte-face en Europe où, après avoir longtemps identifié l'inflation comme étant l'ennemi public n°1, il lui a été substitué l'endettement public. Tout en alimentant la dette privée par le biais d'injections monétaires destinées à stabiliser le système bancaire mais favorisant la spéculation.

Poursuivre l'endettement des États ne serait pas sans avoir deux conséquences, qu'il faudrait alors assumer. En réduisant la dette par un autre moyen que la disette budgétaire – en procédant à des remises de peine ciblées qui dégonfleront la baudruche des actifs financiers – tout en réorientant l'allocation du capital afin qu'il soutienne une économie dédiée au bien-être. Ce n'est pas un petit programme, mais un vrai changement de pied !

Dans l'immédiat, deux nouvelles crises de la dette publique ont éclaté au Liban et en Argentine, avec dans ce dernier cas comme principal débiteur le FMI pris au piège d'un soutien qualifié d'abusif dans le monde bancaire. Par quels mécanismes vont-elles être réglées ? Va-t-on assister à un simulacre, comme pour le sauvetage des banques en Europe qui ne devait plus mettre à contribution les finances publiques, comme cela a été pourtant le cas en Italie ? Et comment le FMI et les États dont il est l'émanation vont-ils pouvoir éviter d'en faire les frais ?

Le capitalisme financier vit des moments difficiles. Il est entraîné dans une logique qui repose sur l'intervention permanente des banques centrales aboutissant à la croissance non pas de l'économie mais du système financier. Il en résulte une masse d'actifs financiers, véritable mère des bulles financières. À la concentration extrême de la richesse dans les mains des spéculateurs correspond un accroissement des inégalités, lui-même porteur de fortes tensions sociales et de dangereux soubresauts politiques.

La dépendance à cette bulle d'actifs est désormais irréversible et l'ingénierie financière la clé de la survie du système. La longue séquence de croissance économique américaine, qui fait encore exception, repose sur une montagne de dettes, la détérioration de la qualité du crédit ainsi que des faibles taux d'intérêt et une appréciation intenable du prix des actifs. Qui dit mieux ?

Les banques centrales sont désormais placées devant un choix, poursuivre dans la voie qu'elles ont engagées, et accentuer cette tendance délétère, ou passer la main aux gouvernements, ce qui impliquerait de couper dans le stock actuel de la dette pour qu'elle reste soutenable. Les économistes parlent de « policy mix » quand leurs actions sont conjuguées de manière optimale, ce dont les dirigeants européens se sont révélés incapables. Qu'ils le décident collectivement maintenant serait pour eux un déchirement fort peu vraisemblable. Reste la poursuite du délitement.

La Fed a-t-elle renfloué le marché aujourd'hui ?

Brian Maher 5 mars 2020

Les bonnes nouvelles d'abord :

Nous apprenons ce matin par le ministère américain du travail que l'économie a pris 273 000 emplois le mois dernier.

Le consensus l'a estimé à 175 000.

Le chômage est passé de 3,6 % à 3,5 %... soit son niveau le plus bas depuis 50 ans.

Entre-temps, les estimations de décembre et janvier ont été revues à la hausse, avec pas moins de 85 000 emplois.

Ainsi, il y a plus de joie au paradis.

Maintenant, les mauvaises nouvelles :

La bourse a repris la nouvelle... et l'a mise dans le panier à papier.

"Le plongeon du cygne noir"

Le Dow Jones a fait une nouvelle hémorragie de 800 points à 10 heures. Les autres grands indices ont également donné généreusement - encore une fois.

VIX - La "jauge de la peur" de Wall Street, a dépassé les 48 ce matin. Elle avait chuté sous la barre des 15 jusqu'à la fin du mois de février.

En tout, les actions mondiales ont cédé 9 000 milliards de dollars en neuf jours, soit 1 000 milliards de dollars par jour.

Jamais auparavant les actions mondiales n'avaient reculé aussi rapidement et aussi violemment.

Entre-temps, le billet du Trésor à 10 ans a réalisé un miracle ce matin...

Les rendements se sont effondrés pour atteindre le chiffre impressionnant de 0,664 %.

Beaucoup ont été stupéfaits lorsque les rendements ont chuté à un niveau record de 1,27 % en juillet 2016. Pourtant, ce matin, ils étaient près de la moitié.

Eh bien, ce sont des moments intéressants.

Michael Chaque fois que Rabobank crie, nous sommes témoins d'une "plongée du cygne noir, alors que les rendements et les actions chutent à l'unisson..."

Un nouvel indicateur contradictoire

Mais au moins, les crackerjacks de Goldman Sachs nous ont prévenus à l'avance de cette ruée tonitruante vers les trésors...

Un titre de Bloomberg, daté du 10 février :

"JPMorgan dit que les obligations s'effondrent, alimentant un retour aux cycles."

Et ceci, portant la date du 23 février :

"JPMorgan dit que le rallye des trésors pourrait être proche d'un tournant."

Pouvons-nous suggérer un nouvel indicateur contradictoire ?

L'indicateur "JPMorgan".

Il s'agit de la célèbre couverture du BusinessWeek de 1979 qui déclare "La mort des actions".

Bien sûr, les actions ont connu peu après le plus grand marché haussier de l'histoire.

JPMorgan peut peut-être fournir un service similaire.

Comme nous le rappelle Zero Hedge, la plupart des fonds spéculatifs sont des clients de JPMorgan. Ceux qui ont suivi ses conseils paient actuellement. Et royalement.

Ils ont "court-circuité" les obligations à long terme - en pariant qu'elles allaient tomber.
Si vous ne réussissez pas du premier coup...

Nous imaginons que M. Jerome Powell se gratte la tête aujourd'hui. Sa réduction de tarif "d'urgence" de mardi n'a pas réussi à perturber le poisson.

Mais cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas plus d'appâts sur son hameçon...

Les marchés donnent actuellement 50 % de chances que la Réserve fédérale abaisse les taux entre 0,25 % et 0,50 % d'ici avril.

La banque centrale est déjà terriblement mal préparée pour faire face à la prochaine récession. Pourtant, elle semble prête à gaspiller le peu de munitions qui lui restent.

Et la Bank of America suppose déjà qu'une récession mondiale est en cours :

"[Notre] hypothèse de travail est qu'en mars 2020, nous serons en récession mondiale."

Une récession mondiale peut s'abattre sur ces côtes américaines.

Que doit faire la Réserve fédérale si tel est le cas ?

Des options qui s'amenuisent

Elle dispose de peu de marge de manœuvre pour réduire les taux d'intérêt, comme cela a été établi. Et l'achat de bons du Trésor a perdu de son dynamisme. Rappelons que les rendements du Trésor à long terme sont actuellement inférieurs à 1 %.

Des achats supplémentaires pourraient faire chuter les rendements à zéro... et en dessous.

Eric Rosengren préside la Banque de la Réserve fédérale de Boston.

Il se plaint que ces conditions "soulèveraient des défis auxquels les décideurs politiques n'ont pas été confrontés, même pendant la Grande Récession".

Encore une fois, que pouvaient-ils faire ?

Dans une situation où les taux d'intérêt à court terme et les taux du Trésor à 10 ans s'approchent de la limite inférieure zéro, il pourrait être important de permettre à la Réserve fédérale d'acheter un plus large éventail d'actifs.

... Nous devrions permettre à la banque centrale d'acheter une gamme plus large de titres ou d'actifs.

Traduction complète en anglais :

La Réserve fédérale devrait être autorisée à acheter des actions.
Mais est-ce déjà le cas ?

Ce mardi, nous avons émis l'hypothèse que la Réserve fédérale a acheté des actions de façon sournoise - et illégale.

Citant Graham Summers, stratège de marché senior chez Phoenix Capital Research :

Depuis des années, je constate que chaque fois que les actions commencent à s'effondrer, "quelqu'un" intervient soudainement pour empêcher le marché de s'effondrer...

[Et] il y a un an, j'ai remarqué que le marché se comportait de manière très étrange.

Les marchés s'ouvraient brutalement en BAS. Voyant cela, j'ai commencé à acheter des options de vente (des transactions d'options qui profitent lorsque quelque chose tombe) sur divers titres, en particulier ceux qui avaient connu une faiblesse prononcée la veille.

Puis, soudainement et sans aucun avertissement, TOUS ces titres s'envoleraient soudainement à la hausse.

M. Summers a émis la théorie que la Réserve fédérale achetait des actions de Microsoft, Apple, Alphabet (Google) et Amazon.

Parce que ces mastodontes ont un poids énorme, ils peuvent tirer le marché global vers le haut.

La Réserve fédérale a-t-elle pu recourir à la même arnaque aujourd'hui ?

Le pistolet fumant ?

A 15h08, nous avons remarqué que le Dow Jones affichait 25 268, une autre chasse à la baleine pour conclure la semaine.

Nous sommes ensuite passés à l'action peu après 4 heures pour évaluer les derniers dégâts.

Pourtant, nous avons été étonnés de découvrir que l'indice avait grimpé à 25 938 à cette heure-là.

Pour souligner : C'est une hausse de 670 points en une heure.

Il s'est stabilisé à 25 864 en fermant le sifflet. Mais l'indice n'a clôturé la journée qu'à 256 points en rouge - une sorte de victoire.

Que s'est-il passé ?

Un rapide coup d'œil sur Apple a révélé qu'il a commencé à monter vers 3 heures... comme par une main invisible.

Microsoft a affiché un schéma presque identique. Et Amazon. Et Google.

Tous ont mystérieusement sauté à 15 heures.

Nous vous laissons à vos propres conclusions.

Une histoire de méfaits

On a longtemps soutenu que la Fed ne devrait pas acheter d'actions et n'en achète pas.

Cependant, le fait est que la Fed fait beaucoup de choses qu'elle n'est pas censée faire. Selon les propres mandats de la Fed, elle ne devrait jamais monétiser la dette en imprimant de l'argent pour acheter des titres de créance.

La Fed l'a déjà fait à hauteur de plus de 3,5 milliards de dollars.

De plus, nous savons, grâce aux procès-verbaux de la Fed, que dès 2012, la Fed a vendu à découvert l'indice de volatilité (VIX) via des contrats à terme ou des options. Là encore, cela va totalement à l'encontre du mandat officiel de la Fed. Et si vous pensez que c'est une théorie de conspiration, considérez que c'est le président actuel de la Fed, Jerome Powell, qui a admis que la Fed faisait cela !

Pour faire simple, la Fed a contourné son mandat pendant des années au nom du "maintien de la stabilité financière". En fait, ce qui se passe généralement, c'est que la Fed fait des choses qu'elle ne devrait pas, qu'elle le nie pendant des années et qu'elle finit par admettre la vérité des années plus tard, ce qui ne choque personne.

Je pense que la Fed se livre actuellement à une telle pratique lorsqu'il s'agit de truquer carrément le marché boursier aujourd'hui.

Les lois restent silencieuses

La loi sur la Réserve fédérale n'autorise pas la banque centrale à acheter des actions.

Mais l'urgence financière s'apparente à l'urgence de la guerre.

Et comme on l'a vu, la Réserve fédérale a pris... des libertés extrêmes avec la loi lors de la dernière crise.

Il se peut qu'elle prenne des libertés supplémentaires à l'heure actuelle. Et elle le fera à nouveau si nécessaire.

"Inter arma enim silent lēgēs", a déclaré Cicero - "En temps de guerre, la loi se tait."



Vers des taux d'intérêt négatifs (réels)

Jim Rickards 5 mars 2020

En juillet dernier, j'étais à Bretton Woods, dans le New Hampshire, avec une foule d'élites monétaires, pour commémorer le 75e anniversaire de la conférence de Bretton Woods qui a établi le système monétaire international de l'après-guerre. Mais je n'étais pas seulement là pour commémorer le passé - j'étais là pour chercher à comprendre l'avenir du système monétaire.

Un jour, j'ai fait partie d'un groupe restreint lors d'une réunion "officiuse" à huis clos avec des hauts fonctionnaires de la Réserve fédérale et de la Banque centrale européenne (BCE) qui ont annoncé exactement ce à quoi vous pouvez vous attendre avec les taux d'intérêt à venir - et pourquoi.

Parmi eux figuraient un haut fonctionnaire d'une banque régionale de la Réserve fédérale, un haut fonctionnaire du conseil des gouverneurs de la Fed et un membre du conseil des gouverneurs de la BCE.

Les règles de Chatham House s'appliquent, je ne peux donc toujours pas révéler les noms des personnes présentes à cette réunion particulière ni les citer directement.

Mais je peux discuter des points principaux. Ils sont essentiellement sortis et ont annoncé que les taux allaient baisser, et pas seulement de 25 ou 50 points de base. Les taux étaient de 2,25 % à l'époque. Ils ont dit qu'ils devaient réduire les taux d'intérêt de beaucoup à l'avenir.

C'est déjà arrivé. La Fed a baissé les taux en septembre et octobre derniers (25 points de base chacun), ramenant les taux à 1,75%. Et maintenant, après la réduction d'urgence de 50 points de base de mardi, les taux sont descendus à 1,25%.

C'est une baisse d'un point de pourcentage complet. Si la Fed continue à réduire ses taux (ce qui est probable), elle flirtera bientôt avec la borne du zéro. Et si les effets économiques du coronavirus ne se dissipent pas (ce qui est très possible), la Fed pourrait facilement atteindre le zéro.

Mais alors quoi ?

Ces responsables n'ont pas annoncé officiellement que les taux d'intérêt seraient négatifs. Mais ils ont dit que lorsque les taux seront revenus à zéro, ils devront examiner de près les taux négatifs.

En lisant entre les lignes, ils auront probablement recours à des taux négatifs le moment venu.

Normalement, il peut être difficile de prévoir la politique des taux d'intérêt, et j'utilise un certain nombre de modèles sophistiqués pour essayer de déterminer où elle va. Mais ces types m'ont rendu la tâche incroyablement facile. C'est presque comme de la triche !

La partie la plus intéressante de la réunion a été la raison qu'ils ont donnée pour les réductions de taux à venir. Ils étaient très détendus à ce sujet, presque comme si c'était trop évident pour le signaler.

La raison a trait aux taux d'intérêt réels.

Le taux d'intérêt réel est le taux d'intérêt nominal moins le taux d'inflation. Vous pouvez regarder les taux d'intérêt actuels et penser qu'ils sont déjà extrêmement bas. Et en termes nominaux, ils le sont certainement. Mais si vous considérez les taux d'intérêt réels, vous verrez qu'ils peuvent être sensiblement plus élevés que le taux nominal.

C'est la raison pour laquelle le taux réel est si important. Si vous êtes un économiste ou un analyste qui essaie de prévoir les marchés en se basant sur l'impact des taux sur l'économie, alors vous devez vous concentrer sur les taux réels.

Supposons que le taux nominal d'une obligation soit de 4 % ; ce que vous voyez, c'est ce que vous obtenez. Mais le taux réel est le taux nominal moins l'inflation. Si le taux nominal est de 4 % et que l'inflation est de 2 %, le taux réel est de 2 % ($4 - 2 = 2$).

Cette différence entre le taux nominal et le taux réel semble simple jusqu'à ce que vous vous retrouviez dans une situation étrange où l'inflation est plus élevée que le taux nominal. Dans ce cas, le taux réel est négatif.

Par exemple, si le taux nominal est de 4 % et que l'inflation est de 5 %, le taux d'intérêt réel est alors négatif de 1 % ($4 - 5 = -1$).

Les États-Unis n'ont jamais eu de taux nominaux négatifs (le Japon, la zone euro et la Suisse en ont eu), mais ils ont eu des taux réels négatifs.

Au début des années 1980, les taux d'intérêt nominaux sur les titres du Trésor à long terme atteignaient 13 %. Mais l'inflation était alors de 15 %, de sorte que le taux réel était négatif de 2 %. Le coût réel de l'argent était bon marché, même lorsque les taux nominaux atteignaient des sommets historiques.

Des taux nominaux de 13 % alors que l'inflation est de 15 % sont en fait stimulants. Des taux de 3 % quand l'inflation est de 1 % ne le sont pas. Dans ces exemples, un taux nominal de 2 % est un taux "élevé" et un taux de 13 % est un taux "faible" une fois l'inflation prise en compte.

Quel est le taux réel aujourd'hui ?

Le rendement à l'échéance des bons du Trésor à 10 ans est actuellement à un niveau record de moins de 1 % (il est en fait tombé à 0,899 % aujourd'hui avant de remonter légèrement). Cela ne s'est jamais produit auparavant dans l'histoire, ce qui montre à quel point cette période est inhabituelle.

Par ailleurs, l'inflation, mesurée par le déflateur de base de la PCE (la mesure préférée de la Fed), est actuellement d'environ 1,6 % sur un an, ce qui est inférieur à l'objectif de 2 % de la Fed.

En utilisant ces mesures, les taux d'intérêt réels se situent aux alentours de -0,5 %. Mais croyez-le ou non, c'est en fait plus élevé qu'au début des années 80, lorsque les taux nominaux étaient de 13 %, mais que les taux réels étaient de -2 %.

C'est pourquoi il est essentiel de comprendre l'importance des taux d'intérêt réels.

Et les taux réels sont importants parce que les banques centrales veulent que les taux réels soient significativement négatifs. C'est pourquoi elles doivent abaisser le taux nominal de manière substantielle, ce que les responsables des banques centrales ont déclaré à Bretton Woods.

Vous pouvez donc vous attendre à ce que les taux tombent à zéro, probablement tôt ou tard. Ensuite, les taux nominaux négatifs sont probablement proches.

La Fed est très préoccupée par la récession, à laquelle elle n'est pas préparée pour le moment. Et avec le coronavirus, maintenant encore plus. Il faut généralement cinq points de pourcentage de réduction des taux pour sortir les États-Unis d'une récession. Pendant son cycle de hausse qui s'est terminé en décembre 2018, la Fed a essayé de rapprocher les taux de 5 % afin de pouvoir les réduire autant que nécessaire en cas de nouvelle récession. Mais elle a échoué.

Les taux d'intérêt n'ont atteint que 2,5 %, soit la moitié de l'objectif. La réaction du marché et le ralentissement de l'économie ont amené la Fed à faire marche arrière et à s'engager dans une politique d'assouplissement. C'était bon pour les marchés, mais terrible pour la préparation de la prochaine récession.

La Fed a également réduit son bilan de 4 500 milliards de dollars à 3 800 milliards de dollars, mais ce montant reste bien supérieur aux 800 milliards de dollars qui existaient avant le QE1 ("QE-lite" a depuis fait passer le bilan au-dessus de 4 000 milliards de dollars, et il est probablement en train d'augmenter puisque de nouvelles fissures se forment sur le marché des pensions).

En bref, la Fed (et les autres banques centrales) ne s'est que partiellement normalisée et est loin de pouvoir guérir une nouvelle récession ou une nouvelle panique si elle devait se produire demain.

La Fed est donc piégée dans une énigme à laquelle elle ne peut pas échapper. Elle doit relever ses taux pour se préparer à la récession, mais les baisser pour éviter la récession. Elle a évidemment choisi cette dernière option.

Si une récession se produisait maintenant, la Fed réduirait ses taux de 1,25 % par étapes, mais ils seraient alors à zéro et à court de munitions.

Au-delà de cela, les seuls outils dont dispose la Fed sont des taux négatifs, plus d'assouplissement quantitatif, un objectif d'inflation plus élevé ou des orientations à l'avance garantissant qu'aucune hausse de taux ne sera effectuée sans préavis.

Bien entendu, les taux d'intérêt nominaux négatifs n'ont jamais fonctionné là où ils ont été essayés. Ils ne font qu'alimenter les bulles d'actifs, pas la croissance économique. Il n'y a aucune raison de croire qu'ils fonctionneront la prochaine fois.

Mais les banques centrales n'ont pas vraiment d'autres outils parmi lesquels choisir. Lorsque votre seul outil est un marteau, chaque problème ressemble à un clou.

C'est le moment de faire des réserves d'or et d'autres biens durables pour protéger votre patrimoine.

Banquier central, le pouvoir ultime ? (2/2)

rédigé par [Per Bylund](#) 10 mars 2020

La monnaie fiduciaire repose sur une base toute différente de celle d'une « monnaie marchandise » : c'est précisément là que repose le vrai pouvoir des banques centrales et de l'Etat.



Nous avons vu [hier](#) que les échanges et la monnaie n'étaient pas nécessairement l'incarnation du pouvoir et de la domination que certains se plaisent à voir.

Ces notions entrent bien en jeu, cependant... mais pas forcément là où on les attend.

Quand et comment le pouvoir se manifeste

Lorsqu'une monnaie est basée sur une matière première, peu importe laquelle, cette monnaie n'est rien d'autre qu'une marchandise comme une autre, *excepté* qu'elle est également utilisée pour procéder à des échanges indirects. Cela n'implique pas en soi que cette monnaie procure du pouvoir à son détenteur.

Personne n'affirmerait, ou en tout cas peu de gens, que si nous étions dans une économie où le pain sert de monnaie, le pain offrirait une source de pouvoir sur les autres que d'autres types de denrées alimentaires (ou tout autre type de matières premières) n'offriraient pas.

Ce n'est toujours que du pain, la seule différence étant que les intervenants accepteraient le pain comme moyen de paiement, même si en réalité ils ne désirent pas en consommer — car ils savent qu'ils pourront l'utiliser comme moyen de paiement lors des échanges qu'ils réalisent avec d'autres individus.

Le pain en lui-même conserve une utilité. Même si nous ne désirons pas en consommer, temporairement ou en règle générale, nous pouvons voir qu'il s'agit d'une marchandise qui possède différents usages spécifiques. Il en va de même avec toute autre monnaie-marchandise, même si les métaux précieux ont probablement des usages plus limités pour nous que le pain.

Vulnérabilité de la monnaie fiduciaire

La monnaie fiduciaire change quelque peu la donne, mais pas en ce qui concerne l'utilisation et la nature de la monnaie dans le cadre des échanges. La monnaie est toujours utilisée et acceptée en raison du pouvoir d'achat

(escompté) qu'elle procure. Cependant, il ne s'agit pas d'une marchandise qui puisse être utilisée autrement qu'en tant que monnaie.

Donc, dans un sens, nous sommes obligés de l'utiliser uniquement comme monnaie, alors que le pain peut être mangé, l'or peut être fondu pour fabriquer de la joaillerie, et les certificats monétaires constituent un droit direct sur de tels biens.

Pour cette raison, le détenteur d'une monnaie non adossé à une marchandise est plus vulnérable : si cette monnaie connaît une érosion de son pouvoir d'achat, partielle ou totale, il n'existe aucun moyen d'y échapper.

Un billet de 20 \$ sera toujours un billet de 20 \$, peu importe que le pouvoir d'achat du dollar s'effondre (ou qu'il s'apprécie), alors qu'il pourrait être logique de manger une monnaie faite de pain si son pouvoir d'achat baissait trop fortement.

Le détenteur de liquidités dans un régime de monnaie fiduciaire est donc soumis aux décisions des autorités monétaires. Si ces dernières décident de doubler la masse monétaire – ce qui entraînerait une érosion sévère du pouvoir d'achat de l'unité monétaire concernée, cela affecterait la valeur des liquidités que vous possédez dans votre poche, sous votre matelas ou sur votre compte en banque. Vous seriez victime d'une décision prise par quelqu'un d'autre, ce qui constitue sans aucun doute une forme de pouvoir.

Or c'est précisément l'inverse de ce qu'affirment tous ceux qui insistent pour dire que la monnaie donne du pouvoir. Pour eux, détenir de la monnaie c'est posséder du pouvoir.

Cependant, cet exemple nous montre que quiconque détient de la monnaie est impuissant contre les changements de politique monétaire.

Commander les autres

Qu'en est-il de l'affirmation selon laquelle la monnaie donne le pouvoir de commander les autres ? Comme nous l'avons vu précédemment, c'est impossible dans une économie de troc. Mais un système de monnaie fiduciaire peut être différent, et c'est typiquement le cas à notre époque.

Cela s'explique par l'existence de lois qui imposent la notion de cours légal. Chaque billet imprimé par la Réserve fédérale américaine comporte cette mention : « Ce billet a cours légal pour le paiement de toute dette, publique ou privée. »

En d'autres termes, si quelqu'un vous doit de l'argent, vous avez l'obligation légale d'accepter d'être payé en dollars. Donc quiconque aurait contracté une dette peut exiger, en raison des pouvoirs que possède l'Etat, que l'emprunteur accepte d'être remboursé en dollars.

Bien que cela ne signifie pas que vous puissiez, en tant que détenteur de dollars, obliger qui que ce soit à vous vendre quelque chose, d'autres lois instaurent une telle obligation.

Par exemple, la loi Scanner, dans l'Etat du Michigan, oblige non seulement les magasins à afficher les prix pour l'ensemble des produits proposés, mais également à accepter le paiement du prix affiché en dollars. Cela signifie que les clients possèdent le pouvoir (octroyé par la loi) d'obliger le magasin à leur vendre un produit au prix affiché, même s'il s'agissait d'une erreur.

Par conséquent, nous ne pouvons pas totalement nier l'idée selon laquelle « l'argent, c'est le pouvoir ». Cependant, ce pouvoir n'est pas une conséquence de la nature même de la monnaie, comme on le croit souvent.

La monnaie n'est pas mystérieusement dotée de pouvoir – mais il existe des situations dans lesquelles la monnaie représente une forme de pouvoir.

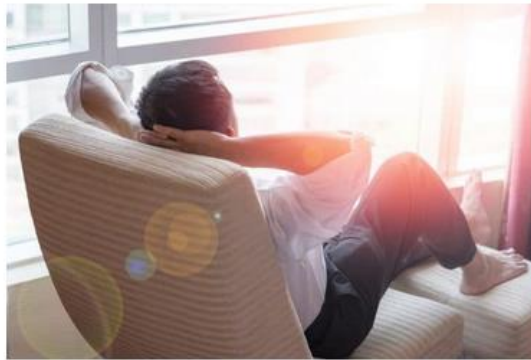
C'est le cas lorsqu'un régime de monnaie fiduciaire et un cours légal sont imposés, ainsi que d'autres lois qui peuvent modifier les dynamiques du pouvoir. Bien que la monnaie soit impliquée dans l'ensemble de ces cas de figure, l'origine commune de tels pouvoirs ne réside pas dans la monnaie elle-même. C'est l'Etat qui en est à l'origine.

Article traduit avec l'autorisation du Mises Institute. [Original en anglais ici](#)

« Inquiet, moi ? Jamais ! »

rédigé par [Bill Bonner](#) 10 mars 2020

Tout le monde en veut plus... et tout le monde croit que la Fed en donnera toujours plus. Mais les choses pourraient être en train de changer.



Tout le monde en veut plus : plus de revenus, plus d'argent, plus de ventes, plus de PIB, plus d'emploi et plus de sexe.

Une pandémie, en revanche, [entraîne du « moins »](#). Les gens restent chez eux. Ils arrêtent de gagner de l'argent... et de le dépenser. Le PIB chute. Les débiteurs ont du mal à payer leurs factures.

Les écoles ferment. Les parents doivent désormais rester à la maison eux aussi. Terminé, les voyages d'affaires.

Hier, un investisseur professionnel nous expliquait au téléphone pourquoi une importante conférence internationale venait d'être annulée.

« Ils ont peur que les gens ne viennent pas. »

Lui-même n'y serait peut-être pas allé.

« Tomber malade ne m'inquiète pas. C'est savoir comment rentrer chez moi qui m'inquiète. »

Le secteur du voyage est pris dans les turbulences du Covid-19. Flybe, un opérateur régional européen, a été la première compagnie aérienne à chuter en piqué.

Le *New York Times* nous en dit plus :

« Des jumbo jets vides arrivant dans des aéroports déserts. Des passagers masqués désinfectant leur propre siège. Des dirigeants de compagnies aériennes regroupés, le visage fermé, autour du président Trump.

Alors que l'épidémie de coronavirus continue de se répandre dans le monde, le secteur de l'aviation souffre.

Les valeurs du secteur aérien ont sévèrement chuté [ces derniers jours], les investisseurs tenant compte de perspectives de vols annulés, de ventes perdues et de substantielles réductions de service pendant des mois. Plusieurs transporteurs – dont United Airlines, JetBlue et Lufthansa – ont annoncé de nouvelles fermetures de lignes ces derniers jours. Un groupement d'acteurs du secteur a déclaré que le coronavirus pourrait effacer entre 63 Mds\$ et 113 Mds\$ de revenus pour les compagnies aériennes au niveau mondial cette année.

'Il y a nettement moins de personnes qui volent cette semaine par rapport à la semaine dernière', a déclaré Nicholas E. Calio, directeur général d'Airlines for America, une organisation commerciale. 'Les vols sont annulés parce que les gens ne montent pas dans les avions'. »

Des revers inattendus

Dans un monde normal, « moins », c'est ce qu'on a de temps en temps. Les choses ralentissent. Des corrections se produisent. Le système connaît des chocs. Des revers inattendus.

Les incendies nettoient les débris de bois mort sur le sol de la forêt. Les vents violents font tomber les arbres pourris. Les récessions débarrassent l'économie des entreprises qui perdent de l'argent. Les krachs éliminent les spéculateurs imprudents, transférant de précieux capitaux des mains faibles vers des mains plus fortes.

Et les disputes au petit-déjeuner vous rappellent de faire attention où vous mettez les pieds.

Les revers font partie de la vie.

Le coronavirus ne pose pas une menace existentielle à la race humaine. Il semble aussi que les enfants soient épargnés, si bien que l'avenir est assuré. Les personnes en bonne santé, par ailleurs, ont bien plus de chances de survivre que de mourir.

La maladie semble plutôt emporter les arbres décrépits... les vieux, les faibles et ceux dont le système immunitaire est « compromis ».

A la *Chronique*, nous voyons toujours le bon côté des choses. Nous notons donc que ce n'est pas nécessairement une mauvaise chose (sauf pour ceux qui y passent).

Cela réduira le fardeau de la Sécurité sociale. Il sera plus facile d'obtenir un rendez-vous chez le médecin, et ça libérera des places de parking en cas de buffet à volonté dans le restaurant du coin.

Le vrai problème, c'est que le coronavirus expose les faiblesses et les mensonges au sein du système tout entier... notamment les fragilités causées par la fausse monnaie.

Merci la Fed !

Dans les faits, les autorités ont compromis le système immunitaire de l'économie entière.

De quoi a-t-on besoin lors d'un revers ? D'épargne. Mais cela fait 10 ans que les taux ultra-bas de la Réserve fédérale pénalisent l'épargne. Naturellement, elle est tombée aux niveaux les plus bas de l'Histoire.

Au lieu d'épargner leur argent, on a encouragé les gens à « l'investir » – ce qui, à son tour, a fait grimper les prix des actifs d'investissement aux plus hauts niveaux de l'Histoire. Or de quoi n'a-t-on pas besoin lors d'un revers ? D'actifs spéculatifs surévalués, bien sûr.

En soutenant les marchés US... et l'économie US... la Fed a donné aux gens l'impression que les revers appartenaient au passé. Quoi qu'il arrive, la Réserve fédérale serait là... juste à temps. « Plus » deviendrait une caractéristique permanente de l'existence.

Chaque fois que le marché boursier tentait de corriger, par exemple, les pompiers de la Fed arrivaient avec des tuyaux géants emplis de « liquidités ».

Et chaque fois que l'économie tentait de reprendre sa respiration, même chose. De l'aide arrivait de la part des autorités, juste à temps.

« Inquiet, moi ? Jamais » est devenu une stratégie d'investissement, où les investisseurs les plus insoucians... ceux qui achetaient les investissements les plus imprudents... gagnaient le plus d'argent.

Est-ce vraiment durable ?

A suivre...